



R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E
Liberté – Egalité – Fraternité

**LISTE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 NOVEMBRE 2025**

ORDRE DU JOUR

Numéro	OBJET	Vote
N°.2025.063	Admission en non valeur et créances éteintes de créances irrécouvrables présentées par le comptable de la commune	LE CONSEIL ADOPTE A L'UNANIMITE CETTE DELIBERATION.
N°.2025.064	Accord de principe sur une garantie d'emprunts à l'OPAC de l'Oise	LE CONSEIL ADOPTE A L'UNANIMITE CETTE DELIBERATION.
N°.2025.065	Accord de principe sur une garantie d'emprunts à Val d'Oise Habitat	LE CONSEIL ADOPTE A L'UNANIMITE CETTE DELIBERATION.
N°.2025.066	Signature de la convention du Conseil départemental relative aux modalités de rétrocession de l'éclairage public situé le long de la RD 317 en agglomération de la commune de Fosses	LE CONSEIL ADOPTE A L'UNANIMITE CETTE DELIBERATION.
N°.2025.067	Rapport 2024 du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Bellefontaine (SIAEP) sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable	LE CONSEIL PREND ACTE.
N°.2025.068	Rapport d'activité 2024 du Syndicat intercommunal à vocations multiples Fosses-Marly-la-Ville (SIFOMA)	LE CONSEIL PREND ACTE.
N°.2025.069	Convention d'adhésion à la convention de participation à la protection sociale complémentaire 2024-2029 souscrite par le CIG Grande Couronne pour le risque santé auprès du groupe VYV	LE CONSEIL ADOPTE A L'UNANIMITE CETTE DELIBERATION.

N°.2025.070	Tableau des effectifs	LE CONSEIL ADOPTE A L'UNANIMITE CETTE DELIBERATION.
N°.2025.071	Motion relative au projet de loi finances 2026 et ses conséquences sur les collectivités	LE CONSEIL ADOPTE A L'UNANIMITE CETTE DELIBERATION.

Fosses, le 24/11/2025

La maire,

Jacqueline HAESINGER



Liste affichée le : 24/11/2025
Sur le site de la commune

25 NOV. 2025

25 NOV. 2025

DELIBERATION N°.2025.063

L'an deux mille vingt-cinq, le 19 novembre, à 20h00, s'est réuni en séance publique le Conseil Municipal de la Ville de Fosses, légalement convoqué en date du 12 novembre, sous la présidence de Madame Jacqueline HAESINGER, Maire.

PRESENTS :

JACQUELINE HAESINGER, BLAISE ETHODET-NKAKE, JEANICK SOLITUDE, GILDAS QUIQUEMPOIS, FLORENCE LEBER, DOMINIQUE DUFUMIER, PATRICK MULLER, CHRISTOPHE LUCAS, LAUREN LOLO, PIERRE BARROS, SONIA LAJIMI, FELIX MIRAM, TANIA KITIC, FRANCK BLEUSE, HUBERT EMMANUEL EMILE, MARJORY QUIQUEMPOIS, CONRAD-REMI BOULON, DIDIER EISCHEN, GABRIEL NGOMA, VICTOR SOLSONA

EXCUSES REPRESENTES PAR POUVOIR :

LEONOR SERRE A SONIA LAJIMI, MICHEL NUNG A TANIA KITIC, JEAN MARIE MAILLE A BLAISE ETHODET-NKAKE, EMELE JUDITH A FRANCK BLEUSE, CONSUELO NASCIMENTO A CHRISTOPHE LUCAS, DAVID FELICIE A DIDIER EISCHEN, BELWALID PARJOU A VICTOR SOLSONA

ABSENTS :

CINDY BOURGUIGNON, GILDO VIERA

Tania KITIC est élue secrétaire à l'unanimité.

QUESTION N° 1 : ADMISSION EN NON-VALEUR ET CREANCES ETEINTES DE CREANCES IRRECOUVRABLES PRESENTEES PAR LE COMPTABLE DE LA COMMUNE

RAPPORTEUR : BLAISE ETHODET-NKAKE

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions, modifiée ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction comptable M57 ;

Vu le budget primitif 2025 ;

Considérant les demandes d'admission en non-valeur transmises par Monsieur le Comptable du SGC de Garges les Gonesse, des titres correspondant aux listes n° 5575770431, n° 7673650831, et n° 6982252231 annexées ;



Considérant que l'admission en non-valeur n'empêche nullement un recouvrement ultérieur si le redevable revenait à une situation le permettant ;

Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en non-valeur et en créances éteintes par l'assemblée délibérante, ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité les créances irrécouvrables ;

Après en avoir délibéré,

- **DECIDE** d'admettre en non-valeur et en créances éteintes selon les états transmis pour les montants suivants :

	Compte	Montants
Budget principal	6541 - Créances admises en non-valeur	4 361,72 €
	6542 - Créances éteintes	825,84 €

- **DIT** que les dépenses seront imputées au chapitre 65 compte 6541 (créances admises en non-valeur) pour 4 361,72 € et compte 6542 (créances éteintes) pour 825,84 €.

Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.

La Maire,
Jacqueline HAESINGER

La secrétaire de séance,
Tania KITIC



Le comptable soussigné certifie avoir émarginé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Exercice	Ref	DÉBITEUR	RESTE DU	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	Admis	Rejet	Éléments nouveaux – A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet
2018	T-1529		0,40	Poursuite sans effet			
		(Total pour le débiteur)	0,40 €				
		Grand Somme	0,40 €				

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Exercice	Ref	DÉBITEUR	RESTE DU	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	Admis	Rejet	Éléments nouveaux – A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet
2015	T-47		60,70 €	Combinaison infructueuse d actes			
2015	T-218		189,72 €	Combinaison infructueuse d actes			
			250,42 €				
2017	T-801		31,50 €	Combinaison infructueuse d actes			
2017	T-1020		67,47 €	Combinaison infructueuse d actes			
2017	T-1208		69,45 €	Combinaison infructueuse d actes			
2017	T-1549		92,80 €	Combinaison infructueuse d actes			
2017	T-1721		33,45 €	Combinaison infructueuse d actes			
			294,67 €				
2020	T-915		85,40 €	Décédé et demande renseignement négative			
			85,40 €				
			630,49 €				

Accusé de réception en préfecture
095-219502507-20251119-DEL2025063-DE
Date de télétransmission : 25/11/2025
Date de réception préfecture : 25/11/2025

Page 1 sur 1

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Exercice	Ref	DÉBITEUR	RESTE DU	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	Admis	Rejet	Éléments nouveaux – A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet
2022	T-380		825,84 €	Clôture pour Insuffisance d'Actif sur RJ-LJ			
			825,84 €				
			825,84 €				

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : 10000 - FOSSES
N° de la liste : 7673650831

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A GARGES LES GONESSE, le 16 octobre 2025
Marc HELLEN

Comptable du SGC De GARGES

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	3 730,83 €	
6542	0,00 €	
Total	3 730,83 €	

A , le
(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
095-219502507-20251119-DEL2025063-DE
Date de télétransmission : 25/11/2025
Date de réception préfecture : 25/11/2025

EXERCICE	PIÈCE	SERVICE	TOTAL	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATION	MONTANT	Admis	Accusé de réception en préfecture 095-219502507-20251119-DEL2025068-DE Date de télétransmission : 25/11/2025 Date de réception préfecture : 25/11/2025			Éléments nouveaux 19-10-2025 RATOIREMENT en cas de rejet
2019	T-2539-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	1,42					
2020	T-50-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	2,25					
2020	T-291-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	2,84					
2019	T-2539-4			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	3,00					
2020	T-2188-4			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	3,00					
2021	T-149-4			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	3,00					
2019	T-1463-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	3,93					
2020	T-2188-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	4,01					
2021	T-8-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	4,01					
2021	T-149-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	4,01					
2020	T-578-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	5,87					
2020	T-291-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	6,00					
2020	T-50-4			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	6,00					
2019	T-2539-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	24,00					
2020	T-50-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	24,00					
2021	T-149-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	24,00					
2019	T-921-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	25,00					
2019	T-921-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	30,00					
2020	T-2188-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	30,00					
2022	T-12-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	31,50					
2019	T-1216-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	35,00					
2019	T-759-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	36,00					
2019	T-1216-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	42,00					
2021	T-8-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	42,00					
2022	T-146-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	47,25					
2021	T-149-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	53,04					
2021	T-8-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	92,82					
			Total				585,95					
2022	T-2333-1			RAR inférieur seuil poursuite	102-autres produits gestion courante	6541	4,69					
			Tota				4,69					
2020	T-1361-1			RAR inférieur seuil poursuite	102-autres produits gestion courante	6541	3,93					
			Total				3,93					
2020	T-349-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	15,25					
2020	T-1365-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	18,30					
			Total				33,55					
2019	T-1788-2			RAR inférieur seuil poursuite	102-autres produits gestion courante	6541	9,00					

EXERCICE	PIÈCE	SERVICE	TOTAL	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATION	MONTANT	Admis	Accusé de réception en préfecture 095-219502507-20251119-DEL2025068-DE Éléments nouveaux Date de télétransmission : 25/11/2025 Date de réception préfecture : 25/11/2025 RATTOIREMENT en cas de rejet		
			Total p				9,00				
2024	T-1575-1			RAR inférieur seuil poursuite	83-Cantine enfants	6541	11,73				
			Total				11,73				
2022	T-75-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	8,42				
2022	T-221-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	21,81				
			Total				30,23				
2021	T-1403-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	13,50				
2021	T-1403-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	18,40				
2021	T-982-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	22,10				
2021	T-982-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	27,60				
2021	T-1171-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	56,25				
2021	T-1171-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	64,40				
2021	T-745-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	81,00				
2021	T-745-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	82,80				
2021	T-543-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	152,29				
2021	T-1095-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	257,00				
2021	T-843-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	350,00				
2021	T-641-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	350,00				
			Total				1 475,34				
2019	T-1022-1			Poursuite sans effet	102-autres produits gestion courante	6541	22,10				
2019	T-1301-1			Poursuite sans effet	102-autres produits gestion courante	6541	24,31				
			Total				46,41				
2023	T-990-1			Poursuite sans effet	102-autres produits gestion courante	6541	18,00				
2022	T-1504-1			Poursuite sans effet	102-autres produits gestion courante	6541	20,25				
2023	T-2343-1			Poursuite sans effet	102-autres produits gestion courante	6541	34,50				
			Total				72,75				
2018	T-1517-2			Poursuite sans effet	102-autres produits gestion courante	6541	30,00				
							30,00				
2021	T-1824-1			RAR inférieur seuil poursuite	102-autres produits gestion courante	6541	4,60				
2022	T-114-1			RAR inférieur seuil poursuite	102-autres produits gestion courante	6541	15,75				
			Total				20,35				
2025	T-751-2			Combinaison infructueuse d actes	87-Crèche garderie	6541	0,89				
2024	T-1756-2			Combinaison infructueuse d actes	87-Crèche garderie	6541	2,96				
2022	T-274-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	3,00				
2022	T-2852-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	4,34				
2025	T-591-2			Combinaison infructueuse d actes	87-Crèche garderie	6541	6,04				

EXERCICE	PIÈCE	SERVICE	TOTAL	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATION	MONTANT	Admis	Accusé de réception en préfecture 095-219502507-20251119-DEL2025068-DE Éléments nouveaux Date de télétransmission : 25/11/2025 Date de réception préfecture : 25/11/2025 RATTOIREMENT en cas de rejet		
2024	T-1634-2			Combinaison infructueuse d actes	87-Crèche garderie	6541	6,05				
2024	T-791-2			Combinaison infructueuse d actes	87-Crèche garderie	6541	6,66				
2023	T-1240-3			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	8,68				
2023	T-1711-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	9,00				
2024	T-1756-3			Combinaison infructueuse d actes	83-Cantine enfants	6541	9,20				
2025	T-751-3			Combinaison infructueuse d actes	83-Cantine enfants	6541	14,10				
2025	T-1508-2			Combinaison infructueuse d actes	87-Crèche garderie	6541	15,10				
2022	T-116-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	18,00				
2021	T-1825-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	22,12				
2022	T-751-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	22,12				
2022	T-116-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	22,12				
2022	T-500-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	22,50				
2023	T-1240-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	22,50				
2024	T-1634-1			Combinaison infructueuse d actes	86-Centre aéré	6541	22,56				
2024	T-791-1			Combinaison infructueuse d actes	86-Centre aéré	6541	22,56				
2025	T-1508-1			Combinaison infructueuse d actes	86-Centre aéré	6541	23,00				
2025	T-591-1			Combinaison infructueuse d actes	86-Centre aéré	6541	23,00				
2022	T-751-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	24,75				
2022	T-274-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	29,10				
2022	T-274-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	29,25				
2022	T-2852-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	29,25				
2024	T-331-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	29,90				
2025	T-1508-3			Combinaison infructueuse d actes	83-Cantine enfants	6541	32,90				
2024	T-1634-3			Combinaison infructueuse d actes	83-Cantine enfants	6541	34,50				
2025	T-257-1			Combinaison infructueuse d actes	86-Centre aéré	6541	34,50				
2024	T-791-3			Combinaison infructueuse d actes	83-Cantine enfants	6541	36,80				
2025	T-257-2			Combinaison infructueuse d actes	83-Cantine enfants	6541	37,60				
2021	T-1825-2			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	38,25				
2022	T-2852-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	38,71				
2025	T-591-3			Combinaison infructueuse d actes	83-Cantine enfants	6541	39,95				
2023	T-1240-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	48,59				
2024	T-331-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	50,30				
2022	T-500-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	55,30				
2025	T-751-1			Combinaison infructueuse d actes	86-Centre aéré	6541	69,00				
2024	T-1756-1			Combinaison infructueuse d actes	86-Centre aéré	6541	84,60				
2023	T-1711-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	92,83				

EXERCICE	PIÈCE	SERVICE	TOTAL	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATION	MONTANT	Admis	Accusé de réception en préfecture 095-219502507-20251119-DEL2025068-DE Date de télétransmission : 25/11/2025 Date de réception préfecture : 25/11/2025 Éléments nouveaux 19-DEL2025068-DE RATOIREMENT en cas de rejet		
2021	T-1606-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	111,70				
			Total				1 254,28				
2021	T-1087-1			Combinaison infructueuse d actes	87-Crèche garderie	6541	14,14				
2021	T-287-1			Combinaison infructueuse d actes	87-Crèche garderie	6541	27,20				
			Total				41,34				
2023	T-546-1			Combinaison infructueuse d actes	102-autres produits gestion courante	6541	82,12				
			Total p				82,12				
2018	T-324-1			RAR inférieur seuil poursuite	102-autres produits gestion courante	6541	0,51				
			Total				0,51				
2018	T-1557-3			RAR inférieur seuil poursuite	102-autres produits gestion courante	6541	3,00				
2018	T-1557-1			RAR inférieur seuil poursuite	102-autres produits gestion courante	6541	3,93				
2018	T-1782-3			RAR inférieur seuil poursuite	102-autres produits gestion courante	6541	6,00				
2018	T-1782-1			RAR inférieur seuil poursuite	102-autres produits gestion courante	6541	7,86				
2018	T-1782-2			RAR inférieur seuil poursuite	102-autres produits gestion courante	6541	7,86				
			Total				28,65				
			TOTAL DE LA LISTE				3 730,83				



République Française
Département du Val d'Oise
Arrondissement de Sarcelles

Acte certifié exécutoire après avoir
été

Transmis au représentant de

L'Etat le : 25 NOV. 2025

Publié le : 25 NOV. 2025

La Maire, Jacqueline HAESINGER

DELIBERATION N°.2025.064

L'an deux mille vingt-cinq, le 19 novembre, à 20h00, s'est réuni en séance publique le Conseil Municipal de la Ville de Fosses, légalement convoqué en date du 12 novembre, sous la présidence de Madame Jacqueline HAESINGER, Maire.

PRESENTS : JACQUELINE HAESINGER, BLAISE ETHODET-NKAKE, JEANICK SOLITUDE, GILDAS QUIQUEMPOIS, FLORENCE LEBER, DOMINIQUE DUFUMIER, PATRICK MULLER, CHRISTOPHE LUCAS, LAUREN LOLO, PIERRE BARROS, SONIA LAJIMI, FELIX MIRAM, TANIA KITIC, FRANCK BLEUSE, HUBERT EMMANUEL EMILE, MARJORY QUIQUEMPOIS, CONRAD-REMI BOULON, DIDIER EISCHEN, GABRIEL NGOMA, VICTOR SOLSONA

EXCUSES REPRESENTES PAR POUVOIR : LEONOR SERRE A SONIA LAJIMI, MICHEL NUNG A TANIA KITIC, JEAN MARIE MAILLE A BLAISE ETHODET-NKAKE, EMELE JUDITH A FRANCK BLEUSE, CONSUELO NASCIMENTO A CHRISTOPHE LUCAS, DAVID FELICIE A DIDIER EISCHEN, BELWALID PARJOU A VICTOR SOLSONA

ABSENTS : CINDY BOURGUIGNON, GILDO VIERA

Tania KITIC est élue secrétaire à l'unanimité.

QUESTION N° 2 : ACCORD DE PRINCIPE SUR UNE GARANTIE D'EMPRUNTS A L'OPAC DE L'OISE

RAPPORTEUR : BLAISE ETHODET-NKAKE

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Considérant le besoin de l'OPAC de l'Oise de contracter des emprunts dans les meilleures conditions dans le cadre de la construction de 11 logements individuels locatifs financés PLUS, PLAI et LLI Grande Rue et rue de la Mairie à Fosses ;

Considérant que la garantie d'emprunt avec contrats annexés sera présentée lors d'un prochain Conseil municipal ;

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** le cautionnement de la commune de Fosses à hauteur de 3 708 764 € relatif au financement de l'opération Grande Rue – Rue de la Mairie pour la construction de 11 logements PLUS, PLAI et LLI à répartir entre les différents types d'emprunts.

Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.

La Maire,
Jacqueline HAESINGER



La secrétaire de séance
Tania KITIC

34



République Française
Département du Val d'Oise
Arrondissement de Sarcelles

Acte certifié exécutoire après avoir
été

Transmis au représentant de

L'Etat le : **25 NOV. 2025**

Publié le : **25 NOV. 2025**

La Maire, Jacqueline HAESINGER

DELIBERATION N°.2025.065

L'an deux mille vingt-cinq, le 19 novembre, à 20h00, s'est réuni en séance publique le Conseil Municipal de la Ville de Fosses, légalement convoqué en date du 12 novembre, sous la présidence de Madame Jacqueline HAESINGER, Maire.

PRESENTS : JACQUELINE HAESINGER, BLAISE ETHODET-NKAKE, JEANICK SOLITUDE, GILDAS QUIQUEMPOIS, FLORENCE LEBER, DOMINIQUE DUFUMIER, PATRICK MULLER, CHRISTOPHE LUCAS, LAUREN LOLO, PIERRE BARROS, SONIA LAJIMI, FELIX MIRAM, TANIA KITIC, FRANCK BLEUSE, HUBERT EMMANUEL EMILE, MARJORY QUIQUEMPOIS, CONRAD-REMI BOULON, DIDIER EISCHEN, GABRIEL NGOMA, VICTOR SOLSONA

EXCUSES REPRESENTES PAR POUVOIR : LEONOR SERRE A SONIA LAJIMI, MICHEL NUNG A TANIA KITIC, JEAN MARIE MAILLE A BLAISE ETHODET-NKAKE, EMELE JUDITH A FRANCK BLEUSE, CONSUELO NASCIMENTO A CHRISTOPHE LUCAS, DAVID FELICIE A DIDIER EISCHEN, BELWALID PARJOU A VICTOR SOLSONA

ABSENTS : CINDY BOURGUIGNON, GILDO VIERA

Tania KITIC est élue secrétaire à l'unanimité.

QUESTION N° 3 : ACCORD DE PRINCIPE SUR UNE GARANTIE D'EMPRUNTS A VAL D'OISE HABITAT

RAPPORTEUR : BLAISE ETHODET-NKAKE

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Considérant le besoin de Val d'Oise Habitat de contracter des emprunts dans les meilleures conditions dans le cadre de l'opération de reconversion de l'ancienne gendarmerie de Fosses sise 41 avenue de la Haute Grève en 48 logements dont une partie en habitats inclusifs et une micro crèche ;
Considérant que la garantie d'emprunt avec contrats annexés sera présentée lors d'un prochain Conseil municipal ;

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** le cautionnement de la Ville de Fosses à hauteur de 100 % € du montant des emprunts nécessaires à la réalisation de l'opération de reconversion de l'ancienne gendarmerie de Fosses pour la construction de 48 logements, à répartir entre les différents types d'emprunts.

Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.

La Maire,
Jacqueline HAESINGER



La secrétaire de séance,
Tania KITIC



NOTE DE PRESENTATION

**RECONVERSION DE LA GENDARMERIE DE
FOSSES (95470) EN LOGEMENTS SOCIAUX DONT UNE PARTIE
DITE
« HABITAT INCLUSIF » ET LA CREATION D'UNE MICRO CRECHE**

41 AVENUE DE LA HAUTE GREVE - 95470 FOSSES

1. CONTEXTE DE L'OPERATION

VAL D'OISE HABITAT a en gestion un bien immobilier locatif situé 41 rue de la Haute Grève à FOSSES qui était occupé par une caserne de gendarmerie.

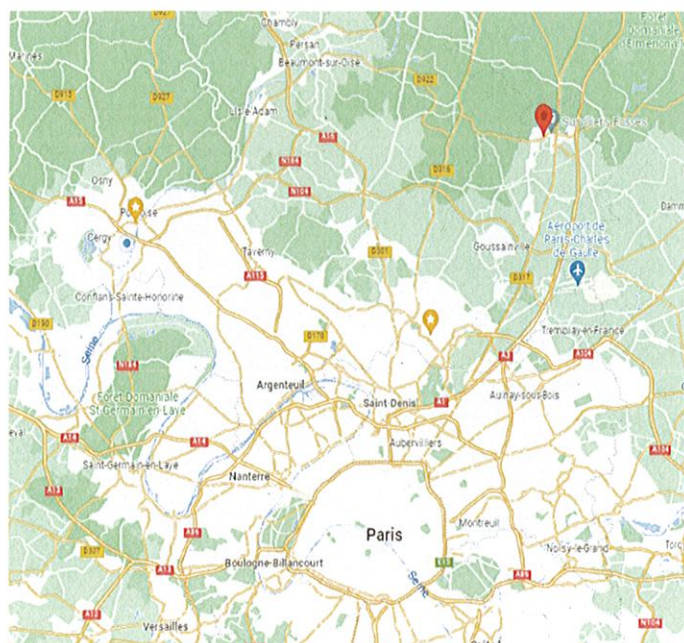
Suite à une nouvelle politique patrimoniale de redéploiement des casernes de gendarmerie et de leurs logements de fonction, les gendarmes ont exprimé le souhait de quitter le site de la gendarmerie de FOSSES.

La Caserne de Gendarmerie a été transférée sur le site de SURVILLIERS et les locaux ont été remis à Val d'Oise Habitat le 2 octobre 2024.

En parallèle, Val d'Oise Habitat a travaillé sur la reconversion du site.

2. LE PROJET DE RECONVERION DE LA GENDARMERIE

2.1. LOCALISATION COMMUNE :



FOSSES est une commune de 9 622 habitants (recensement 2018) qui fait partie de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France.

C'est une commune définie comme périurbaine (une partie urbaine proposant une offre d'équipements et de services complète et une partie rurale).

Elle est bien desservie par :

- L'A1, la D212 et la N104 : 40 min de Paris, 20 min de ROISSY et 40 min de CERGY ;
- La gare de SURVILLIERS - FOSSES : 38 min de PARIS (RER D).

2.2. PRESENTATION DU SITE

Le site est à proximité de la mairie de FOSSES dans le quartier du Plateau. Il est implanté sur une parcelle de 4 043 m² (référence cadastrale AE 58).

Le site comprend :

- Un bâtiment dit « bâtiment Caserne » en R+3+combles sur sous-sol.
- Un bâtiment garage en rez-de-chaussée adossé au bâtiment Caserne.
- Un bâtiment dit « bâtiment Logements » comprenant trois cages d'escaliers dont deux sont en R+2+combles et une en R+3+combles, le tout sur un parking souterrain de 30 places.
- 4 places de stationnement extérieures.

Les Gendarmes occupaient le sous-sol, le rez-de-chaussée et le 1er étage du bâtiment Gendarmerie ainsi que le bâtiment Garage.

Bâtiment Caserne :

	T4	T5	TOTAL
RDC	Locaux Gendarmerie		
R+1	Locaux Gendarmerie (2 logements)		2
R+2	1	1	2
R+3	1	1	2
TOTAL	3	3	6

Bâtiment Logements :

	Escalier A		Escalier B		Escalier C		TOTAL
	T4	T5	T4	T5	T4	T5	
RDC	1	1	1	1	1	1	5
R+1	1	1	2	1	1	1	6
R+2	1	1	2	1	1	1	6
R+3				1	1	1	2
TOTAL	3	3	5	4	4	4	19





2.3. LE PROGRAMME DE TRAVAUX

Le projet de reconversion visait à requalifier le site suite au déménagement de la gendarmerie.

Suite à des échanges avec la ville de FOSSES, une volonté commune de flécher une partie des logements en habitat sénior a été identifiée.

Dans le même temps, le Conseil Départemental a lancé deux appels à projets dans lesquels Val d'Oise Habitat a souhaité s'inscrire :

- Habitat Inclusif – Aide à la Vie Partagée (AVP) pour 10 logements,
- Habitat inclusif - La Fabrique à projets – Petites Villes de Demain.

Les logements de la résidence étant exclusivement des T4 et T5, un travail de redimensionnement des logements est réalisé afin d'obtenir une plus grande variété de typologie pour répondre à la demande de logement séniors et aux besoins de la population.

L'objectif est d'avoir un site multigénérationnel avec la création d'un accueil petite enfance, de logements fléchés sénior via l'habitat Inclusif et des logements familiaux classiques.

Le programme est le suivant :

- Reconversion du bâtiment Caserne en logements,
- Restructuration du bâtiment Logement et Création de logements dits « Habitat Inclusif » en RDC,
- Reconversion des garages en une micro-crèche.

Le groupement de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est le cabinet d'architecture KARAKTER a été sélectionné pour réaliser la mission de Maîtrise d'œuvre.

Le programme de travaux regroupe les interventions suivantes :

Bâtiment Garage : Création d'une micro-crèche

- Travaux de Clos et Couvert,
- Mise à disposition de locaux bruts au gestionnaire.

Bâtiment Logement : Redimensionnement des logements

- Travaux de gros œuvre de redimensionnement des espaces,
- Redimensionnement des logements,
- Réfection des paliers,
- Réfection de l'électricité/éclairage (paliers et locaux techniques),
- Mise en conformité électrique des logements,
- Réfection sols, murs et plafonds des logements,
- Remplacement du système de chauffage (passage du gaz à l'électrique),
- Remplacement des équipements sanitaires.



Bâtiment Caserne : Transformation des locaux gendarme en logement et redimensionnement des logements

- Travaux de gros œuvre de redimensionnement des espaces,
- Transformation des locaux gendarme en logements,
- Redimensionnement des logements,
- Réfection des paliers,
- Réfection de l'électricité/éclairage (paliers et locaux techniques),
- Mise aux normes sécurité incendie,
- Mise en conformité électrique des logements,
- Réfection sols, murs et plafonds des logements,
- Remplacement du système de chauffage (passage du gaz à l'électrique),
- Remplacement des équipements sanitaires.

Travaux enveloppe des bâtiments

- Reprise partielle de l'isolation des façades,
- Remplacement des Boîtes aux lettres et des panneaux d'affichage,
- Réfection de la Ventilation Mécanique Contrôlée,
- Mise aux normes sécurité incendie,
- Réfection des toitures,
- Mise en place d'un système d'interphonie.

Travaux Extérieurs

- Création de places de stationnement complémentaires selon le nombre de logements créés (1 place de stationnement par logement),
- Résidentialisation de la résidence,
- Création d'un local Ordures Ménagères extérieur,
- Traitement des espaces verts.

Nombre de logements créés

Bâtiment Logements :

Niveau	T1	T2	T3	T4	T5	TOTAL
RDC	4	6				10
R+1	6	4	2			12
R+2				4	2	6
R+3				1	1	2
Aménagement combles		4	2			6
Total	10	14	2	5	3	36

Bâtiment Caserne :

Niveau	T1	T2	T3	T4	T5	TOTAL
RDC			2			2
R+1	2	1	1			4
R+2				1	1	2
R+3				1	1	2
Aménagement combles		2				2
Total	2	1	3	2	2	12

2.4. HABITAT INCLUSIF

Les logements situés au RDC du « Bâtiment Logements » ont été fléchés comme « Habitat Inclusif ». Il s'agit de logements destinés à un public particulier (séniors ou en situation de handicap) dans lesquels des aménagements intérieurs (adaptations PMR par exemple) et extérieurs aux logements (présence d'une salle commune) sont à réaliser pour permettre une meilleure insertion des locataires.

Au titre de ce fléchage, l'opération a été lauréate de deux Appels à Manifestation d'Intérêt (AMI) **pour 10 locataires** qui sont :

- Habitat Inclusif – Aide à la Vie Partagée (AVP) pour 10 logements,
- Habitat inclusif - La Fabrique à projets – Petites Villes de Demain.

L'Habitat Inclusif demande également la création d'un projet de vie partagé qui doit être coconstruit avec les locataires. Val d'Oise Habitat s'est adjoint les services d'une Assistance à Maitrise d'Ouvrage, RECIPROCITE, pour travailler sur ce sujet.

Afin de permettre une attribution prioritaire aux séniors et de constituer un groupe d'habitants porteurs du projet de vie sociale et partagée (colonne vertébrale du projet d'Habitat Inclusif) **15 logements (dont les 10 locataires Habitat inclusif)** (10 en RDC et 5 au 1^{er} étage) seront fléchés séniors à l'appui d'un agrément spécifique dit « ASV ».

L'article 20 de la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015 (dite Loi ASV) a introduit la possibilité de prioriser l'attribution de logement en faveur de personnes en situation de perte d'autonomie liée à l'âge ou au handicap.

Le programme prévoit également la création d'un espace commun au RDC de ce bâtiment.

2.5. BAIL EMPHYTHEOTIQUE

Afin de mener à bien ce projet, le site a été déclassifié du domaine public. Le Conseil Département a procédé à cette déclassification via une délibération publiée le 27 janvier 2025.

Le Conseil Départemental a également confirmé que l'opération restera dans le cadre et aux conditions du bail emphytéotique administratif signé en 2006.

2.6. TPOLOGIE DU FINANCEMENT DES LOGEMENTS

TPOLOGIES	Nombre	PLAI	PLUS	PLS	Commerces
Nombre de lots	48	17	22	9	1
T1	12	5	4	3	
T2	17	7	6	4	
T3	7	1	4	2	
T4	7	2	5	0	
T5	5	2	3	0	
Stationnements	52	17	22	9	4

PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL

17 PLAÎ ; 22 PLUS ; 9 PLS ; 1 Commerce

	HT	TTC
Prix de revient Prévisionnel (Frais de préfinancement compris)	3 827 576,24 €	
Dont foncier total *	293 605,00 €	
Dont coût du terrain	0,00 €	
Dont VRD (et honoraires)	293 605,00 €	
Dont Bâtiment (Préfinancement et révisions de prix compris)	3 002 837,84 €	
Dont Prestations intellectuelles et frais	531 133,39 €	
Montant total de la TVA		221 468,28 €
Coût Net (TVA Incluse)		4 049 044,51 €

Total Prix de revient PLUS / PLAÎ / PLS

4 049 044,51 €

* Pour une acquisition en VEFA, la charge foncière représente 35 % du prix de revient

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

17 PLAÎ ; 22 PLUS ; 9 PLS ; 1 Commerce

SUBVENTIONS	TOTAL
Subvention Principale État	0,00 €
Subvention Prime d'insertion État	0,00 €
Subvention Prime « petite typologie » État	15 000,00 €
Subvention commune	58 500,00 €
Subvention Conseil Départemental	0,00 €
Subvention Région	0,00 €
Subvention ANRU	200 600,00 €
Subvention Action Logement	150 000,00 €
Sous Total Subventions	424 100,00 €

PRETS	TOTAL
CDC Foncier	0,00 €
CDC Construction	1 790 235,29 €
Prêt CDC complémentaire PLS	172 266,06 €
Collecteur	0,00 €
Prêt CDC Booster	0,00 €
Prets bonifié ANRU	695 000,00 €
Prets libre	148 035,96 €
Sous Total Prêts	2 805 537,30 €
FONDS PROPRES	819 407,21 €
TOTAL FINANCEMENT	4 049 044,51 €

Total Financement PLUS / PLAÎ / PLS

4 049 044,51 €

Fait le : 01/10/2025

A : Cergy-Pontoise



**Délibération du Bureau du Conseil d'Administration n° 43-24
Séance du lundi 09 décembre 2024**

Rendue exécutoire

Le Bureau du Conseil d'Administration de Val d'Oise Habitat s'est tenu le lundi 09 décembre 2024 à 14h00 par voie électronique, sous la présidence de Madame Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

Les échanges écrits concernant le dossier se sont déroulés entre le jeudi 05 décembre 2024 à 10h00 et le vendredi 06 décembre 2024 à 12h00. Ils ont été ouverts et clôturés par un mail.

PRÉSENTS :

M ^{me} Marie-Christine CAVECCHI	Présidente
M. Xavier HAQUIN	Administrateur
M ^{me} Agnès RAFAITIN	Administratrice
M. Patrick BAQUIN	Administrateur
M. Alexandre PUEYO	Administrateur
M. Emmanuel VIEGAS	Administrateur
M ^{me} Linda BOUSLAMTI	Administratrice

7 présents

Direction/Service : Direction Stratégie Patrimoniale / Direction Technique et Maîtrise d'Ouvrage

Objet : Reconversion de la Gendarmerie de FOSSES en résidence de 48 logements sociaux et d'une micro-crèche au 41 avenue de la Haute Grève.

Vu l'article L421-1 du code de la construction et de l'habitation ;
Vu la délibération du Conseil d'administration n°02-24 du 28 février 2024 actant la délégation de compétences du Conseil d'Administration au Bureau et à la Directrice Générale ;
Vu le rapport présenté au Bureau du 09 décembre 2024 relatif à l'objet susvisé ;

Le Bureau du Conseil d'Administration, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** le programme travaux et le prix de revient prévisionnel de l'opération de reconversion de la gendarmerie en résidence de 48 logements et une micro-crèche pour un montant de 4 049 045 € TTC
- **AUTORISE** la Directrice Générale ou son représentant dans le cadre des délégations en vigueur à lancer et signer tous actes, à engager les dépenses nécessaires, à solliciter et à contracter tous les prêts nécessaires.

Approuvé à l'unanimité

Pour Extrait Certifié Conforme
La Présidente

Marie-Christine CAVECCHI

FOSSES - 41 Avenue de la Haute Greve
Tableau de surface des logements : 17 PLAI - 22 PLUS - 9 PLS

N° logement VOH	N° logement Achl	Etage	France ment	Habitat inclusif	ASV	Droit commun / reconstitution	Typologie (plices)	Typologie (bâtiment)	SHAB	TOTAL Surfaces Annees	SU	LM Zone	CS	M-L-MQ	LMC conv. APL	Loyer mensuel Logements	Reservatoire
A01 HI	A01 HI	RDC	PLAI	X	X	Reconstitution	T1	collectif	35,02	2,00	36,02	6,29	1,0403	3,00%	6,74	242,77	Ville
A02 HI	A02 HI	RDC	PLUS	X	X	Reconstitution	T2	collectif	48,21		48,21	7,09	1,0036	3,00%	7,33	353,33	Ville
A03 HI	A03 HI	RDC	PLAI	X	X	Reconstitution	T2	collectif	50,89		50,89	6,29	1,0403	3,00%	6,74	342,99	Ville
A04 HI	A04 HI	RDC	PLUS	X	X	Reconstitution	T2	collectif	50,43		50,43	6,29	1,0403	3,00%	6,74	339,89	Ville
B01 HI	B01 HI	RDC	PLUS	X	X	Reconstitution	T1	collectif	29,96	2,00	30,96	7,09	1,0036	3,00%	7,33	226,91	Ville
B02 HI	B02 HI	RDC	PLUS	X	X	Reconstitution	T1	collectif	31,23		31,23	6,29	1,0403	3,00%	6,74	210,48	Ville
B03 HI	B03 HI	RDC	PLUS	X	X	Reconstitution	T2	collectif	50,21		50,21	6,29	1,0403	3,00%	6,74	338,40	Ville
C01 HI	C01 HI	RDC	PLUS	X	X	Reconstitution	T2	collectif	50,74		50,74	7,09	1,0036	3,00%	7,33	371,87	Ville
C02 HI	C02 HI	RDC	PLUS	X	X	Reconstitution	T2	collectif	48,28		48,28	6,29	1,0403	3,00%	6,74	325,40	Ville
C03 HI	C03 HI	RDC	PLUS	X	X	Reconstitution	T1	collectif	29,21	2,00	30,21	7,09	1,0036	3,00%	7,33	225,07	Ville
C04 HI	C04 HI	RDC	PLUS	X	X	Reconstitution	T1	collectif	29,98	2,00	30,98	7,09	1,0036	3,00%	7,33	227,05	Ville
A11 HI	A11 HI	R+1	PLUS		X	Reconstitution	T2	collectif	49,06		49,06	7,09	1,0036	3,00%	7,33	359,56	
A12 HI	A12 HI	R+1	PLUS			Reconstitution	T3	collectif	66,96		66,96	6,29	1,0403	3,00%	6,74	451,30	
A13 HI	A13 HI	R+1	PLUS		X	Reconstitution	T3	collectif	30,46	4,00	32,46	7,09	1,0036	3,00%	7,33	237,90	
A14 HI	A14 HI	R+1	PLUS			Reconstitution	T1	collectif	30,19	2,00	31,19	9,75	1,0911		10,64	331,81	
B11 HI	B11 HI	R+1	PLUS			Droit commun	T1	collectif	49,09		49,09	6,29	1,0403	3,00%	6,74	330,86	Ville
B12 HI	B12 HI	R+1	PLUS		X	Reconstitution	T2	collectif	49,15		49,15	9,75	1,0911		10,64	327,87	Ville
B13 HI	B13 HI	R+1	PLUS			Droit commun	T1	collectif	30,08	2,00	31,08	9,75	1,0911		10,64	330,64	Ville
B14 HI	B14 HI	R+1	PLUS			Droit commun	T1	collectif	30,25	4,00	32,25	6,29	1,0403	3,00%	6,74	221,36	
C11 HI	C11 HI	R+1	PLUS		X	Reconstitution	T3	collectif	66,62		66,62	7,09	1,0036	3,00%	7,33	488,26	
C12 HI	C12 HI	R+1	PLUS			Droit commun	T2	collectif	48,95		48,95	9,75	1,0911		10,64	520,74	
C13 HI	C13 HI	R+1	PLUS			Droit commun	T1	collectif	29,96		29,96	6,29	1,0403	3,00%	6,74	201,92	
A21 HI	A21 HI	R+2	PLUS			Reconstitution	T4	collectif	87,86		87,86	7,09	1,0036	3,00%	7,33	644,93	
A22 HI	A22 HI	R+2	PLUS			Reconstitution	T5	collectif	103,68		103,68	6,29	1,0403	3,00%	6,74	698,78	
B21 HI	B21 HI	R+2	PLUS			Reconstitution	T4	collectif	88,36		88,36	6,29	1,0403	3,00%	6,74	595,53	
B22 HI	B22 HI	R+2	PLUS			Reconstitution	T4	collectif	86,97		86,97	7,09	1,0036	3,00%	7,33	637,40	
C21 HI	C21 HI	R+2	PLUS			Reconstitution	T5	collectif	103,31		103,31	7,09	1,0036	3,00%	7,33	757,16	
C22 HI	C22 HI	R+2	PLUS			Reconstitution	T4	collectif	87,99		87,99	7,09	1,0036	3,00%	7,33	644,88	
A31 HI	A31 HI	R+3	PLUS			Reconstitution	T4	collectif	103,96		103,96	7,09	1,0036	3,00%	7,33	761,92	
A32 HI	A32 HI	R+3	PLUS			Reconstitution	T5	collectif	70,58		70,58	9,75	1,0911		10,64	550,85	
B01 HI	B01 HI	RDC	PLUS			Droit commun	T3	collectif	69,10		69,10	7,09	1,0036	3,00%	7,33	506,43	
B02 HI	B02 HI	RDC	PLUS			Reconstitution	T1	collectif	35,23	2,00	36,23	9,75	1,0911		10,64	385,42	
B03 HI	B03 HI	R+1	PLUS			Droit commun	T1	collectif	34,20		34,20	6,29	1,0403	3,00%	6,74	230,50	
B04 HI	B04 HI	R+1	PLUS			Reconstitution	T3	collectif	65,50	3,00	67,50	7,09	1,0036	3,00%	7,33	491,04	
D01 HI	D01 HI	R+1	PLUS			Droit commun	T2	collectif	48,67	3,00	50,17	9,75	1,0911		10,64	533,72	
D02 HI	D02 HI	R+2	PLUS			Reconstitution	T4	collectif	87,76	2,00	88,76	6,29	1,0403	3,00%	6,74	598,22	
D03 HI	D03 HI	R+2	PLUS			Reconstitution	T5	collectif	105,93		105,93	7,09	1,0036	3,00%	7,33	776,36	
D04 HI	D04 HI	R+3	PLUS			Reconstitution	T4	collectif	87,76	2,00	88,76	7,09	1,0036	3,00%	7,33	650,52	
D05 HI	D05 HI	R+3	PLUS			Reconstitution	T5	collectif	105,93		105,93	6,29	1,0403	3,00%	6,74	713,95	
D06 HI	D06 HI	R+3	PLUS			Reconstitution	T2	collectif	48,67		48,67	6,29	1,0403	3,00%	6,74	328,03	
D07 HI	D07 HI	R+3	PLUS			Reconstitution	T3	collectif	48,93		48,93	7,09	1,0036	3,00%	7,33	358,61	
D08 HI	D08 HI	R+3	PLUS			Reconstitution	T3	collectif	65,93		65,93	7,09	1,0036	3,00%	7,33	483,20	
D09 HI	D09 HI	R+3	PLUS			Reconstitution	T2	collectif	53,52		53,52	7,09	1,0036	3,00%	7,33	392,25	
D10 HI	D10 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T3	collectif	60,72		60,72	9,75	1,0911		10,64	360,98	
D11 HI	D11 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	6,29	1,0403	3,00%	6,74	360,98	
D12 HI	D12 HI	R+3	PLUS			Reconstitution	T2	collectif	53,52		53,52	7,09	1,0036	3,00%	7,33	392,25	
D13 HI	D13 HI	R+3	PLUS			Reconstitution	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D14 HI	D14 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D15 HI	D15 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D16 HI	D16 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D17 HI	D17 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D18 HI	D18 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D19 HI	D19 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D20 HI	D20 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D21 HI	D21 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D22 HI	D22 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D23 HI	D23 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D24 HI	D24 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D25 HI	D25 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D26 HI	D26 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D27 HI	D27 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D28 HI	D28 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D29 HI	D29 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D30 HI	D30 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D31 HI	D31 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D32 HI	D32 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D33 HI	D33 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D34 HI	D34 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D35 HI	D35 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D36 HI	D36 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D37 HI	D37 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D38 HI	D38 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D39 HI	D39 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D40 HI	D40 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D41 HI	D41 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D42 HI	D42 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D43 HI	D43 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D44 HI	D44 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D45 HI	D45 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D46 HI	D46 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D47 HI	D47 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D48 HI	D48 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D49 HI	D49 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D50 HI	D50 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D51 HI	D51 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D52 HI	D52 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D53 HI	D53 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56		53,56	9,75	1,0911		10,64	569,78	
D54 HI	D54 HI	R+3	PLUS			Droit commun	T2	collectif	53,56								



**République Française
Département du Val d'Oise
Arrondissement de Sarcelles**

Accusé de réception en préfecture
095-219502507-20251119-DEL2025066-DE
Date de télétransmission : 25/11/2025
Date de réception préfecture : 25/11/2025

Acte certifié exécutoire après avoir
été

Transmis au représentant de

L'Etat le : **25 NOV. 2025**

Publié le : **25 NOV. 2025**

La Maire, Jacqueline HAESINGER

DELIBERATION N°.2025.066

L'an deux mille vingt-cinq, le 19 novembre, à 20h00, s'est réuni en séance publique le Conseil Municipal de la Ville de Fosses, légalement convoqué en date du 12 novembre, sous la présidence de Madame Jacqueline HAESINGER, Maire.

PRESENTS :

JACQUELINE HAESINGER, BLAISE ETHODET-NKAKE, JEANICK SOLITUDE, GILDAS QUIQUEMPOIS, FLORENCE LEBER, DOMINIQUE DUFUMIER, PATRICK MULLER, CHRISTOPHE LUCAS, LAUREN LOLO, PIERRE BARROS, SONIA LAJIMI, FELIX MIRAM, TANIA KITIC, FRANCK BLEUSE, HUBERT EMMANUEL EMILE, MARJORY QUIQUEMPOIS, CONRAD-REMI BOULON, DIDIER EISCHEN, GABRIEL NGOMA, VICTOR SOLSONA

EXCUSES REPRESENTES PAR POUVOIR :

LEONOR SERRE A SONIA LAJIMI, MICHEL NUNG A TANIA KITIC, JEAN MARIE MAILLE A BLAISE ETHODET-NKAKE, EMELE JUDITH A FRANCK BLEUSE, CONSUELO NASCIMENTO A CHRISTOPHE LUCAS, DAVID FELICIE A DIDIER EISCHEN, BELWALID PARJOU A VICTOR SOLSONA

ABSENTS :

CINDY BOURGUIGNON, GILDO VIERA

Tania KITIC est élue secrétaire à l'unanimité.

QUESTION N° 4 : SIGNATURE DE LA CONVENTION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL RELATIVE AUX MODALITES DE RETROCESSION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SITUÉ LE LONG DE LA RD 317 EN AGGLOMERATION DE LA COMMUNE DE FOSSES

RAPPORTEUR : PATRICK MULLER

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 1321-1 ;

Vu le projet de convention ;

Considérant que l'objet de cette convention est de préciser les modalités relatives à la rétrocession de l'éclairage public situé le long de la Route Départementale 317 en agglomération de la commune de Fosses, du Département du Val d'Oise vers la commune de Fosses ;

Considérant que les équipements de l'éclairage public comprennent 15 points lumineux installés, composés de lanternes modèle CITEA de marque Comatelec, montées sur des mâts métalliques (5 mâts équipés de lanternes doubles et 5 mâts équipés de lanternes simples) ;



Considérant que dans le cadre de la rétrocession de l'éclairage public sur la commune de Fosses, le Conseil départemental du Val d'Oise a pris en charge les travaux de modernisation de ces équipements au second semestre 2024. Les lanternes en Source Sodium Haute Pression ont été remplacées par des sources à LED ;

Considérant que le Conseil départemental prendra à sa charge financière la création d'une extension de réseau, permettant de réaliser un bouclage sur le réseau de la commune de Fosses. À l'issue des travaux et après réception officielle, l'ensemble des équipements mentionnés dans la convention sera rétrocédé à la commune ;

Considérant que pour la maintenance des équipements de l'éclairage public, la commune prendra en charge la maintenance préventive et curative des matériels permettant de garantir la pérennité des réglages et le bon fonctionnement ;

Considérant que la convention prendra effet à la date de sa notification par le Département à la Commune après soumission au Contrôle de légalité en Préfecture. Elle sera tacitement reconduite annuellement et ce, jusqu'à résiliation par l'une des parties.

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE la convention du Conseil départemental du Val d'Oise relative aux modalités de rétrocession de l'éclairage public situé le long de la RD 317 en agglomération de la commune de Fosses ;**
- **AUTORISE Madame la Maire à signer ladite convention et tout document y afférent.**

Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.

La Maire,
Jacqueline HAESINGER

La secrétaire de séance,
Tania KITIC



A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Tania', written over a horizontal line.



CONVENTION

Relative aux modalités de rétrocession des équipements de l'Eclairage Public de la Commune de FOSSES

ENTRE :

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du Parc, CS 20201 Cergy, 95 032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil Départemental, dûment habilitée par délibération de la Commission Permanente n°5-01 en date du 04 octobre 2021 ;

ci-après dénommé : "le Département"

D'une part,

Et

La Commune de FOSSES – 1 Place du 19 Mars 1962 – 95470 FOSSES, représentée par Madame Jacqueline HAESINGER, Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du ;

ci-après dénommée : "la Commune"

D'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Dans le cadre de *la rétrocession de l'éclairage public* sur la commune de FOSSES, le Conseil Départemental du Val d'Oise a pris en charge les travaux de modernisation de ces équipements au second semestre 2024. Les lanternes en Source Sodium Haute Pression ont été remplacées par des sources à LED.

EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités relatives à la rétrocession de l'éclairage public situé le long de la Route Départementale 317 en agglomération de la commune de FOSSES, du Département du Val d'Oise vers la commune de FOSSES.

ARTICLE 2 - DEFINITION DES EQUIPEMENTS DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

Les équipements de l'éclairage public comprennent :

- 15 points lumineux installés, composés de lanternes modèle CITEA de marque Comatelec, montées sur des mâts métalliques.
- La configuration est la suivante :
 - **5 mâts équipés de lanternes doubles,**
 - **5 mâts équipés de lanternes simples,**

ARTICLE 3 - GESTION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

3.1 Exploitation

L'exploitation d'un équipement de l'éclairage public consiste en une utilisation optimale de ses performances, en vue d'obtenir en permanence un service rendu à l'utilisateur et une utilisation des voiries optimales, au regard des objectifs définis.

L'exploitation de l'éclairage public désigne l'ensemble des opérations et actions nécessaires pour assurer le fonctionnement optimal, sécurisé et continu des installations d'éclairage public.

3.2 Travaux

Le Conseil Départemental prendra à sa charge financière :

- La création d'une extension de réseau, permettant de réaliser un bouclage sur le réseau de la commune de Fosses.

La validation de ces travaux a été effectuée conjointement par la Direction des Routes Départementales du CDVO et la Direction Technique de la ville de Fosses.

Les travaux sont programmés pour les mois de novembre et décembre 2025.

À l'issue des travaux et après réception officielle, l'ensemble des équipements mentionnés dans la présente convention sera rétrocédé à la commune.

3.3 Maintenance des équipements de l'éclairage public

La gestion des équipements, tels que définis dans l'article 2 de la présente convention, sera à la charge de la Commune.

A ce titre, la commune devra prendre en charge :

La maintenance préventive et curative des matériels permettant de garantir la pérennité des réglages et le bon fonctionnement :

- Remplacement des composants défectueux (mâts, crosses, lanternes, drivers, détecteurs, coffret classe 2, protection, etc...)
- Nettoyage et vérification régulière des équipements

- Réparation en cas de panne ou de dégradation (vandalisme, intempéries)
- Le câblage, isolement électrique et mise à la terre des supports d'éclairage et de leurs câbles d'alimentation conformément aux normes en vigueur et aux prescriptions
- La mise en peinture périodique des matériels sujets à la corrosion
- Le nettoyage de l'enveloppe d'armoire (affiche, tag...) en évitant toute projection d'humidité préjudiciable aux matériels électroniques
- L'entretien des différents matériels situés à l'intérieur (contacteurs, horloges, disjoncteur, etc...) en maintenant un accès facile aux portes et aux serrures

Le renouvellement des matériels devenus impropres au traitement de nouvelles conditions de circulation ou de nouvelles stratégies, en particulier pour la prise en compte des transports en commun.

A ce titre, le Département n'assurera plus la gestion du patrimoine d'éclairage public rétrocédé et fournira les plans réseaux.

ARTICLE 4 - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La présente convention prendra effet à la date de sa notification par le Département à la Commune après soumission au Contrôle de légalité en Préfecture. Elle sera tacitement reconduite annuellement et ce, jusqu'à résiliation par l'une des parties.

Le dossier technique de l'éclairage public faisant l'objet de cette convention sera transmis à la Commune après signature de la présente convention.

La résiliation de la présente convention ne pourra intervenir qu'après demande de l'une des deux parties par courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de résiliation, les parties s'engagent à mettre en œuvre de nouveaux moyens de gestion des équipements du carrefour dans les quatre mois suivant la demande.

ARTICLE 5 – LITIGES

En cas de désaccord sur les modalités d'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à mettre en œuvre tout moyen en leur possession pour trouver un règlement amiable.

A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, seul compétent pour en connaître.

Fait en deux (2) exemplaires originaux à Cergy-Pontoise, le

Pour le Conseil Départemental du Val d'Oise, La Présidente	Pour la Commune de Fosses, La Maire
Marie-Christine CAVECCHI	Jacqueline HAESINGER



République Française
Département du Val d'Oise
Arrondissement de Sarcelles

Acte certifié exécutoire après avoir
été
Transmis au représentant de
L'Etat le : **25 NOV. 2025**
Publié le : **25 NOV. 2025**
La Maire, Jacqueline HAESINGER

DELIBERATION N°.2025.067

L'an deux mille vingt-cinq, le 19 novembre, à 20h00, s'est réuni en séance publique le Conseil Municipal de la Ville de Fosses, légalement convoqué en date du 12 novembre, sous la présidence de Madame Jacqueline HAESINGER, Maire.

PRESENTS : JACQUELINE HAESINGER, BLAISE ETHODET-NKAKE, JEANICK SOLITUDE, GILDAS QUIQUEMPOIS, FLORENCE LEBER, DOMINIQUE DUFUMIER, PATRICK MULLER, CHRISTOPHE LUCAS, LAUREN LOLO, PIERRE BARROS, SONIA LAJIMI, FELIX MIRAM, TANIA KITIC, FRANCK BLEUSE, HUBERT EMMANUEL EMILE, MARJORY QUIQUEMPOIS, CONRAD-REMI BOULON, DIDIER EISCHEN, GABRIEL NGOMA, VICTOR SOLSONA

EXCUSES REPRESENTES PAR POUVOIR : LEONOR SERRE A SONIA LAJIMI, MICHEL NUNG A TANIA KITIC, JEAN MARIE MAILLE A BLAISE ETHODET-NKAKE, EMELE JUDITH A FRANCK BLEUSE, CONSUELO NASCIMENTO A CHRISTOPHE LUCAS, DAVID FELICIE A DIDIER EISCHEN, BELWALID PARJOU A VICTOR SOLSONA

ABSENTS : CINDY BOURGUIGNON, GILDO VIERA

Tania KITIC est élue secrétaire à l'unanimité.

QUESTION N° 5 : RAPPORT 2024 DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE BELLEFONTAINE (SIAEP) SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

RAPPORTEUR : DOMINIQUE DUFUMIER

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2122-21 ;
Vu les statuts du SIAEP ;
Vu le rapport d'activité de l'année 2024 ;
Considérant que le président du SIAEP adresse chaque année, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement ;

Après en avoir délibéré,

- **PREND ACTE** de la communication du rapport d'activité 2024 du SIAEP.

Le conseil prend acte.

La Maire,
Jacqueline HAESINGER



La secrétaire de séance,
Tania KITIC

DEPARTEMENT du VAL D'OISE

**S.I.A.E.P.
DE BELLEFONTAINE**

Rapport sur le Prix et la Qualité du Service
RPQS
Services Publics - EAU POTABLE

ANNEE 2024

S.I.A.E.P.B

Siège : Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Bellefontaine

1 Rue des Sablons

95 BELLEFONTAINE

☎ 01 34 47 46 46

📄 01 34 47 46 41

Sommaire

PARTIE I PRESENTATION DU SERVICE	4
Chapitre I-1 Présentation du territoire desservi	4
Chapitre I-2 Description du Service et Mode de gestion	4
Article I-2-1 Description du Service	4
Article I-2-2 Gestion du Service	4
Article I-2-3 Population desservie	5
Chapitre I-3 Description Technique du Service	5
Article I-3-1 Conventions d'import ou d'export	5
Article I-3-2 Abonnements :	8
Article I-3-3 Patrimoine du Service :	8
PARTIE II BILAN TECHNIQUE DU SERVICE	11
Chapitre II-1 Volumes :	11
Article II-1-1 Volumes Production :	11
Article II-1-2 Vente d'eau en gros :	12
Article II-1-3 Volumes mis en distribution :	12
Article II-1-4 Volumes consommés :	12
Chapitre II-2 Indicateurs de performance	16
Article II-2-1 Qualité de l'eau	16
Article II-2-2 Indice d'avancement de protection des ressources en eau	16
Article II-2-3 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	18
Article II-2-4 Rendement du réseau de distribution	20
Article II-2-5 Indice linéaire des volumes non comptés	20
Article II-2-6 Indice linéaire de pertes en réseau	20
Article II-2-7 Indice linéaire de consommation	21
Article II-2-8 Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	21
Chapitre II-3 Amélioration du service	22

PARTIE III BILAN FINANCIER.....	26
Chapitre III-1 Tarification du Service.....	26
Chapitre III-2 Budget du service.....	31
Chapitre III-3 Tableau récapitulatif des indicateurs.....	34

PARTIE I PRESENTATION DU SERVICE

Chapitre I-1 Présentation du territoire desservi

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de BELLEFONTAINE exerce les compétences de production, transport et distribution de l'Eau potable sur l'ensemble des communes de son territoire :

- Bellefontaine,
- Lassy,
- Le Plessis Luzarches,
- Fosses,
- Marly-La-Ville.

A compter du 1^{er} janvier 2020, la compétence « eau potable » des communes de Fosses et Marly a été transférée à la Communauté d'Agglomération de Roissy Portes de France. Les communes de Bellefontaine, Lassy et Le Plessis Luzarches ont quant à elles conservées la compétence.

Chapitre I-2 Description du Service et Mode de gestion

Article I-2-1 Description du Service

Les compétences liées au service en 2024 sont :

☒ Production ☒ Transfert ☒ Distribution

- Existence d'un schéma de distribution ☒ Non ☐ Oui, date d'approbation
- Existence d'un règlement de service ☐ Non ☒ Oui, date d'approbation : 09/12/2015
- Existence d'une CCSPL ☒ Non ☐ Oui

Article I-2-2 Gestion du Service

Le service public est géré en

- ☐ Régie
☐ Régie avec prestataire de service
☒ Délégation de service public (affermage)

Le service a été confié, par contrat de délégation de service public, à VEOLIA. Ce contrat, conclu pour une durée de 12 années (soit jusqu'au 31/12/2027), comprend, en plus des missions habituelles, des engagements complémentaires, dont en particulier :

- la mise en place d'un plan de renouvellement des canalisations à hauteur de 1% du linéaire
- la mise en place d'une sectorisation du réseau, permettant en particulier une meilleure réactivité face aux fuites

- la régénération des forages
- une campagne de nettoyage des canalisations

Ce contrat a fait l'objet d'un avenant en 2024 :

-Avenant 1 du 16/04/2024 : Prise en compte de la RGPD dans le traitement du fichier des abonnés - adaptation du programme de renouvellement contractuel en modifiant les engagements du délégataire et le calendrier du programme de renouvellement sans modifier les conditions financières

Une négociation est engagée pour la réalisation de la réhabilitation de l'usine de déférisation de Marly dans le cadre d'un 2eme avenant prévu pour 2025 ;

Article I-2-3 Population desservie

L'ensemble de la population du Syndicat est desservi par le réseau d'eau potable.

L'estimation de la population en 2024 est de **16 514** habitants.

Habitants	2016 (*)	2020(*)	2021(*)	2022(*)	2023(**)	2024(**)	Ecart N/N-1	Ecart N/2016
Bellefontaine	483	473	471	471	469	466	-0.50%	-3.46%
Lassy	170	191	190	194	198	202	1.96%	18.73%
Le Plessis Luzarches	141	130	129	140	141	141	0.50%	0.29%
Fosses	9 622	9830	9929	10249	10372	10496	1.19%	9.09%
Marly-La-Ville	5 696	5661	5681	5852	5888	5925	0.62%	4.02%
Population totale	16 112	16 285	16 400	16 906	17 067	17 231	0.95%	6.94%

(*) : recensement – (**): estimation (les valeurs peuvent changer selon l'année du RPQS suite à la publication par l'INSEE des résultats des recensements)

Attention : La publication par l'INSEE du résultat du recensement de 2022, montre que la population de la commune de Fosses a dépassé les 10 000 habitants. Il convient, conformément à l'**Article L1413-1 du CGCT**, de mettre en place une **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**.

La CCSPL :

- est présidée par l'exécutif local ;
- comprend des membres de l'organe délibérant désignés à la représentation proportionnelle et des représentants d'associations locales ;
- doit être **consultée**, avant que l'assemblée délibérante de la collectivité ne statue, **sur les projets de délégation de service public, de création de régies dotées de l'autonomie financière ou de partenariat**.

Chapitre I-3 Description Technique du Service

Article I-3-1 Conventions d'import ou d'export

Convention	Cocontractant	Caractéristiques	Date d'effet	Durée
Achat d'eau en gros	SDEF SIECCAO	Convention de l'Est du Val d'Oise	1998	2018

Les achats d'eau en gros sont gérés par la Convention de l'Est du Val d'Oise (avenant 5 validé en 2019) :

- Achat d'eau en gros à la SFDE :

Cet achat d'eau en gros provient de la SFDE (usine d'Annet sur Marne) dans le cadre de la Convention de l'Est du Val d'Oise.

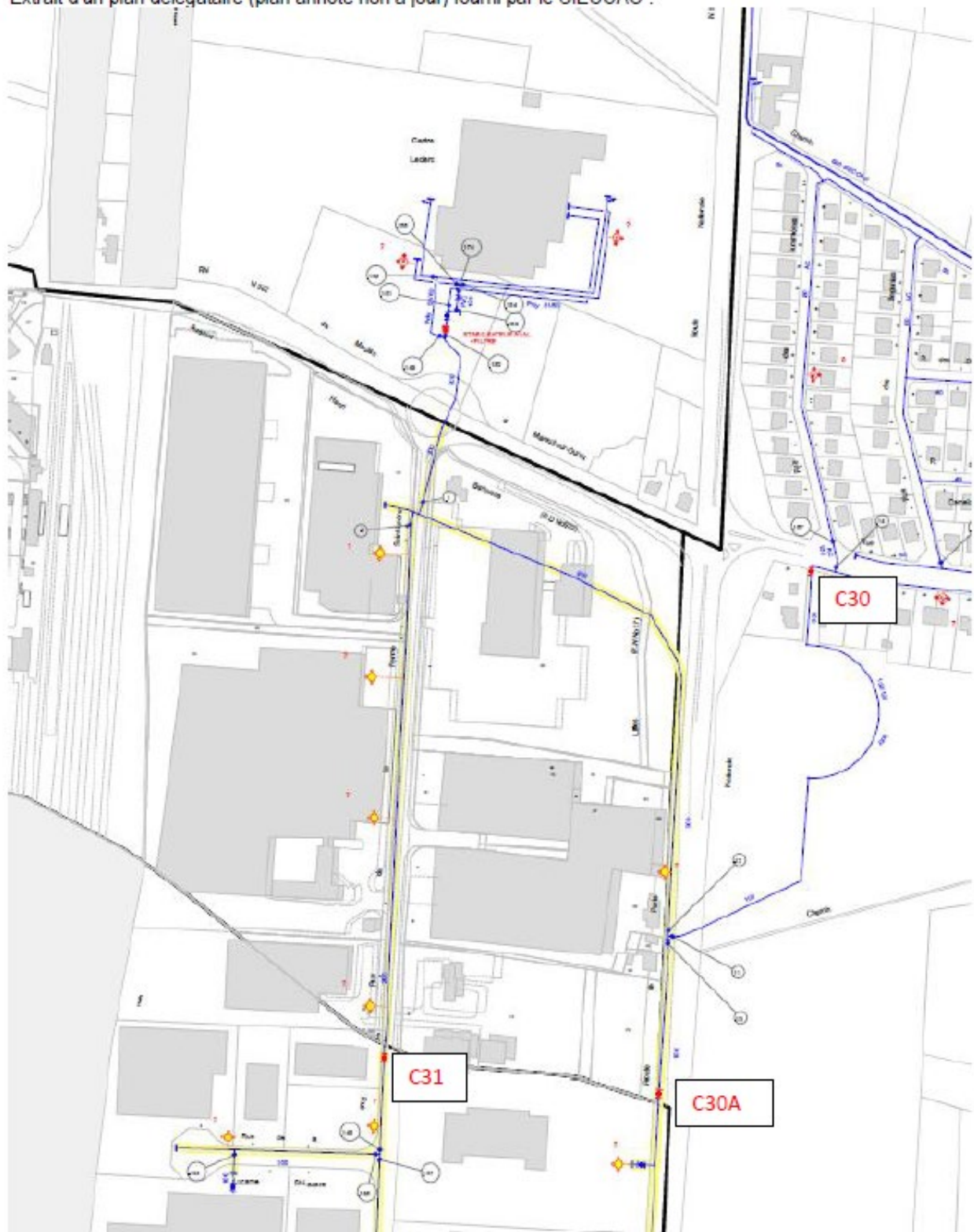
- Via la liaison nord au niveau du compteur C13 : 80%
- Via l'interconnexion Louvres-Roissy : 20%
- Via la liaison nord au niveau du surpresseur S3 pour le Hameau de la Sucrierie (1500 m³/an en moyenne)
- Achat d'eau en gros au SIECCAO :
 - au niveau de la Commune de Lassy (Thimecourt Compteur C15) : cette alimentation n'a plus été utilisée depuis 2010 mais reste opérationnelle.
 - au niveau de Marly :
 - ✓ via la liaison Nord à St Witz (compteur C13) en provenance du réservoir de Survilliers : cette alimentation ne pourrait pas actuellement alimenter l'ensemble du Syndicat par insuffisance de pression. La mise en place d'un surpresseur (prévu par le SIECCAO dans le cadre de la convention de l'Est du Val d'Oise pour 2025) permettrait de remédier à ce problème. Au niveau quantitatif, le SIECCAO peut subvenir aux besoins du Syndicat, à hauteur de 200 000 m³/an à ce jour, et pour la totalité des besoins dès mise en service des 3 nouveaux forages. **Des essais devraient être réalisés en 2025.**
 - ✓ Via l'ancienne interconnexion DN 200 à St Witz (vanne V4) : plus utilisée sans justification, elle alimentait à priori une partie de Marly

Des interconnexions existent également avec le Syndicat DAMONA (ex Nord Ecouen).

Il existe également une zone de la commune de Fosses alimentée par le réseau du SIECCAO. Les abonnés de cette zone sont des abonnés du SIAEPB pour lesquels VEOLIA reverse au délégataire du SIECCAO (SAUR) le montant facturé aux abonnés. Il existait un flou sur la responsabilité des délégataires sur les réseaux et les branchements.

Après divers échanges entre le SIAEPB et le SIECCAO, il a été décidé d'établir une convention d'achat/vente d'eau entre les 2 collectivités sur la base des échanges suivants :

Extrait d'un plan délégataire (plan annoté non à jour) fourni par le SIECCAO :



Article I-3-2 Abonnements :

Abonnés	2016	2020	2021	2022	2023	2024	Ecart N/N-1	Ecart N/2016
Bellefontaine	169	175	174	173	171	172	+0.58 %	1.78%
Lassy	67	74	74	76	77	84	+ 9.1 %	25.37%
Le Plessis Luzarches	76	77	76	76	80	83	+3.75%	9.21%
Fosses	3 127	3 169	3 169	3 165	3 213	3 207	-0.19 %	2.56%
Marly-La-Ville	2 069	2 080	2 175	2 172	2 202	2 248	+2.09%	8.65%
Abonnements	5 508	5 575	5 668	5 662	5 743	5 794	1.43%	5.19%

Article I-3-3 Patrimoine du Service :

I.3.3.a.1 Production

L'eau distribuée sur le Syndicat provient de :

- Un captage situé à Marly : 3 forages équipés de :
 - Forage Marly 1 : 1 pompe de 20 m³/h
 - Forage Marly 2 : 1 pompe de 20 m³/h
 - Forage Marly 3 : 1 pompe de 49 m³/h

Les eaux sont déferrisées sur une station de capacité 1 000 m³/j équipée de :

- 2 filtres à sable ouverts
- Traitement désinfection au chlore gazeux
- Bâche de 500 m³

et renvoyées via 2 stations de reprises vers :

- Réservoir de Fosses : station de reprise de 130 m³/h
- Réservoir de Marly : station de reprise de 130 m³/h

A noter que la station de Marly, datant de 1956 et réaménagé en 1981, présente une dégradation importante en particulier au niveau du GC mais aussi l'obsolescence progressive de ses principaux équipements

- Un captage situé à Fosses : 2 forages équipés de :
 - Forage SAPEFO 1 : 1 pompe de 20 m³/h
 - Forage SAPEFO 2 : 1 pompe de 18 m³/h

Les eaux sont déferrisées sur une station de capacité 2 000 m³/j équipée de :

- 4 filtres à sables fermés
- Traitement désinfection par injection de chlore gazeux

et renvoyées dans le réservoir de Fosses SAPEFO

3.3.b) Réservoirs

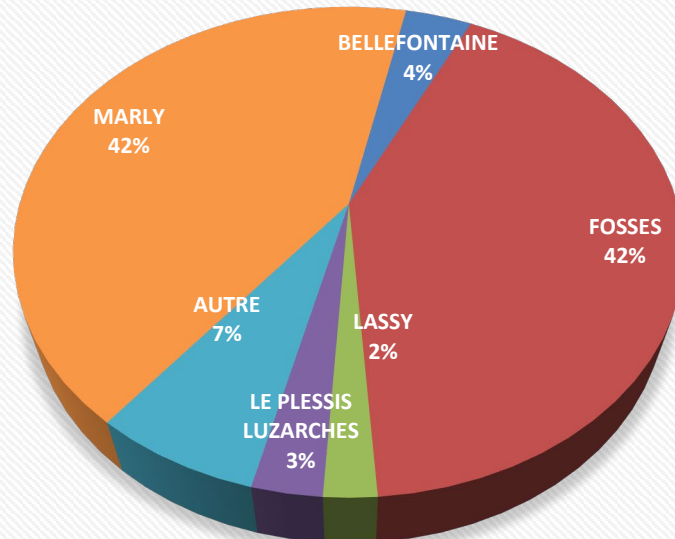
Le réseau comprend 4 réservoirs (en plus de la bâche de stockage de la station de Marly la Ville 500 m³) :

- Réservoir Fosses SAPEFO : 1 500 m³
- Réservoir de Fosses : 500 m³
- Réservoir de Marly la Ville : 1 500 m³
- Réservoir de Roissy : 2 000 m³ (construit dans le cadre de la Convention Est du Val d'Oise)

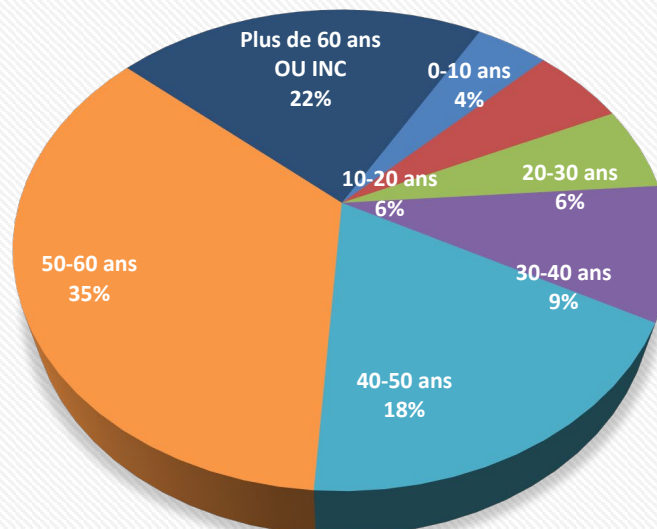
3.3.c) Réseau

La longueur totale du réseau est de 124 210 ml (+0.3%) dont 33 366 ml de branchements (+0.0%) et 90 844 ml de canalisations (+0.4%).

Répartition Linéaire par Commune



Répartition Linéaire par Age



3.3.d) Distribution

Une station de surpression est située au niveau de la Commune de Villeron sur la liaison Nord. Elle est équipée de :

- 3 pompes de 200 m³/h

- 3 pompes de 600 m³/h peu utilisées car liée à la phase de travaux permettant l'alimentation du SIECCAO par Annet/Marne, via la « liaison nord » (convention de l'Est du Val d'Oise). Cette phase nécessite la création d'un réservoir supplémentaire de 2 000 m³ à Roissy.

Compteurs :

Le service comprend 6 098 compteurs (biens de retour) (+1.2 % par rapport à 2023) dont 5 794 en service (+0.9 % par rapport à 2023)

L'âge moyen est de 8,5 ans. Il ne reste plus que 141 compteurs de plus de 15 ans (2,3% du parc), dont 77 inactifs.

Au total depuis le renouvellement du contrat 2 561 compteurs ont été renouvelés (soit 42%)

VEOLIA s'était engagé dans le cadre du contrat à ne plus avoir de compteurs de plus de 15 ans à fin 2017. Une action forte a été menée sur ce sujet.

PARTIE II BILAN TECHNIQUE DU SERVICE

Chapitre II-1 Volumes :

Article II-1-1 Volumes Production :

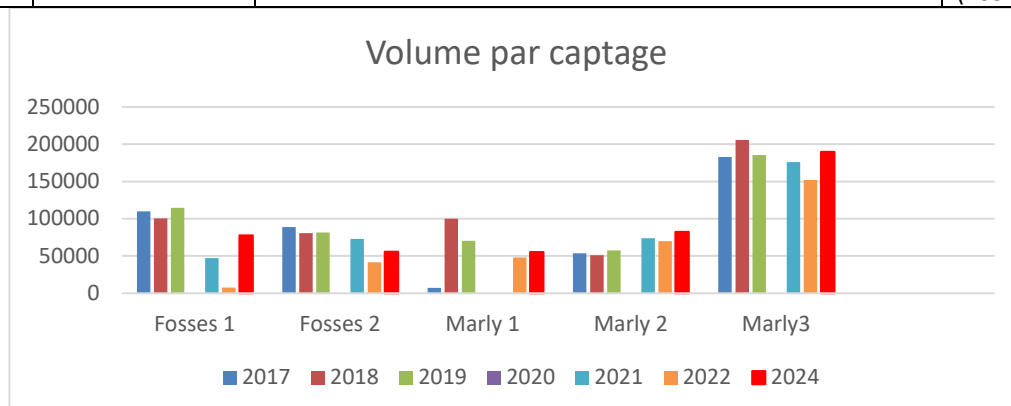
1.1.a) Prélèvement sur les ressources locales :

Champs captant	Volume 2015 (en m³)	Volume 2016 (en m³)	Volume 2017 (en m³)	Volume 2018 (en m³)	Volume 2019 (en m³)	Volume 2020 (en m³)	Volume 2021 (en m³)	Volume 2022 (en m³)	Volume 2023 (en m³)	Volume 2024 (en m³)	Ecart N-1/N (%)	Observations
Fosses	224 242	146 118	198 858	181 088	196 362	132 806	119 963	63 246	92 756	135 590	+ 44%	Colmatage des pompes fréquent (Fer)
Marly la Ville	409 504	235 230	308 360	356 093	313 242	229 454	249 748	269 930	242 889	327 888	+35 %	
Total d'eaux prélevés	633 746	381 348	507 218	537 181	509 604	362 260	369 711	333 176	335 645	461 478	+ 37 %	
Total d'eaux produits	620 786	369 826	482 821	508 004	475 334	348 440	352 852	318 886	319 731	442 339	+ 38 %	
% eau service		3.02%	4.81%	5.43%	6.72%	3.81%	4.56%	4.29%	4.74%	4.15%		

Après les opérations de nettoyage des canalisations et de mise en place des compteurs de sectorisation en 2017 et 2018, la réhabilitation en 2018 et 2019-20 des forages de Marly 2 et Fosses 1 ont nécessité des interruptions de production. En 2020, le forage Marly 1 a été arrêté suite à son colmatage. La période de pandémie n'a pas permis une intervention dans le cours de l'année. L'opération a été réalisée en fin 2021. Le puits a retrouvé sa productivité.

Les puits de Marly 3 et SAPEFO 2 ne présentant pas de perte de production, il a été décidé de ne pas effectuer de régénération. Ces opérations prévues dans le cadre du contrat sont donc terminées.

Forage	Régénération	Bilan 2024	Volume 2024
SAPEFO 1	Début 2019	Conservation du gain suite à la régénération Suivant colmatage de la pompe : 5 à 20 m³/h	77 836 m³ (175 000 m³)
SAPEFO 2	Sans objet	Suivant colmatage de la pompe : 5 à 20 m³/h	55 754 m³ (131 500 m³)
MARLY 1	Fin 2021	Fonctionnement : 11.5 m³/h (7.5 m³/h avant la régénération) (max 20 m³/h)	55 475 m³ (175 000 m³)
MARLY 2	Début 2018	Conservation du gain suite à la régénération 17.5 m³/h (< 10 m³/h avant la régénération)	82 499 m³ (175 000 m³)
MARLY 3	Sans objet	41.4 m³/h	189 914 m³ (263 000 m³)



1.1.b) Achat d'eau en gros :

Fournisseur	2015 (m³)	2016 (m³)	2017 (m³)	2018 (m³)	2019 (m³)	2020 (m³)	2021 (m³)	2022 (m³)	2023 (m³)	2024 (m³)	Ecart N-1/N (%)
SFDE	201 008	493 183	426 246	384 476	275 214	524 029	588 913	658 816	679 272	621 336	- 8.5 %
SIECCAO	0	63	181	0	0	0	0	0	6 122	0	NS
Total d'eaux traitées achetées	201 008	493 183	426 427	384 476	275 214	524 029	588 913	658 816	685 394	621 336	- 9.3 %

Une partie des eaux achetées est destinée à la vente d'eau en gros par le Syndicat DAMONA (ex Nord Ecoen).

Article II-1-2 Vente d'eau en gros :

Acheteur	2015 (m³)	2016 (m³)	2017 (m³)	2018 (m³)	2019 (m³)	2020 (m³)	2021 (m³)	2022 (m³)	2023 (m³)	2024 (m³)	Ecart N-1/N (%)	Observations
Syndicat Nord Ecoen	9 416	2 165	101 003	166 030	35 778	77 758	92 812	107 998	80 368	86 891	+8.1 %	

Des problèmes d'autorisations administratives du nouveau forage du Syndicat DAMONA (ex Nord Ecoen) explique ces consommations élevées.

Article II-1-3 Volumes mis en distribution :

	Volume 2015 (en m³)	Volume 2016 (en m³)	Volume 2017 (en m³)	Volume 2018 (en m³)	Volume 2019 (en m³)	Volume 2020 (en m³)	Volume 2021 (en m³)	Volume 2022 (en m³)	Volume 2023 (en m³)	Volume 2024 (en m³)	Ecart N-1/N (%)	Ecart N/2016 (%)
Production	620 786	369 826	482 821	508 004	475 334	348 440	352 852	318 886	319 731	442 339	+ 38 %	+19%
Achat d'eau en gros	201 008	493 183	426 427	384 476	275 214	524 029	588 913	658 816	685 394	621 336	-9.3%	+26 %
Vente d'eau en gros	9 416	2 165	101 003	166 030	35 778	77 758	92 812	107 998	80 368	86 891	+8.1 %	+3900 %
Total mis en distribution	812 378	860 844	808 245	726 450	714 770	794 711	848 963	869 704	924 757	976 784	+5.6 %	+13.5 %

Article II-1-4 Volumes consommés :**1.4.a) Volumes non comptés autorisés :**

Eaux non comptabilisés autorisés	Volume 2015 (en m³)	Volume 2016 (en m³)	Volume 2017 (en m³)	Volume 2018 (en m³)	Volume 2019 (en m³)	Volume 2020 (en m³)	Volume 2021 (en m³)	Volume 2022 (en m³)	Volume 2023 (en m³)	Volume 2024 (en m³)	Ecart N-1/N (%)	Ecart N/2016 (%)
Consommateur sans comptage	2 350	2 880	3 000	3 645	4 005	3 645	3 690	3 690	3 690	4 760	+29%	+65%
Eaux de service	3 243	64 308	19 721	10 254	8 380	3 421	3 420	3 420	3 455	4 525	+31 %	-93%
Total	5 593	67 188	21 721	13 899	12 385	7 066	7 110	7 110	7 145	9 285	+26 %	-86 %

Les volumes d'eaux de service sont en nette baisse depuis 2020 (élevés de 2016 à 2018 compte tenu de la réalisation des opérations de nettoyage et rinçage des canalisations).

A noter que ces volumes sont, par définition, estimés. Le ratio pour le SIAEPB est faible par rapport à la moyenne nationale (0.95% des volumes mis en distribution SIAEPB – en moyenne nationale 2.5% -Rapport SISPEA 2023)

1.4.b) Volumes consommés comptabilisés :

m3/an	2016	2020	2021	2022	2023	2024	Ecart N/N-1	Ecart N/2016
Bellefontaine	20 122	33 483	36 980	30 141	26 165	24 914	-5.02%	23.81%
Lassy	6 191	16 338	8 430	7 640	6 780	7 090	4.37%	14.52%
Le Plessis Luzarches	7 911	8 516	9 727	8 990	9 164	8 869	-3.33%	12.11%
Fosses	364 767	411 501	421 098	408 569	457 902	420 131	-8.99%	15.18%
Marly-La-Ville	231 169	264 933	261 805	262 540	274 666	373 211	26.40%	61.45%
	630 160	734 771	738 040	717 880	774 677	834 215	7.14%	32.38%

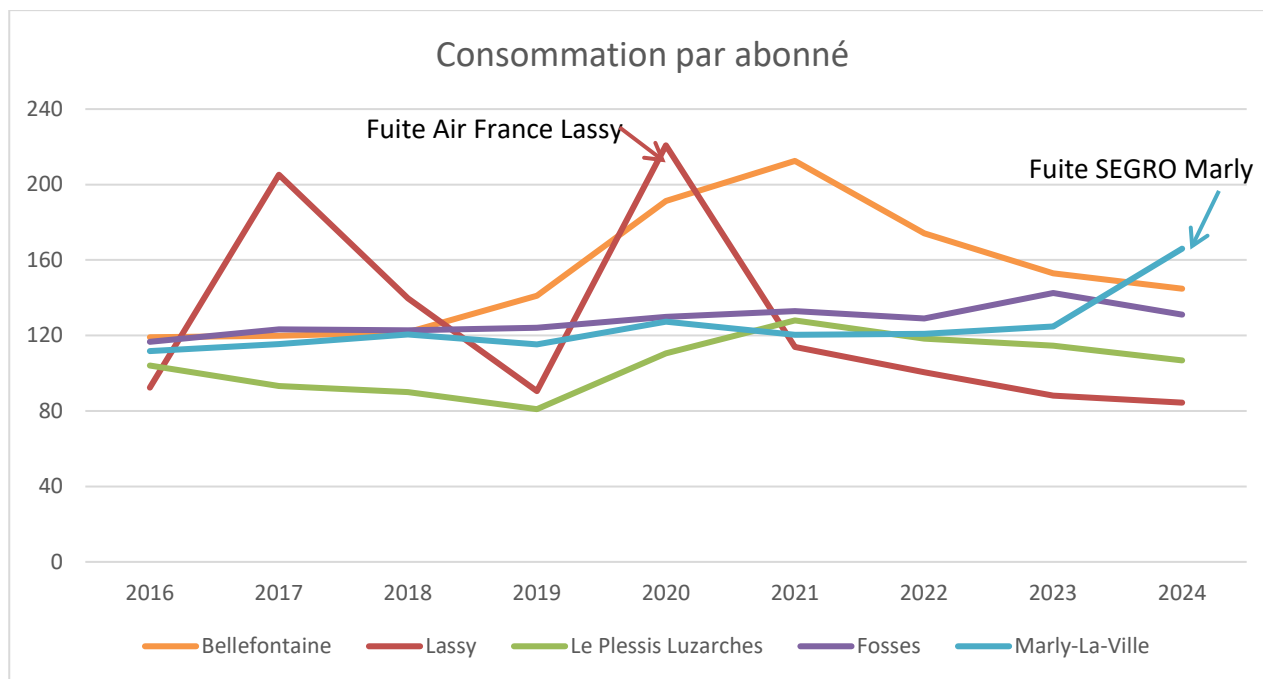
* la forte augmentation sur la commune de Lassy en 2020 est due à une fuite en domaine privé sur le site d'Air France

** 23/10/2024 : Détection d'une consommation d'eau anormale de 118 472 m³ sur le réseau de distribution privé de l'entreprise SELP Marly (SEGRO), rue Eugène Pottier à Marly-la-Ville

La consommation moyenne par abonné s'établi donc à :

m3/abonné	2016	2020	2021	2022	2023	2024	Ecart N/N-1	Ecart N/2016
Bellefontaine	119	191	213	174	153	145	-5.64%	21.66%
Lassy	92	221	114	101	88	84	-4.32%	-8.66%
Le Plessis Luzarches	104	111	128	118	115	107	-7.20%	2.65%
Fosses	117	130	133	129	143	131	-8.79%	12.30%
Marly-La-Ville	112	127	120	121	125	166	24.87%	48.59%
	114	132	130	127	135	144	6.31%	25.85%

Depuis 2 ans, les volumes comptabilisés vendus, corrélé au nombre d'abonnés, sont à la hausse (+6.3 % entre 2023 et 2024), essentiellement liés à la commune de Marly la Ville.

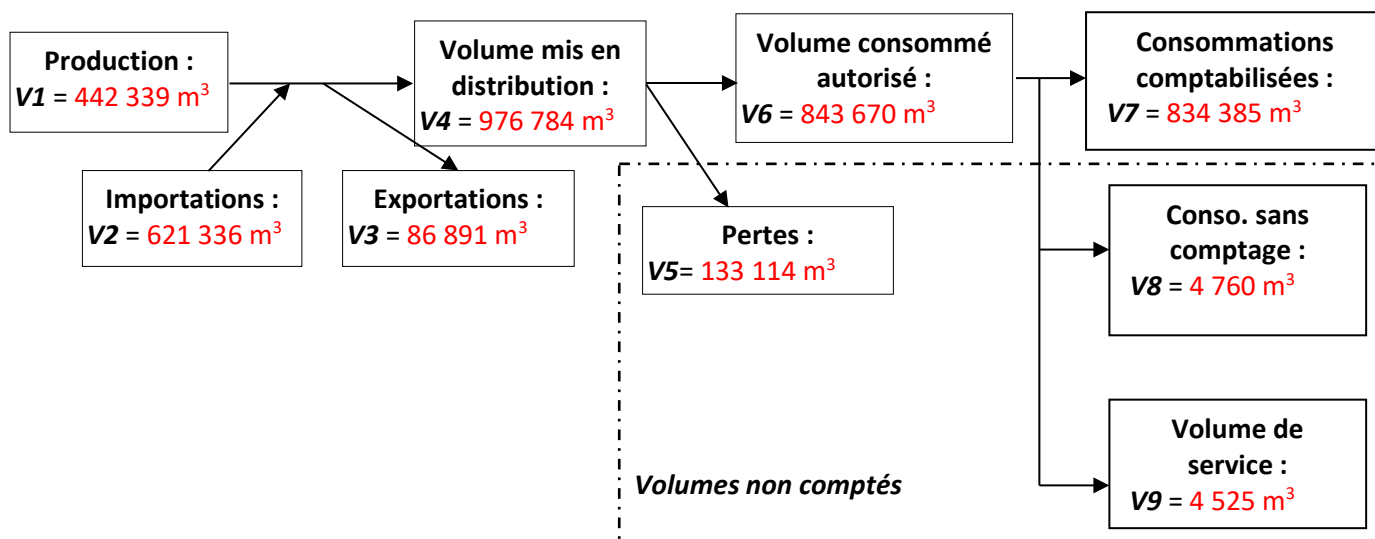


La consommation moyenne par abonné reste élevée (en moyenne 144 m³/an/abonné)

Les consommations par abonné des communes de Fosses et Marly la Ville sont impactées par la présence d'abonnés non domestiques (industriels). En effet, au niveau global, la consommation par habitant s'établit à 48 m³/an, plus faible qu'au niveau national (53 m³/an/hab – source SISPEA 2023).

1.4.c) Synthèse des Volumes :

II.1.4.c.1 Synthèse 2021



II.1.4.c.2 Synthèse des évolutions des Volumes :

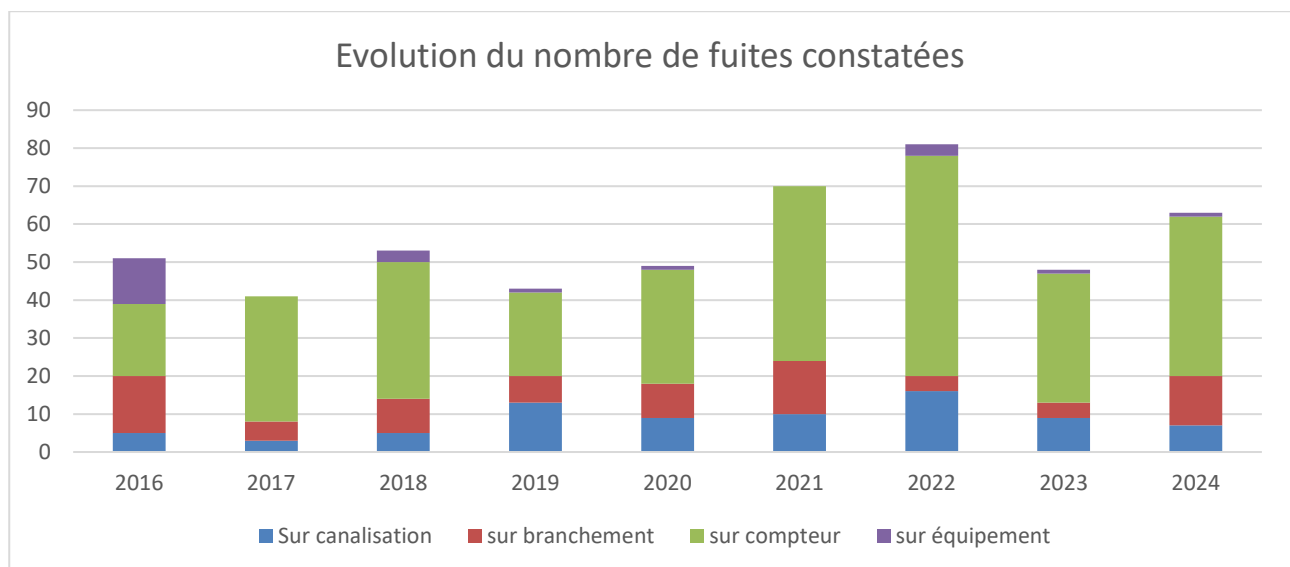
Volumes	2015 (en m³)	2016 (en m³)	2017 (en m³)	2018 (en m³)	2019 (en m³)	2020 (en m³)	2021 (en m³)	2022 (en m³)	2023 (en m³)	2024 (en m³)	Ecart N/N-1	Ecart N/2016
Production locale	620 786	369 826	482 821	508 004	475 334	348 440	352 852	318 886	319 731	442 339	+38%	+19.6%
Achat d'eau en gros	201 008	493 183	426 427	384 476	275 214	524 029	588 913	658 816	685 394	621 336	-9.3%	+ 26 %
Vente d'eau en gros	9 416	2 165	101 003	166 030	35 778	77 758	92 812	107 998	80 368	86 891	+8.1 %	NS
Volume eaux de service NC	5 593	67 188	22 721	13 899	12 385	7 066	7 110	7 110	7 145	9 285	+30 %	-86 %
Volume comptabilisés vendus	703 606	630 160	662 485	665 711	658 175	734 771	738 040	717 880	774 677	834 385	+ 7.3%	+ 7.3%
Pertes	103 179	163 496	123 039	46 840	44 211	52 874	103 813	144 714	142 935	133 114	- 6.7 %	- 18.6 %
Rendement	87,2 %	81,1 %	86,5%	94,8%	94.1%	93.9%	89.0%	85.2%	85.8 %	87.5 %	+1,7 %	+6,4 %

La baisse du rendement observée en 2021 et 2022 est stoppée, avec une valeur de rendement qui semble se stabiliser. Bien qu'inférieure sur l'année au rendement contractuel (90%), la moyenne, depuis 2018 (après la campagne de nettoyage des canalisations), est conforme puisqu'elle s'est établie à de 90,1 %.

A noter 2 grosses fuites identifiées :

- Le **24/02/2024**, une fuite a été constatée sur canalisation à la ruelle Maillard à Marly la Ville.
- Le **20/06/2024**, une casse sur branchement lors du raccordement du 400 et Villeron.

Après 2 années d'augmentation, le nombre de fuites constatées retrouve les valeurs d'avant 2020 (Voir détail Article II-3-1)



A noter que la majorité des fuites sont situées sur branchement (21%) et sur compteurs (67%).

Chapitre II-2 Indicateurs de performance

Article II-2-1 Qualité de l'eau

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence Régionale de Santé (l'A.R.S.) et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

$$\frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non-conformes} \times 100}{\text{nombre de prélèvements réalisés}}$$

Ressources	Nombre de prélèvements réalisés	Nombre de prélèvements non-conformes	Taux de conformité
Ressources Locales			
Paramètres microbiologiques	2 (+17)	0 (+0)	100 % (100%)
Paramètres physico-chimiques	537 (+325)	0 (+0)	100 % (100%)

Eau distribuée	Nombre de prélèvements réalisés	Nombre de prélèvements non-conformes	Taux de conformité
Paramètres microbiologiques	98 (+118)	0 (+0)	100 % (100%)
Paramètres physico-chimiques	1 674 (+140)	3* (+2)	90.3 % (81.8%)

() = auto surveillance du Délégué

Les non-conformités concernent l'OXA Alachlore (Métabolite d'un produit phytosanitaire utilisé dans la culture du maïs et du soja). Sa présence est détectée sur l'eau produite par l'usine de Marly-la-Ville. La concentration est comprise entre 0,14µg/l et 0.17 µg/l pour une limite de qualité fixée à 0.1 µg/l.

Des campagnes de mesures vont se poursuivre en 2025 pour confirmer ou non la présence, l'origine et l'éventuelle saisonnalité.

Article II-2-2 Indice d'avancement de protection des ressources en eau

Cet indice est fixé comme suit :

- 0 % Aucune action
- 20 % Études environnementale et hydrogéologique en cours
- 40 % Avis de l'hydrogéologue rendu
- 50 % Dossier déposé en préfecture
- **60 % Arrêté préfectoral**
- 80 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)
- 100 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

Pour les deux champs captant, l'indice d'avancement est de 60 % (Arrêté Préfectoral)).

La maîtrise d'ouvrage déléguée de la procédure d'instauration des périmètres de protection est assurée par le Conseil Général du Val d'Oise. Cette procédure a été suspendue en 2015, dans l'attente de la décision concernant la création éventuelle d'un nouveau forage par le Syndicat. A l'issue de la procédure de DSP, compte tenu de l'impact financier de cette création, il a été décidé de ne pas y donner suite dans l'immédiat mais de procéder à une réhabilitation des forages actuels.

En conséquence, la procédure est remise en route en 2016.

Au cours de cette année, VEOLIA a procédé au diagnostic des forages afin de déterminer les capacités de réhabilitation. Ces opérations ont donné lieu à une présentation, en présence du CG95 en juin 2017.

En 2019, le bornage des périmètres a été effectué et le dossier finalisé par le CG95. La mise à disposition des parcelles correspondantes par la Commune de Fosses au SIAEPB sera formalisée en 2020 et l'enquête publique organisée.

En 2020, le dossier a été finalisé.

Les enquêtes publiques ont été réalisées en 2021, et les Arrêtés Préfectoraux ont été pris en décembre 2021.

Il reste à mettre en œuvre les exigences de ces arrêtés et en particulier créer les protections immédiates des forages de Marly 2 et 3.

Concernant l'AEG, l'indice d'avancement de la ressource est de 100%.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (P108.3)

Cet indicateur résulte des indices d'avancement individuels de tous les points de prélèvements (y compris ceux non gérés par le service de l'eau potable mais contribuant à son alimentation) pondérés avec les volumes produits par ces ressources

L'indice d'avancement global pour le Syndicat est donc de : **83.4%**

Article II-2-3 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux

Cet indice permet d'évaluer le niveau de connaissance du réseau d'eau potable et du suivi de son évolution.

	2016	2017	2018 à 2024
Partie A : Plan des réseaux (15 points)			
• 10 points (VP.236) : Existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures que constituent par exemple le compteur du volume d'eau prélevé sur la ressource en eau, le compteur en aval de la station de production d'eau, ou les compteurs généraux implantés en amont des principaux secteurs géographiques de distribution d'eau potable	10	10	10
• 5 points (VP.237) : Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux) ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année	5	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
• 10 points (VP.238, VP.239 et VP.240) - les 10 points sont acquis si les 2 conditions suivantes sont remplies :	10	10	10
o Existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code (VP.238) et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution (VP.239)			
o La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux. (VP.240)	5	5	5
• De 1 à 5 points (VP.239) : Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres, sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux :			
Matériaux et diamètres connus pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 1 point supplémentaire			
Matériaux et diamètres connus pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 2 points supplémentaires			
Matériaux et diamètres connus pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 3 points supplémentaires			
Matériaux et diamètres connus pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 4 points supplémentaires			
Matériaux et diamètres connus pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 5 points supplémentaires			
• De 0 à 15 points (VP.241) :	15	15	15
L'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux :			
Dates ou périodes de pose connues pour moins de 50% du linéaire des réseaux : 0 point			
Dates ou périodes de pose connues pour 50% à 59,9% du linéaire des réseaux : 10 points			
Dates ou périodes de pose connues pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 11 points			
Dates ou périodes de pose connues pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 12 points			
Dates ou périodes de pose connues pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 13 points			
Dates ou périodes de pose connues pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 14 points			
Dates ou périodes de pose connues pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 15 points			
	45	45	45

Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
• 10 points (VP.242) : Le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie, ...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux	10	10	10
• 10 points (VP.243) : Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (Nota : en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	10	10	10
• 10 points (VP.244) : Le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements; (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item)	10	10	10
• 10 points (VP.245) : Un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur ; (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item)	10	10	10
• 10 points (VP.246) : Un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite	10	10	10
• 10 points (VP.247) : Maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement	10	10	10
• 10 points (VP.248) : Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	10	10	10
• 5 points (VP.249) : Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux	En cours	5	5
	70	75	75
TOTAL	115	120	120

Article II-2-4 Rendement du réseau de distribution

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution est :

$$(843\,670 + 86\,891) / (442\,340 + 621\,336) = 87.5 \% \text{ (85.8 \% en 2023)}$$

Le rendement du réseau du SIAEPB est supérieur à 85 %, et donc supérieur au rendement minimum réglementaire. **Il est cependant légèrement inférieur à l'objectif contractuel (90%).**

Le rendement primaire (volume vendu/volume mis en distribution) **(843 385/ 976 784)** est de **85,4 %** (83,8 % en 2023).

Article II-2-5 Indice linéaire des volumes non comptés

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau (hors branchement), la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

L'indice linéaire des volumes non comptés est :

$$(976\,784 - 834\,385) / (365 * 90,844) = 4,29 \text{ m}^3/\text{km}/\text{jour} \text{ (4,55 m}^3/\text{km}/\text{jour en 2023)}$$

soit 0.18 m³/h/km

Article II-2-6 Indice linéaire de pertes en réseau

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

L'indice linéaire de pertes en réseau est :

$$(976\,784 - 843\,670) / (365 * 90,844) = 4,01 \text{ m}^3/\text{km}/\text{jour} \text{ (4,33 m}^3/\text{km}/\text{jour en 2023)}$$

Evaluation de l'ILP selon la Catégorie de réseau	Réseau Rural (ILC < 10)	Réseau Semi-urbain (10 < ILC < 30)	Réseau Urbain (ILC > 30)
ILP Bon	ILP < 1,5	ILP < 3	ILP < 7
ILP Acceptable	1,5 < ILP < 2,5	3 < ILP < 5	7 < ILP < 10
ILP Médiocre	2,5 < ILP < 4	5 < ILP < 8	10 < ILP < 16
ILP Mauvais	ILP > 4	ILP > 8	ILP > 16
			(selon ILP et ILC en m ³ /y/km)

Article II-2-7 Indice linéaire de consommation

Selon l'article 2 du Décret 2012-97,

« La majoration du taux de la redevance pour l'usage "alimentation en eau potable" est appliquée si le plan d'actions mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales n'est pas établi dans les délais prescrits au V de l'article L. 213-10-9 lorsque le rendement du réseau de distribution d'eau, calculé pour l'année précédente ou, en cas de variations importantes des ventes d'eau, sur les trois dernières années, et exprimé en pour cent, est inférieur **à 85** ou, lorsque cette valeur n'est pas atteinte, au résultat de la somme d'un terme fixe égal à 65 et du cinquième de la valeur de l'indice linéaire de consommation égal au rapport entre, d'une part, le volume moyen journalier consommé par les usagers et les besoins du service, augmenté des ventes d'eau à d'autres services, exprimé en mètres cubes, et, d'autre part, le linéaire de réseaux hors branchements exprimé en kilomètres »

L'indice linéaire de consommation est :

$$(843\,670 + 86\,891) / (365 * 90,844) = 28.1 \text{ m}^3/\text{km}/\text{j} \text{ (26.1 m}^3/\text{km}/\text{j} \text{ en 2023)}$$

Article II-2-8 Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Pour mémoire, les renouvellements de réseau ont atteint ces cinq dernières années (en mètres) :

	Unité	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Linéaire	ml	50	978	807	460	630	315	6	485	585	1 213
Taux annuel	%	0,05%	1,08%	0,9%	0,51%	0,70%	0,35%	0,01%	0,54%	0,65%	1,34%
Taux moyen	%	0,09%	0,238%	0,41%	0,509%	0,65%	0,71 %	0,49 %	0,42 %	0,45%	0,58%

Le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est :

$$(2\,604 * 100) / (450\,515) = \mathbf{0,58 \%}$$

Le contrat intégrait le renouvellement de 884 ml en moyenne annuelle (1% du linéaire 2014).

En 2020-2021, la période COVID a provoqué un ralentissement du renouvellement des canalisations. Celui-ci a repris en 2022. Cependant, les fortes augmentations actuelles du coût des travaux de renouvellement (matières premières transport, combustibles etc..) imposent de revoir l'objectif de 1% du linéaire. Un avenant au contrat a été signé en 2024. Dans le cadre de cet avenant 1, le linéaire a été réduit à 0.75% soit 664 ml à compter de 2024.

Chapitre II-3 Amélioration du service

Article II-3-1 Travaux réalisés :

Nettoyage des réservoirs	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Marly 500	12/06/2019	18/05/2020	20/04/2021	21/04/2022	20/04/2023	06/06/2024
Fosses 500	12/06/2019	25/06/2020	20/04/2021	21/04/2022	20/04/2023	06/06/2024
Roissy 2000	03/12/2019	10/12/2020	09/12/2021	13/12/2022	07/12/2023	fait
Fosses 1 500	13/12/2019	13/11/2020		19/10/2022	30/11/2023	29/1/2025*
Marly 1 500		16/01/2020	12/02/2021	20/01/2022	***	10/10/2024

* Le lavage du réservoir a été repoussé car il était prévu lors des essais de mise en route du S4 par le SIECCAO

** Le rapport n'a pas été retrouvé

- Réparation de fuites :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombres de fuites :	51	41	53	43	49	70	81	48	63
Sur canalisation	5	3	5	13	9	10	16	9	7
sur branchement	15	5	9	7	9	14	4	4	13
sur compteur	19	33	36	22	30	46	58	34	42
sur équipement	12	0	3	1	1	0	3	1	1
autres fuites	0	0	0	0	0	0	0	0	0
nombre de fuites réparées	51	41	53	43	48	70	78	48	63

Article II-3-2 Renouvellement :

Renouvellement réalisé sur les installations :

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
DEFERRISATION STATION		
OXYDATION		
DIFFUSEUR D'OXYDATION A MEMBRANE	Rénovation	Compte
FILTRATION		
SURPRESSEUR AIR DE LAVAGE	Renouvellement	Compte
INTERCOMMUNICATION ST WITZ C13		
ELECTRICITE		
ARMOIRE ELECTRIQUE BT	Rénovation	Compte

Renouvellement réalisé sur la distribution (hors réseaux) :

- ✓ Compteurs :

132 compteurs ont été remplacés en 2024 (soit 2 561 depuis le début du contrat) soit 2.2 % du parc (42 % depuis le début du contrat).

Renouvellement des compteurs	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre de compteurs	5 834	5 935	5 961	6 027	6 098	1,2%
Nombre de compteurs remplacés	203	477	385	267	132	-50,6%
Taux de compteurs remplacés	3,5	8,0	6,5	4,4	2,2	-50,0%

✓ Branchements :

Aucun branchement n'a été renouvelé en 2024 ; 11 branchements neufs ont été réalisés.

Au 31/12/2024, VEOLIA annonce qu'il reste 23 branchements plombs. Le contrat prévoyait le renouvellement de la totalité de ces branchements. VEOLIA précise que ces branchements ne sont pas accessibles (propriétaires absents ou refusant le renouvellement). VEOLIA a fourni la liste détaillée de ces branchements.

Article II-3-3 Autres engagements :

- Etude MOSARE : cette étude multicritère a été réalisée en 2016 afin d'orienter les travaux de renouvellement des réseaux
- La sectorisation : 4 nouveaux débitmètres ont été mis en place sur le réseau afin de sectoriser celui-ci et permettre une meilleure réactivité pour la détection des fuites. Les données sont en exploitation en 2017.
- Nettoyage des canalisations :
 - 14,3 km de canalisations de gros diamètre ont été nettoyées par raclage
 - Les canalisations de petit diamètre ont fait l'objet d'un nettoyage Eau/Air/Eau (10,3 km en 2016). Le nettoyage a été finalisé début 2018.
- Renouvellement continuité de service :

Nature des biens	2022
Equipements (€)	39 061,07

- Renouvellement contractuel :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
Coef actua	1	0.989824	0.997885	1.026947	1.039308	1.04751	1.0982	1.216032	1.282394	
CANALISATION										
Dotation	257 680.00 €	255 057.85 €	257 135.01 €	264 623.70 €	267 808.89 €	269 922.38 €	282 984.18 €	313 347.15 €	330 447.29 €	2 168 559.15 €
Dépenses	358 078.70 €	260 600.36 €	272 330.21 €	248 944.37 €	180 689.29 €	16 735.50 €	180 436.44 €	256 578.84 €	272 513.81 €	1 774 393.71 €
Solde	- 100 398.70 €	- 105 941.21 €	- 121 136.41 €	- 105 457.08 €	- 18 337.49 €	234 849.39 €	337 397.13 €	394 165.44 €	452 098.92 €	394 165.44 €
BRANCHEMENTS										
Dotation	11 100.00 €	10 987.05 €	11 076.52 €	11 399.11 €	11 536.32 €	11 627.36 €	12 190.02 €	13 497.96 €	14 234.57 €	93 414.34 €
Dépenses	7 455.79 €	7 718.80 €	1 788.39 €	53 245.95 €	12 543.39 €	8 822.08 €	12 106.27 €	15 133.85 €	- €	118 814.52 €
Solde	3 644.21 €	6 912.46 €	16 200.59 €	- 25 646.25 €	- 26 653.32 €	- 23 848.04 €	- 23 764.29 €	- 25 400.18 €	- 11 165.61 €	- 25 400.18 €
COMPTEURS										
Dotation	33 871.00 €	33 526.33 €	33 799.36 €	34 783.72 €	35 202.40 €	35 480.21 €	37 197.13 €	41 188.22 €	43 435.97 €	285 048.38 €
Dépenses	3 169.19 €	27 273.75 €	10 492.55 €	26 196.37 €	18 576.32 €	30 620.60 €	31 031.08 €	23 091.67 €	12 410.63 €	170 451.53 €
Solde	30 701.81 €	36 954.39 €	60 261.20 €	68 848.55 €	85 474.63 €	90 334.25 €	96 500.30 €	114 596.85 €	145 622.19 €	114 596.85 €
ELECTROMECHANIQUE										
Dotation	31 148.00 €	30 831.04 €	31 082.12 €	31 987.35 €	32 372.37 €	32 627.84 €	34 206.73 €	37 876.96 €	39 944.01 €	262 132.41 €
Dépenses	81 065.41 €	75 304.97 €	18 291.28 €	1 282.83 €	83 478.55 €	12 612.73 €	26 944.19 €	47 580.14 €	12 568.92 €	346 560.10 €
Solde	- 49 917.41 €	- 94 391.34 €	- 81 600.50 €	- 50 895.98 €	- 102 002.17 €	- 81 987.06 €	- 74 724.51 €	- 84 427.69 €	- 57 052.60 €	- 84 427.69 €
TOTAL										
Dotation	333 799.00 €	330 402.26 €	333 093.02 €	342 793.88 €	346 919.97 €	349 657.79 €	366 578.06 €	405 910.29 €	428 061.84 €	3 237 216.11 €
Dépenses	449 769.09 €	370 897.88 €	302 902.43 €	329 669.52 €	295 287.55 €	68 790.91 €	250 517.98 €	342 384.50 €	297 493.36 €	2 707 713.22 €
Solde	- 115 970.09 €	- 156 465.71 €	- 126 275.12 €	- 113 150.76 €	- 61 518.34 €	219 348.54 €	335 408.62 €	398 934.41 €	529 502.89 €	529 502.89 €

Des opérations avaient été par erreur imputées au fond de renouvellement jusqu'en 2020. Un travail de ré-imputation a été effectué en 2022 et a permis de ré-évaluer le solde global du fond (+ 335 408.62€ au lieu de 303 386.52 €) soit un gain d'environ 32 000€ pour le SIAEPB, acté dans le cadre de l'avenant 1.

A fin 2024, ce solde s'établit à **529 502.89 € en faveur du SIAEPB.**

Ce montant pourra faire l'objet d'une renégociation dans le cadre de l'avenant 2, en fonction des opérations programmées restantes.

Article II-3-4 Gestion du service :

Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Délai max d'ouverture de branchement	1 j	1 j	1 j	1 j	1 j	1 j	1 j	1 j	1 j	1 j
Taux de respect du délai maximal d'ouverture de branchement	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0.73	1.45	0.36	0.91	2,38	1.79	1.94	1.94	2.26	3.62
Nombre interruptions de service non programmées		8	2	5	13	10	11	11	13	21
Taux de réclamations (u/1000 abonné)	0	0.91	0.73	0.0	0.37	1.43	1.59	1.59	1.74	1.21
Taux d'impayées sur les factures années n-1	0,57%	1,78%	1,42%	3,15%	2,75 %	4.10 %	3.14 %	2.80 %	2.58 %	2.18 %

Taux d'impayés : Une forte action a été engagée depuis 2022 pour le recouvrement des impayés

Article II-3-5 Activité clientèle :

Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Prise d'abonnement	396	397	329	315	318	373	455	303	348	337
Taux de mutation	7.21%	7.3%	6.1%	5.8%	6,3%	6,8%	8.1 %	5.4%	6.1%	5.9%
Taux de clients mensualisés et prélevés	54.9%	57.9%	60.9%	63.5%	68.8%	66.8%	68.2%	69.8%	70.7%	71.8%
Taux d'estimation sur relève							20.7%	27.3%	20.0%*	

* dont 5.6 % estimés depuis au moins 3 ans

Article II-3-6 Autres engagements :

Dans le cadre du contrat, les engagements suivants ont été pris :

Indicateur	
Délai maximal d'intervention en cas d'urgence	2 heures
Respect des plages de RV à domicile	2 heures
Délai de réponses aux demandes des usagers	Courrier : 8j Mail : 48h Tel pour qualité : 24 h Tel autre sujet : 48 h
Délai maximal de réalisation d'un devis branchement	8 jours
Délai maximal de réalisation d'un branchement après acceptation du devis et réception des autorisations administratives	15 jours

PARTIE III BILAN FINANCIER

Chapitre III-1 Tarification du Service

Article III-1-1 Délibérations fixant les tarifs

Les tarifs ont été fixés par délibération du Conseil Syndical en date du 30 mars 2015.

Article III-1-2 Réforme des redevances AESN

A compter du 1^{er} janvier 2025, les redevances AESN appliquées à l'eau potable vont être modifiées :

- Les redevances :

Avant 1/1/2025			Après le 1/1/2025		
Redevance	Assujettis	Base	Redevance	Assujettis	Base
Préservation de la ressource en eau	Collectivité (via son délégataire)	m ³ prélevés au milieu naturel	Préservation de la ressource en eau	Collectivité (via son délégataire)	m ³ prélevés au milieu naturel
Pollution domestique	Abonné	m ³ facturés	Consommation eau potable	Abonné	m ³ facturés
			Performance des réseaux eau potable	Collectivité (via son délégataire)	m ³ facturés

Les montants des redevances « préservation de la ressource » et « consommation d'eau potable » sont fixées annuellement par délibération de l'AESN (2/7/2024) :

		2025	2026	2027	2028	2029	2030
Redevance Préservation de la ressource en eau (en €/m ³ <u>prélevés</u>)	ZRE	9,43	9,43	9,43	9,84	9,84	9,84
	Zone base	7,59	7,59	7,59	7,92	7,92	7,92
Redevance « consommation eau potable » (en €/m ³ <u>facturés</u>)		0,46	0,34	0,34	0,34	0,34	0,34

Les modalités de calcul du montant de la redevance « performance des réseaux » est la suivante :

$$\text{Redevance appliquée} = \text{redevance de base} * \text{coefficient de modulation}$$

Redevance de base :

Année	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Redevance « performance des réseaux EP » (en €/m ³ <u>facturés</u>)	0,085	0,148	0,148	0,148	0,148	0,148

Coefficient de modulation

1 - (Coefficient de performance du réseau + Coefficient de gestion patrimoniale)

Pour 2025, le coefficient minimal (0,2) est appliqué, le montant de la redevance est donc de **0,017 €/m³**.

Cette redevance étant due par la Collectivité, elle a fait l'objet d'une délibération en date du **11/12/2024**

A partir de 2026, les modalités de calcul des coefficients seront les suivantes :

1. **PERFORMANCE DU RESEAU : est retenu le coefficient le plus favorable**

Coef performance (avec ILVNC) = $0,55 - 5 * (ILVNC / \text{densité d'abonnés} - 0,04)$

Coef performance (avec Rendement primaire pondéré) = $(\text{Rendement} - ILC/5) - 65) \times 2,75\%$

Sur les bases des données 2024, on obtiendrait :

		Coefficient de performance
Densité d'abonné	63.78 abonné/km	0.41
ILVNC	4.29 m ³ /j/km	
Rendement primaire pondéré	85.4 %	0,40
ILC	28.1 m ³ /j/km	

2. **GESTION PATRIMONIALE :**

= nombre de points C * 0.05

Points C	Mode de calcul	SIAEPB 2024
Existence d'un plan de réseau mis à jour (oui / non) C1	Si VP 236 et VP 237 oui = 1 Si VP 236 ou VP 237 non = 0 Si non connu = 0	1
Linéaire de réseaux connu en diamètre et matériaux (%) C2	Si % > 95 = 1 Si % > 90 = 0,8 Si % > 80 = 0,6 Si % > 70 = 0,4 Si % > 50 = 0,2 Si non connu = 0	1
Linéaire de réseaux connu en âge (%) C3	Si % > 95 = 1 Si % > 90 = 0,8 Si % > 80 = 0,6 Si % > 70 = 0,4 Si % > 50 = 0,2 Si non connu = 0	1
Existence d'un Système d'Information Géographique (SIG) bancarisant les fuites (oui / non) C4	Si oui = 1 Si non = 0 Si non connu = 0	1
Existence et mise en œuvre d'un programme d'actions (oui / non + %) C5	Si oui et coefficient de performance > 0 = 1 Si oui et coefficient de performance = 0 et taux de renouvellement > 1,2 % = 1 Si oui et coefficient de performance = 0 et taux de renouvellement < 1,2 % = 0 Si non = 0 / Si non connu = 0	1
Coefficient	0.05 * somme C	0.25

3. COEFFICIENT DE MODULATION

1 - (Coefficient de performance du réseau + Coefficient de gestion patrimoniale)

$$1 - (0.41+0.25) = 0,34$$

Le montant de la redevance devrait donc s'établir à : $0.148 * 0.34 =$ **0,050 €/m3 facturé**

Article III-1-3 Tarifs applicables

1.3.a) Tarification du service

Tarifs		Au 01/01/ 2016	Au 01/01/ 2017	Au 01/01/ 2018	Au 01/01/ 2019	Au 01/01/ 2020	Au 01/01/ 2021	Au 01/01/ 2022	Au 01/01/ 2023	Au 01/01/ 2024	Au 01/01/ 2025	Ecart 2016/ 2025
Part de la collectivité												
Part fixe	€ HT/an	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0%
Part proportionnelle	€ HT/m ³	0.32	0.32 €	0.32 €	0.32 €	0.32 €	0.32 €	0.32 €	0.32 €	0.32 €	0.32 €	0%
Part du délégataire												
Part fixe	€ HT/an	38.50	38.10	38.42	39.54	40.02	40.32	42.28	46.82	49.38	47.36	23.01 %
Part proportionnelle	€ HT/m ³	1.1165	1.1051	1.1141	1.1466	1.1604	1.1695	1.2261	1.3577	1.4318	1.3736	23.03 %
Taxes et redevances												
Taxes	TVA (%)	5.50%	5.50%	5.50%	5.50%	5.50%	5.50%	5.50%	5.50%	5.50%	5.50%	0%
	VNF (*)				0.0147	0.026	0.028	0.028	0.028	0.028	0.028	NS
Redevances	Prélèvement ressource en eau	0.05	0.05	0.05	0.098	0.098	0.098	0.08	0.08	0.0631	0.0001	77%
	Pollution domestique	0.22	0.22	0.22	0.38	0.38	0.38	0.38	0.38	0.38		
	Consommation										0.46	
	Performance des réseaux										0.017	

⁽¹⁾ + EPTB à partir de 2019

A noter la baisse de la redevance AESN « Préservation de la Ressource » au 1/1/2022 pour correspondre aux montants collectés par l'AESN pour les m³ prélevés au milieu naturel.

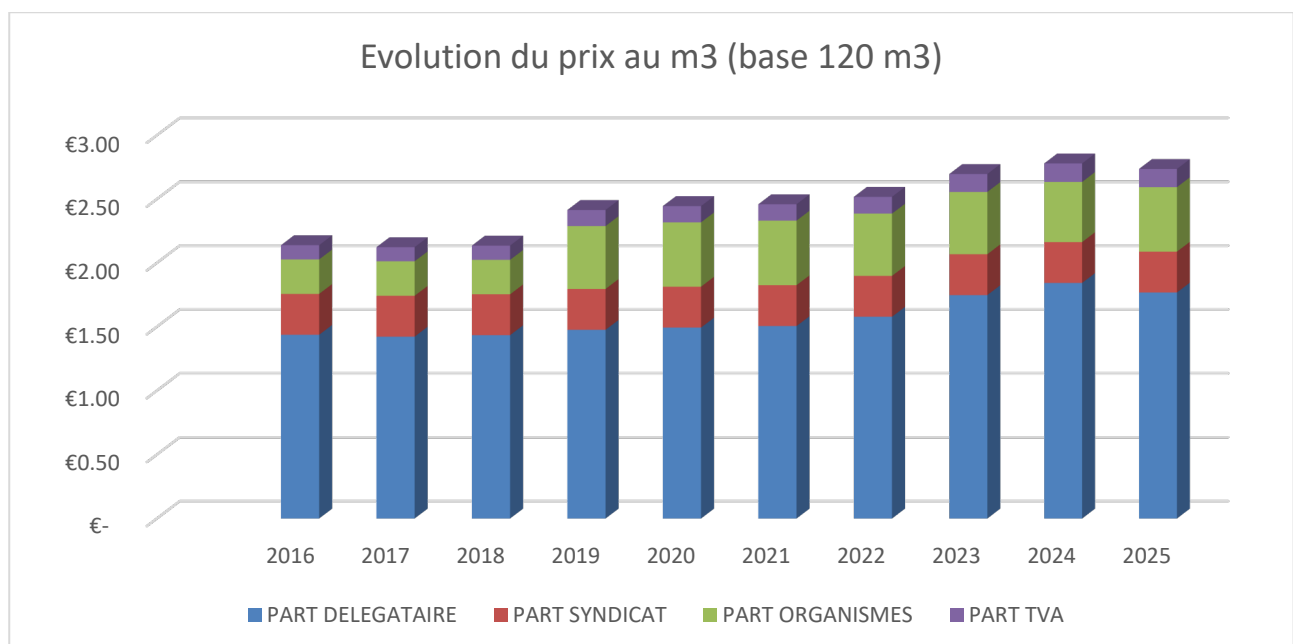
Attention : les nouvelles redevances AESN s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2025. Pour des facilités de comparaison, les anciennes redevances sont maintenues dans le tableau ci-dessus.

Article III-1-4 Facture Type

Présentation d'une facture d'eau calculée au 1^{er} janvier de l'année de présentation du rapport et au 1^{er} janvier de l'année précédente, pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m³/an). Les tarifs sont ⁽¹⁾ :

Tarifs		Au 01/01/ 2016 en €	*Au 01/01/ 2017 en €	*Au 01/01/ 2018 en €	*Au 01/01/ 2019 en €	*Au 01/01/ 2020 en €	*Au 01/01/ 2021 en €	*Au 01/01/ 2022 en €	*Au 01/01/ 2023 en €	*Au 01/01/ 2024 en €	*Au 01/01/ 2025 en €	Varia tion annu elle en %
Déléga taire	Part fixe	38.5	38.10	38.42	39.54	40.02	40.32	42.28	46.82	49.38	47.36	-4.1
	Part proportio nnelle	133.98	132.61	133.69	137.59	139.24	140.34	147.13	162.92	171.81	164.83	-4.1
Collect ivité	Part fixe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0.00
	Part proportio nnelle	38.40	38.40	38.40	38.40	38.40	38.40	38.40	38.40	38.40	38.40	0.00
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau		6	6	6	11.76	11.76	11.76	9.6	9.6	7.572	0.012	-99
Redevance de pollution domestique		26.4	26.4	26.4	45.6	45.6	45.6	45.6	45.6	45.6		25.5
Redevance Consommation eau potable											55.2	
Redevance Performance des reseaux eau potable											2.04	
VNF (+EPTB à partir de 2019)					1.764	3.12	3.36	3.36	3.36	3.36	3.36	0.0
Total HT		243.28	241.51	242.91	274.66	278.15	279.78	286.37	306.70	316.13	311.20	-1.56
TVA (5.5%)		13.38	13.28	13.36	15.11	15.30	15.39	15.75	16.87	17.39	17.12	-1.56
Prix au m³ (total TTC /120 m³)		2.138	2.123	2.136	2.415	2.445	2.460	2.518	2.696	2.779	2.736	-1.56

Depuis le début du contrat, le prix au m3 (base 120 m3) a évolué de **28 %**



Chapitre III-2 Budget du service

Article III-2-1 Recettes

Recettes de la collectivité

	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Variation
Recettes de vente d'eau	180 166	243 256	241 639	241 607	233 038	272 794	282 102	263 580	277 780	+5.4 %
Reversement frais de contrôle	14 868	9 075	9 364	9 251	9 616	10 603	10 664	10 530	12 672	+20.3%
Recettes liées aux travaux (soulte conv 98)	18 545	560	572	0	0	0	0	0	0	0%
Contribution du budget général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
Total des recettes	213 579	252 891	251 575	250 858	242 655	283 397	292 766	274 110	290 452	+ 6.0%

Recettes de l'exploitant

	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Variati on
Recettes vente d'eau aux usagers	910 774	939 259	937 646	952 519	1 063 896	1 077 954	1 081 584	1 281 557	1 449 138	13.1%
Recette de vente d'eau en gros	9 076	6 944	6 231	7 323	7 973	10 635	7 907	8 064	6 805	-15.6%
Total recettes de vente d'eau	919 850	946 203	943 877	959 842	1 071 869	1 088 589	1 089 491	1 289 621	1 455 943	12.9%
Recettes liées aux travaux	22 154	34 614	86 553	76 892	41 328	79 848	80 882	37 871	59 012	55.8%
Autres recettes (produits accessoires)	43 370	29 595	38 541	39 726	35 598	38 028	40 782	43 628	44 503	2.0%
Total des recettes	985 374	1 010 412	1 068 971	1 076 460	1 148 795	1 206 465	1 211 155	1 371 120	1 559 458	13.7%

A noter que les recettes « ventes d'eaux » prennent en compte les régularisations des années précédentes et ne reflètent donc pas directement les évolutions des ventes.

Article III-2-2 Dépenses de fonctionnement

Dépenses de la collectivité

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Variation
Personnel	4 099	4 092	4 088	4 079	3900	3 900	3 900	3 900	3 900	
Administration (téléphone, postes, frais d'annonce)	0	0	0	0	150	114	0	734	395	
Entretien	4 858	4 946	6 899	5 115	5 115	5 218	5 347	14 385	3 891	
Assurances	4 953	5 024	5 199	5 406	5 643	5 850	6 315	7 781	3 790	
Taxes Foncières	16 521	16 670	16 894	17 114	17 303	8 698	9 169	1 534	18 479	
Total	30 431	30 732	33 080	31 714	32 111	23 780	24 731	28 334	30 455	+7.5%

Dépenses du Déléгатaire

	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2024	variation N/N-1
Personnel	274 751	316 131	312 392	252 957	298 683	268 377	243 874	348 751	365 962	4.94%
Electricité	64 059	68 309	70 851	51 797	59 622	38 542	27 068	44 009	73 734	67.54%
Achat d'eau en gros	326 746	233 321	348 680	-15 596	324 809	402 701	420 253	549 540	481 428	-12.39%
Analyses	2 486	12 650	12 650	3 576	4 592	6 130	7 239	6 404	1 752	-72.64%
Produits de traitement	1 930	1 931	1 932	1 933	1 934	1 935	763	2 968	11 421	284.80%
Sous traitance, matières, fourniture	307 361	53 504	171 193	163 743	157 535	235 704	92 184	201 549	248 198	23.15%
Frais de locaux, administratif, véhicules, informatiques	74 918	104 561	53 881	54 878	52 501	113 438	107 752	135 271	175 485	29.73%
Pertes sur créances irrécouvrables-contentieux	3 413	3 539	10 899	9 467	7 109	18 703	33 031	18 064	32 562	80.26%
Impôts locaux et taxes	21 965	23 221	21 769	24 387	31 469	13 231	12 313	12 232	14 013	14.56%
Services centraux et recherches	53 849	57 911	44 844	64 763	49 888	40 993	43 953	55 349	63 640	14.98%
Frais de contrôle reversés	10 899	8 165	9 724	9 141	9 967	11 606	10 725	10 394	14 816	42.54%
Fond contractuel investissement	2 249	21 601	22 533	34 149	35 035	36 547	38 063	39 231	40 587	3.46%
Garanti Renouvellement	0	0	0	0	3 375	16 977	39 061	3 747	0	-100.00%
Total des Dépenses de fonctionnement direct	1 144 626	904 844	1 081 348	655 195	1 036 519	1 204 884	1 076 279	1 427 509	1 523 598	6.73%

A noter que, conformément aux dispositions réglementaires, certaines de ces dépenses ne sont pas des dépenses « réelles » directement liées au service mais font l'objet de « clés de répartitions ».

Article III-2-3 Investissements - Renouvellement

Renouvellement Déléгатaire

	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023	Année 2023	Variation
Total Fond contractuel renouvellement	333 799	330 402	333 093	342 794	346 920	349 658	366 578	405 910	428 062	+5.5%

(*) : ce montant correspond à la dotation annuelle prévue dans le cadre du contrat, que ce montant soit « consommé » ou non.

Au 31/12/2024, le solde du fond de renouvellement s'établit à + 529 503 € (398 934 € au 31/12/2022)

Poste de renouvellement	Dotation cumulée au 31/12/2024	Dépenses cumulées au 31/12/2024	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Solde au 31/12/2022	Solde au 31/12/2021
Canalisation	2 499 006 €	2 046 907 €	+ 452 099 €	+ 394 165 €	+ 337 397 €	+ 234 849 €
Branchements	107 649 €	118 814 €	- 11 166 €	- 25 400 €	- 23 764 €	- 23 847 €
Compteurs	328 484 €	182 862 €	+ 145 622 €	+ 114 597 €	+ 96 500 €	+ 90 325 €
Electromécanique	302 076 €	359 129 €	- 57 053 €	- 84 428 €	- 74 724 €	- 114 009 €

Le budget établi à l'origine du contrat pour le renouvellement des canalisations a été établi en conditions standards. Les opérations réalisées, en particulier en 2018, ont imposées des techniques plus particulières induisant des coûts supplémentaires.

Concernant le fond « électromécanique », les dépenses prennent en compte les grosses opérations de renouvellement effectués sur les usines en début de contrat et devrait donc s'équilibrer progressivement. D'autre part, suite à l'analyse des dépenses affectées à ce fond, il a été constaté que certaines opérations relevaient de la garantie de continuité de service et non du fond de renouvellement. Ces dépenses ont été corrigées dans le cadre de l'audit de mi-contrat.

Article III-2-4 Etat de la dette

Collectivité :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Montant de la dette	896 660 €	833 573 €	800 004 €	765 006	728 515 €	690 464 €	623 605 €	609 404 €	566 246 €
Capacité de remboursement	187 148 €	222 159 €	218 495 €	219 144€	210 544 €	259 617 €	268 035 €	245 776 €	259 997€
Durée d'extinction de la dette	4,79 ans	3,75 ans	3,66 ans	3,49 ans	3,46 ans	2,65 ans	2,32 ans	2,48 ans	2.17 ANS

Article III-2-5 Actions de solidarités :

2.5.a) Abandons de créances / versements à un fond de solidarité

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Variation
Abandons de créance délégataire	1 242.13 €	1 355 €	735 €	823 €	142 €	484 €	417.78 €	568.72 €	928 €	+ 63 %
Abandon de créance collectivité	0	0	0	0	0	0	0	0	0€	NS
Taux en €/m3 facturé	0.002	0.002	0.001	0.001	0.000	0.001	0.001	0.001	0.001	

2.5.b) Opérations de coopération décentralisée

Aucune opération de coopération décentralisée.

Chapitre III-3 Tableau récapitulatif des indicateurs

		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	NATIONAL
Indicateurs descriptifs des services											
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	16 073	16 114	16 227	16 235	16 273	16 299	16 360	16 399	16 514	
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	2.12 €/m3	2.135 €/m3	2.41 €/m3	2,43 €/m3	2,46 €/m3	2,52 €/m3	2,70 €/m³	2,78 €/m³	2,72 €/m³	2.32€/m3
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	1 j	1 j	1 j	1 j	1 j	1 j	1 j	1 j	1 j	
Indicateurs de performance											
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	98.5%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%	100%	91,3 %	100%	96.60%	100%	97%	90%	98.7%
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	115	120	120	120	120	120	120	120	120	103
P104.3	Rendement du réseau de distribution	81.10%	86.50%	94.80%	94,1 %	93,9 %	89.00%	85.20%	85.80%	87.50%	81.20%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	6.98	4.43	1.85	1.73	1.83	3.39	4.61	4.55	4.28	3.4
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	4.95	3.74	1.42	1.35	1.62	3.17	4.4	4.33	4	3
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0.24%	0.41%	0.51%	0.65%	0.71%	0.49%	0.42%	0.45%	0.57%	0.66%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	40%	40%	40%	40%	80%	85%	87%	87%	87%	77%
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité (€/m3 facturés)	0.002	0.002	0.001	0.001	0.000	0.001	0.001	0.001	0.001	0.007
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	1.45	0.36	0.91	2.38	1.79	1.94	1.94	2.26	2.26	2.5
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	4.79	3.75	3,66	3.49	3.46	2,57	2.32	2.48	2.17	3.2
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	1.78%	1.42%	3.15%	2.75%	4.10%	3.14%	2.80%	2.58%	2.58%	2.00%
P155.1	Taux de réclamations	0.91	0.73	0	0.37	1.43	1.59	1.24	1.74	1.74	2.8

Annexe 1 : Note AESN



République Française
Département du Val d'Oise
Arrondissement de Sarcelles

Acte certifié exécutoire après avoir
été

Transmis au représentant de
L'Etat le : **25 NOV. 2025**

Publié le : **25 NOV. 2025**

La Maire, Jacqueline HAESINGER

DELIBERATION N°.2025.068

L'an deux mille vingt-cinq, le 19 novembre, à 20h00, s'est réuni en séance publique le Conseil Municipal de la Ville de Fosses, légalement convoqué en date du 12 novembre, sous la présidence de Madame Jacqueline HAESINGER, Maire.

PRESENTS : JACQUELINE HAESINGER, BLAISE ETHODET-NKAKE, JEANICK SOLITUDE, GILDAS QUIQUEMPOIS, FLORENCE LEBER, DOMINIQUE DUFUMIER, PATRICK MULLER, CHRISTOPHE LUCAS, LAUREN LOLO, PIERRE BARROS, SONIA LAJIMI, FELIX MIRAM, TANIA KITIC, FRANCK BLEUSE, HUBERT EMMANUEL EMILE, MARJORY QUIQUEMPOIS, CONRAD-REMI BOULON, DIDIER EISCHEN, GABRIEL NGOMA, VICTOR SOLSONA

EXCUSES REPRESENTES PAR POUVOIR : LEONOR SERRE A SONIA LAJIMI, MICHEL NUNG A TANIA KITIC, JEAN MARIE MAILLE A BLAISE ETHODET-NKAKE, EMELE JUDITH A FRANCK BLEUSE, CONSUELO NASCIMENTO A CHRISTOPHE LUCAS, DAVID FELICIE A DIDIER EISCHEN, BELWALID PARJOU A VICTOR SOLSONA

ABSENTS : CINDY BOURGUIGNON, GILDO VIERA

Tania KITIC est élue secrétaire à l'unanimité.

QUESTION N° 6 : RAPPORT D'ACTIVITE 2024 DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATIONS MULTIPLES FOSSES-MARLY-LA-VILLE (SIFOMA)

RAPPORTEUR : PIERRE BARROS

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5211-39 ;

Vu la délibération du Comité syndical, en date du 14 octobre 2025, adoptant le rapport d'activité 2024 du SIFOMA ;

Vu le rapport d'activité 2024 du SIFOMA ;

Considérant que les délégués de la commune rendent compte une fois par an au Conseil municipal de l'activité annuelle du SIFOMA ;

Après en avoir délibéré,

- **PREND ACTE** de la présentation au Conseil municipal du rapport d'activité 2024 du SIFOMA.

Le conseil prend acte.

La Maire,
Jacqueline HAESINGER



La secrétaire de séance,
Tania KITIC



RAPPORT D'ACTIVITE 2024

CENTRE DE SANTE FRANCINE LECA

SOMMAIRE

1.	LA DESCRIPTION DU CENTRE DE SANTE ET SON FONCTIONNEMENT	page 3
	a) Gestion et implantation	
	b) Le personnel du centre de santé	
2.	ACTIVITE 2024	pages 4 à 7
	a) Les actions de prévention	
	b) Les stages	
	c) La Communauté professionnelle territoriale de santé	
3.	L'ACTIVITE EN CHIFFRES	pages 8 à 13
	➤ Répartition des patients	
	➤ L'activité médicale	
	➤ L'activité administrative	
	➤ Les réunions de concertations pluridisciplinaires	
3.	BUDGET et L'ACCORD NATIONAL	pages 13-16
4.	ORIENTATIONS 2025	pages 16- 17

1. LA DESCRIPTION DU CENTRE DE SANTE ET SON FONCTIONNEMENT

a) Gestion et implantation du centre municipal de santé

Le centre de santé est porté par le SIFOMA, Syndicat intercommunal de Fosses-Marly-la-Ville, dont le président était le Maire de Fosses, Monsieur Pierre BARROS jusqu'au 07 novembre 2023. Depuis, la Présidence est assurée par Monsieur Daniel Mella, 1^{er} adjoint au maire de Marly-la-Ville.

Le siège est situé à l'hôtel de ville de Fosses, 1 place du 19 mars 1962 – 95470 Fosses.

Le centre de santé est situé au centre-ville de Fosses. Implanté sur la place centrale du 19 mars 1962, en bas d'immeuble dans la suite d'un linéaire commercial, il s'est installé dans une coque à aménager acquise par le SIFOMA en 2018 auprès de l'investisseur commercial SOPPEC, pour une surface de 326,60 m².

b) La composition de l'équipe

En 2023, le personnel est composé :

- d'1 médecin généraliste, coordonnateur du centre de santé, dont l'activité est exercée à raison de 20 heures hebdomadaires, le Dr Christian Laurent ;
- de 2 médecins généralistes à temps plein, les Docteurs Odile Mai et Lise Le Roy-Viator ;
- d'1 médecin généraliste, pratiquant des consultations de médecine générale et de gynécologie, à raison de 31h30 hebdomadaires, le Docteur Astrid Nicolas ;
- d'1 sage-femme à temps plein, Mme Nadège BOURREAU ;
- d'1 infirmière à 80% Mme Stéphanie MOLINA ;
- d'1 directrice administrative et financière, à temps plein, Mme Aïssata AW ;
- de 4 agents d'accueil et d'administration, dont 3 à temps plein, 1 agent à 70%. Il s'agit de Mesdames Jennifer Lagny, Priscilla Mathieu, Eugénie Ben Romdane et Tiphany Sanchez

2. ACTIVITE 2024

Le centre de santé connaît une dynamique de développement, marquée par une augmentation constante du nombre de patients pris en charge, ainsi qu'une diversification progressive des services proposés notamment en matière de prévention.

Par ailleurs, l'arrivée de nouveaux médecins sur la commune de Saint-Witz en septembre 2024 a permis de renforcer l'offre de soins sur le territoire. Cela a facilité l'orientation, par les secrétariats, d'une partie de la population sans médecin traitant vers ces nouveaux praticiens, contribuant ainsi à une meilleure répartition de la patientèle même si le centre de santé reste saturé tant la demande est forte.

Dans une logique de coordination renforcée, le centre de santé participe activement à la mise en place de la **Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS)** du territoire, dont le lancement opérationnel est prévu courant 2025. Cet engagement témoigne de la volonté du centre de s'inscrire pleinement dans une dynamique territoriale de collaboration et de parcours de soins coordonnés, au bénéfice des patients.

a) Les actions de préventions

Des actions collectives de sensibilisation et de prévention ont été organisées auprès de la population.

15 février 2024 : gestes d'urgence



25 avril 2024 : Activité Physique adapté et atelier avec Auguy Black, éducateur sportif



13 juin 2024 : semaine national du diabète

Les participants présentant un risque élevé de développer le diabète de type 2 dans les 10 ans à venir ont reçu des conseils personnalisés pour réduire leur risque et ont été encouragés à consulter leur médecin traitant pour discuter et évaluer leur risque de diabète. Les autres participants ont également reçu des conseils personnalisés pour maintenir un risque faible ou réduire leurs facteurs de risque.



17 octobre 2024 : Maladies cardio-vasculaires et diabète



b) Les stages

Comme chaque année depuis cinq ans des étudiants de la faculté de médecine de Bobigny viennent se former. En 2024, ce sont **2 internes en médecine générale** qui ont été accueillis par les docteurs Odile Mai et Lise Le Roy-Viator.

Compte tenu de la diversité des actes, les stagiaires ont également eu l'occasion d'assister à des consultations de gynécologies avec le Docteur Astrid Nicolas.

Le centre a également accueilli **1 étudiante de l'institut de formation en soins infirmiers** de Gonesse pendant 8 semaines auprès de Stéphanie Molina. Une convention tripartite (étudiant, IFSI de Gonesse et centre de santé) a été signée afin de permettre à l'étudiante d'avoir une formation à temps plein et de se former sur des pratiques libérales et en centre de santé public.

Une stagiaire en seconde (lycée) a également été accueillie pendant 15 jours auprès de l'équipe administrative.

c) La communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS)

Une première réunion réunissant une quarantaine de professionnelles de santé s'est tenue le 20 septembre 2024 en présence de l'Agence régionale de santé du Val d'Oise et de la Caisse Primaire d'assurance maladie du Val D'Oise

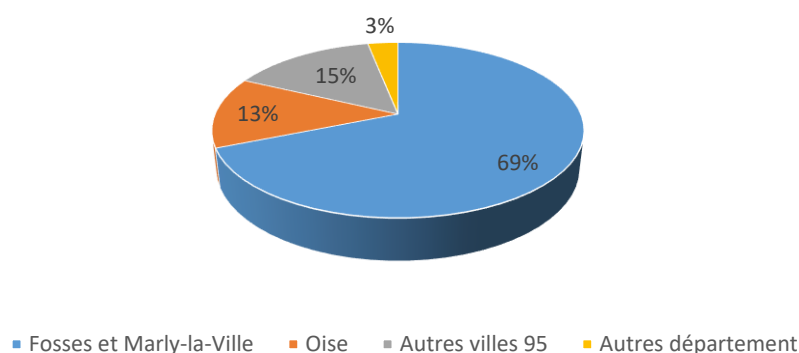


3. L'ACTIVITE EN CHIFFRES

Origine des patients (11 premières communes)

Ville	2019	2020	2021	2022	2023	2024
FOSES	2980	3 177	3030	3188	3226	3120
MARLY LA VILLE	498	639	656	684	849	802
SURVILLIERS	225	289	222	194	191	187
LA CHAPELLE EN SERVAL	83	262	277	283	288	278
LOUVRES	99	132	103	107	120	128
ORRY LA VILLE	31	119	117	113	121	117
VEMARS	104	101	86	91	111	98
PUISEUX EN FRANCE	62	75	61	55	66	68
GOUSSAINVILLE	87	73	85	73	80	66
SAINT WITZ					64	57
PONTARME	0	49	44	40	47	45

Répartition des patients par origine géographique



- Fosses et Marly-la-Ville**

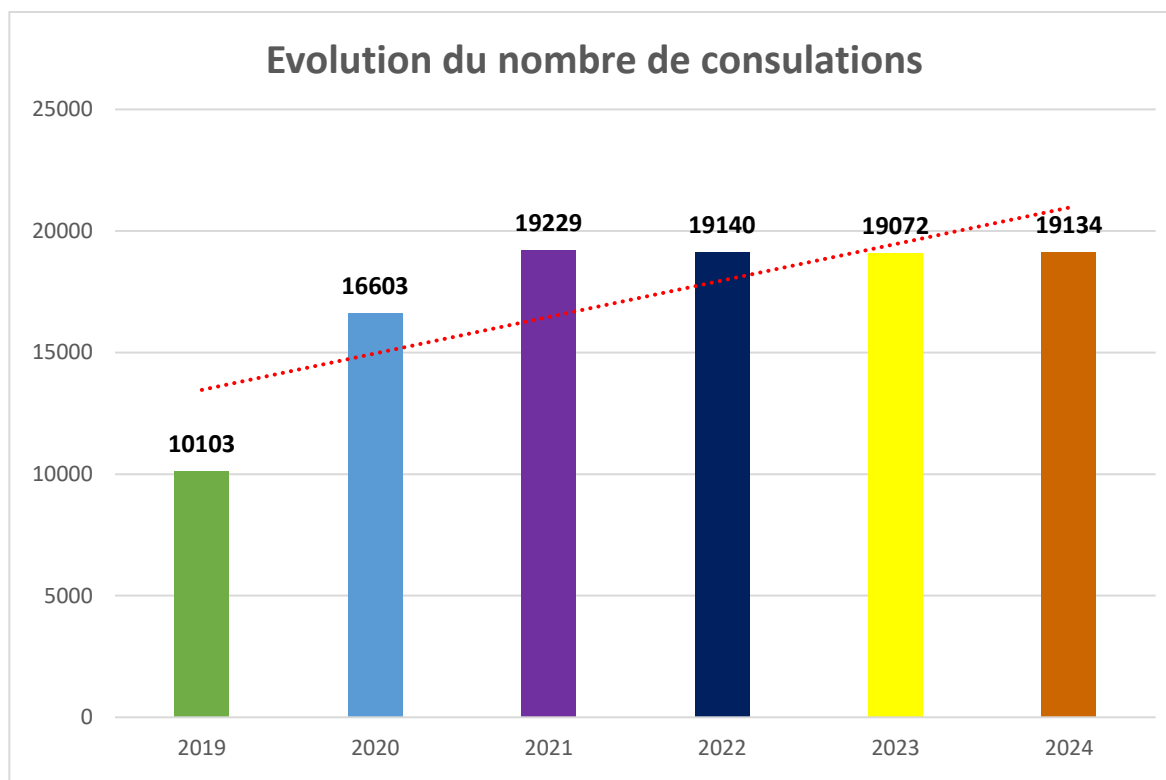
69 % des patients viennent de cette zone. Cela indique que le centre de de santé à une **forte implantation locale**. La majorité de la patientèle provient directement du **bassin de vie immédiat**.

- Autres villes du Val-d'Oise (95) : 15 %

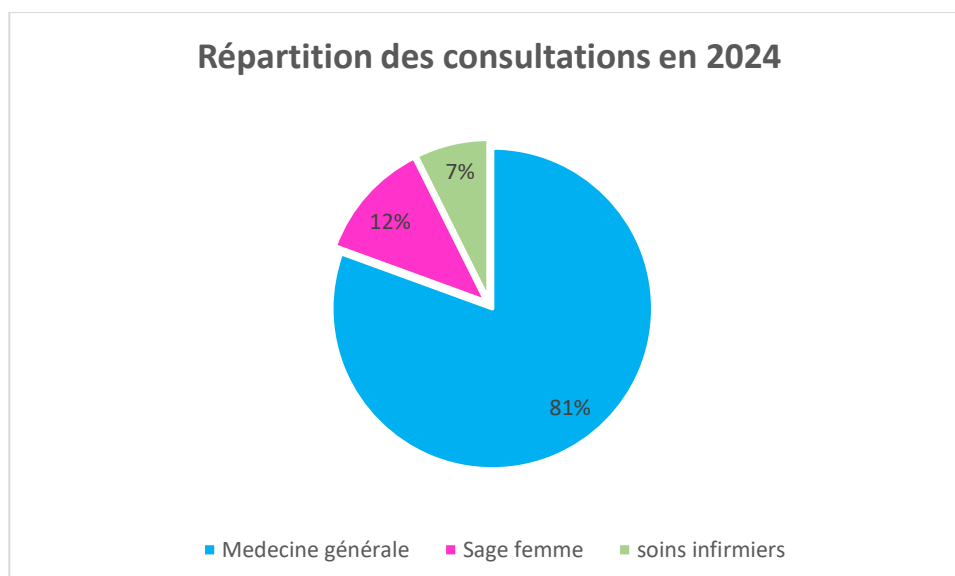
- Oise : 13 %
- Autres départements : 3 %

➤ L'activité médicale

19 134 passages ont été facturés en 2024.



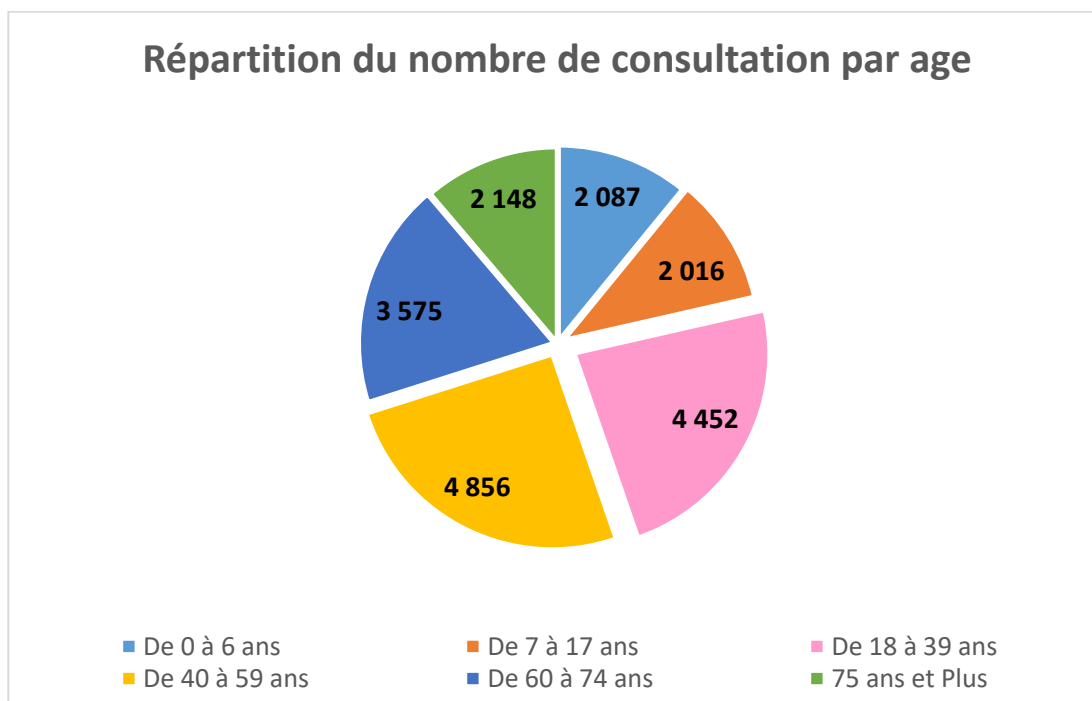
On note une stabilisation autour de 19 000 passages par an. La tendance (ligne rouge pointillée) reste orientée à la hausse, mais le rythme ralentit depuis 2021.



ZOOM SUR LES ACTES SPECIFIQUES

- ✓ 1216 consultations de pédiatrie
- ✓ 2564 consultations de gynécologies dont :
 - 459 consultations de suivi de grossesse
 - 152 poses ou retrait de stérilet
 - 70 poses ou retrait d'implant contraceptif
- ✓ 212 séances de rééducation périnéale
- ✓ 64 consultations pour IVG médicamenteuse
- ✓ 93 patientes pour les ateliers de groupe - préparation à la naissance
- ✓ 122 consultations postnatales
- ✓ 51 dossiers MDPH contre 51 en 2023 et respectivement 7 en 2021 et 2022
- ✓ 55 visites à domicile en 2024 contre 29 en 2023
- ✓ 208 consultations de médecines agréées (permis de conduire et plongée)
- ✓ 1627 actes de soins infirmiers dont :
 - 591 vaccinations (enfants et rappel adultes)
 - 225 pansements
 - 35 vaccinations antigrippales
 - 16 actes de spirométrie
 - 62 ECG
 - 14 injections grossesse
 - 308 injections
 - 115 dépistages COVID

📊 Consultations par tranche d'âge



Une forte demande de soins dans la tranche **40 à 59 ans** (population active locale), suivie de près par les **18 à 39 ans** → population jeune, potentiellement parents de jeunes enfants (corrélé avec les consultations pédiatriques). Les besoins sont donc variés : soins adultes, prévention, maternité, pédiatrie.

Les prises en charges

7 029 consultations ont été prises en charges à 100 % par les caisses de sécurité sociales ou par les assurances.

Sur 2024, il y a eu une augmentation significative :

- **Des patients exonérés avec la CMU (Couverture maladie universelle) :** +131 (+10,8 %) → reflète un élargissement de la couverture maladie universelle
- **Exonération ALD (affection de longues durées) :** +367 (+8,8 %) → augmentation des patients atteints de maladies chroniques.

Catégorie	Nombre/Catégorie 2023	Nombre/ Catégorie 2024
A.M.E. (Aide médicale d'Etat)	75	42
AT / MP (Accident de travail/maladie professionnelle)	272	207
CMU : AMC (Prise en charge complémentaire par la sécu)	17	17
CMU : Caisse (bénéficiaire couverture maladie universelle)	1 216	1 347
Exo : Ass. ou Bénéf. (invalidité)	170	191
Exo : Rapport ALD (Affection de longue durée)	4 159	4 526
Exo : Soins Part. (prise en charge IVG, ou régime particulier)	76	60
Maternité	732	639
Non Exonéré	12 354	12 105

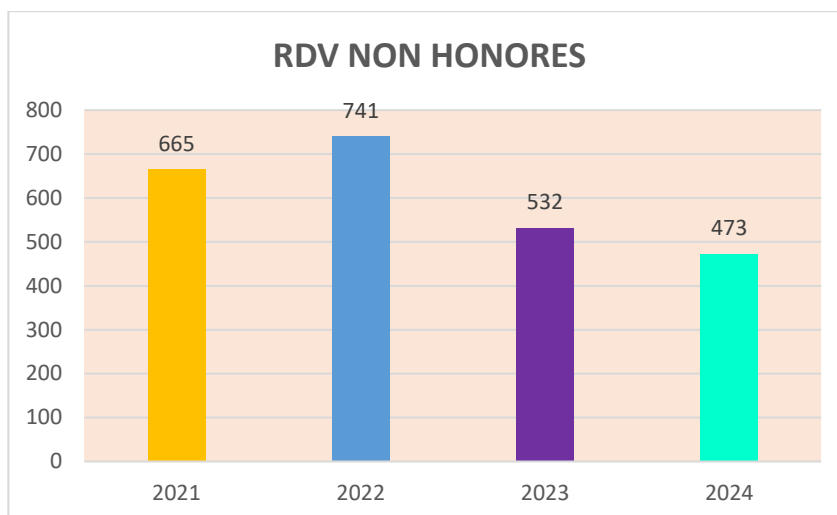
➤ L'activité administrative

➤ Les rendez-vous

23 625 rendez-vous ont été pris en 2024. Certains ont été annulés puis reportés, d'autres non honorés et d'autres annulés tout simplement.

En 2024, 473 RDV non honorés contre 532 en 2023, 741 en 2022 et 665 en 2021.

Bien que le nombre de rendez-vous non honorés ait diminué de manière significative par rapport aux années précédentes (-36% entre 2022 et 2024), il reste préoccupant. Les chiffres montrent une tendance à la baisse, ce qui est encourageant, mais il est essentiel de continuer à travailler sur cette problématique en continuant les rappels de RDV (Doctolib, sms, email, téléphone).



➤ Le traitement des rejets

Un travail quotidien sur le traitement des rejets des feuilles de soins qui génèrent des impayés est fait au niveau administratif.

La CPAM du Val-d'Oise met en place un contrôle qualité de la facturation des centres de santé. Ce contrôle, mensuel, permet notamment de suivre le taux de rejet ainsi les motifs de rejets les plus récurrents.

Le seuil de tolérance de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie est de 2%.

Suite à ce contrôle qualité, nous vous informons que le taux de rejet pour le centre de santé est autour de 0.11% mensuel

Cela indique que le centre de santé gère très efficacement sa facturation et le traitement des feuilles de soins, avec un taux de rejet bien en dessous du seuil de tolérance fixé par la CPAM. Un taux de rejet de 0,11 % est excellent et témoigne d'une bonne organisation administrative et d'une attention particulière portée à la qualité des soins et à la facturation.

Ce résultat favorable peut également réduire les impayés et améliorer la trésorerie du centre. Il est essentiel de continuer à analyser les motifs de rejet afin d'identifier les éventuelles améliorations à apporter dans le processus de facturation, même si le taux est déjà très bas.

En continuant à maintenir ce niveau de qualité, le centre de santé pourra non seulement assurer un bon fonctionnement interne, mais aussi renforcer sa réputation auprès des patients et des autorités de santé.

➤ REUNIONS DE CONCERTATION PLURIDISCIPLINAIRES (RCP)

La RCP réunit l'ensemble de l'équipe soignante et la direction et parfois l'ensemble du personnel et permet ainsi d'échanger sur les cas de patients complexes afin de proposer une prise en charge adaptée à chaque patient. Elle permet également de faire un point sur les actions du centre de santé et d'échanger sur les difficultés rencontrées.

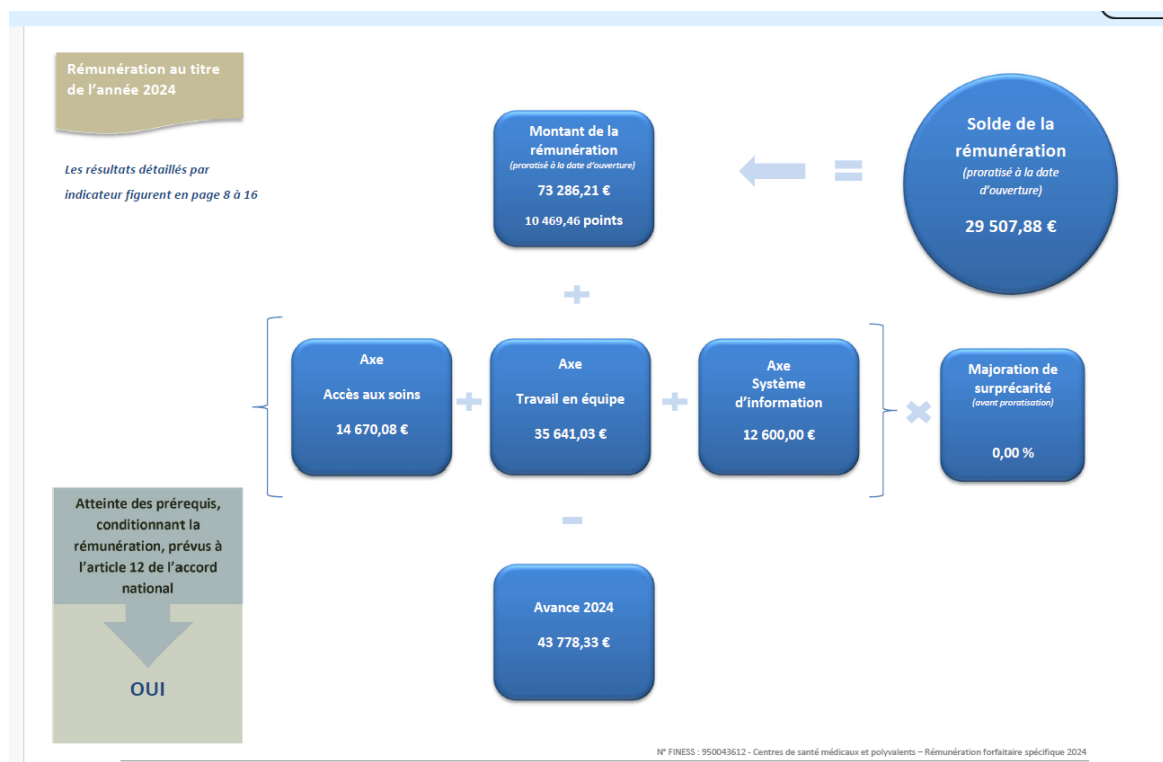
Date de la réunion	Thème – ordre du jour
30/01/2024	Œdèmes pulmonaires
27/02/2024	Patients vulnérables (suivi psy)
02/04/2024	Insuffisance cardiaque
11/06/2024	Rachis sémiologie
17/09/2024	Rachis dégénératif
20/09/2024	CPTS – réunion de lancement rencontre partenaires
08/10/2024	Point ETP diabète - quid des patients polypathologiques
11/11/2024	Visites à domicile demande ++
05/12/2024	Dermatologie – suivi des patients

3. BUDGET ET ACCORD NATIONAL

Le centre de santé est signataire de l'accord national qui organise les rapports entre les centres de santé et l'assurance maladie. Cet accord prévoit des financements qui se décomposent comme suit : Accessibilité, Organisation et Coordination (AOC). L'AOC est présenté sous forme d'un tableau dans lequel les engagements socles et les engagements optionnels des centres de santé sont traduits en valeur de points à 7 euros l'unité et selon le profil du centre (polyvalent, médical, dentaire ou infirmier). En fonction des indicateurs atteints une rémunération est déclenchée pour la structure.

✓ Atteintes des indicateurs

Le centre de santé a répondu au bloc commun principal ce qui a permis de déclencher la rémunération.

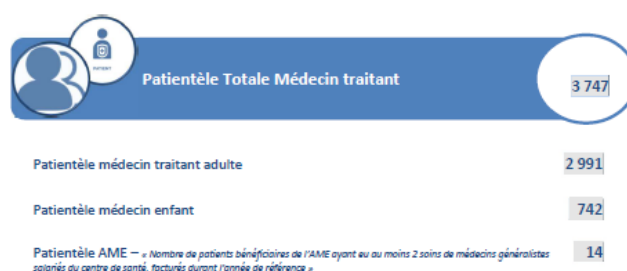


➤ PATIENTELE MEDECIN TRAITANT (PMT)

La patientèle médecin traitant est calculée selon les caractéristiques de la patientèle observées chaque année. Ainsi, au 31/12/2024, la PMT s'élevait à 3747, contre 3664 patients déclarés fin 2023 soit 83 patients en plus pour 3.5 ETP médecins.

La PMT est rémunérée dans le cadre de l'accord national et les aides sont versées en fonction de la caractéristique du patient selon le tableau suivant.

Situation arrêtée au 31/12/2024



➤ LES RECETTES

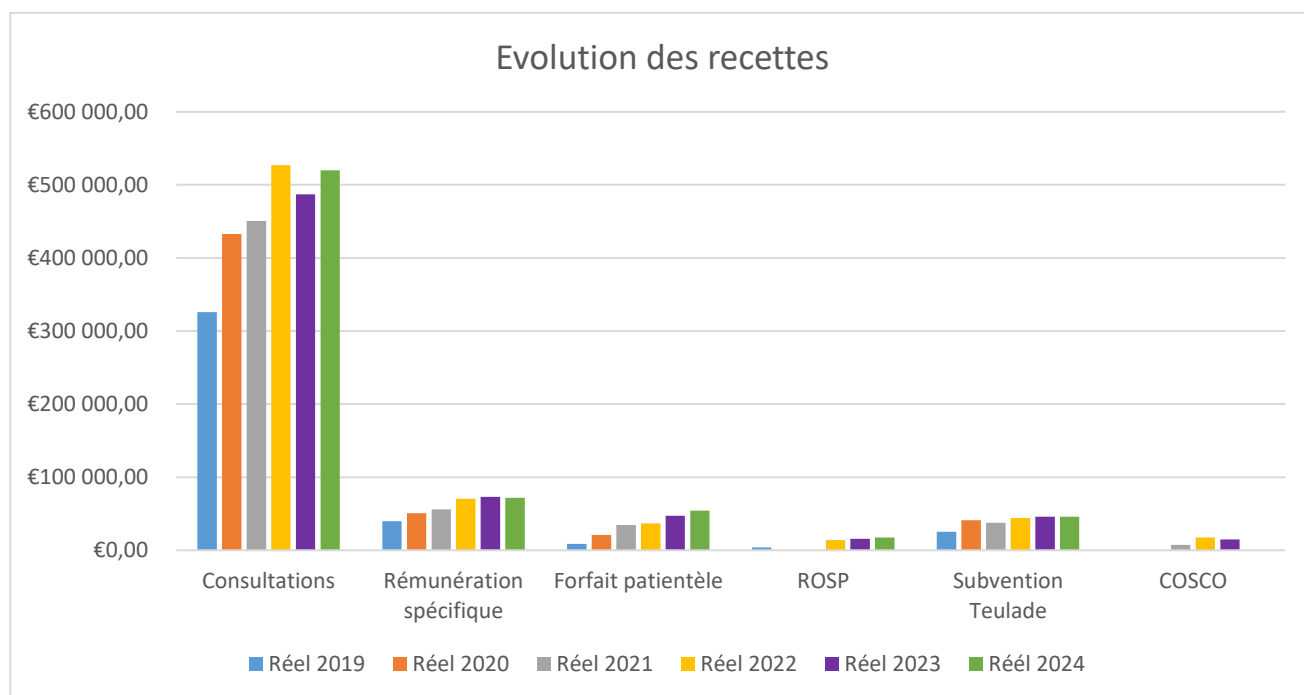
Type	Réel 2019	Réel 2020	Réel 2021	Réel 2022	Réel 2023	Réel 2024
Consultations	325 864,78 €	432 553,19 €	450 696,00 €	526 885,00 €	487 266,94 €	519 878 €
Rémunération spécifique	39 615,00 €	50 532,33 €	55 926,80 €	70 393,72 €	72 964,00 €	71 803,88 €
Forfait patientèle	8 848,00 €	21 023,00 €	34 370,00 €	36 705,00 €	47 421,00 €	54 057 €
ROSP	3 923,58 €		- €	14 052,36 €	15 778,00 €	17 423,32 €
Subvention Teulade	25 381,64 €	41 028,00 €	37 764,87 €	44 017,32 €	46 068,73 €	45 713,37 €
COSCO			7 500,00 €	17 500,00 €	15 000,00 €	
TOTAL	403 633,00 €	545 136,52 €	581 992,43 €	695 501,04 €	682 773,03 €	707 230,25 €

ROSP - Rémunération sur objectif de santé publique

Teulade : Cette subvention sert à compenser la prise en charge par l'Assurance Maladie d'une partie des cotisations maladie (ASM) et vieillesse (ASV) des professionnels libéraux.

La subvention dite "TEULADE" consiste à **rembourser** 11,5 % de l'assiette des cotisations patronales (maladie, maternité, invalidité, décès)

COSCO : Contrat de Stabilisation et de coordination = contrat d'aide au maintien



Le centre de santé a encaissé 519 878 € € d'actes de consultations en 2024 soit une moyenne de 43 323 € par mois.

Une avance sur la rémunération spécifique (accord national) au titre de l'année 2024 a été versée en mai 2024 pour un montant **de 43 778 €**. Cela correspond à l'atteinte d'indicateurs sur l'accès aux soins, le travail en équipe et l'utilisation d'un système d'information labellisé. Le solde est versé sur l'année N+1 après déclaration avant le 28 février de chaque année de l'ensemble des indicateurs et contrôle par l'assurance maladie. Le solde de l'exercice 2024 a été de **29 507,88 €**. Cette somme a été versée en mai 2025. Une avance de **43 971,22 €** à également été versée pour l'exercice 2025 sur cette même période.

Concernant le forfait patientèle, celui-ci fait l'objet d'un versement trimestriel, sur la base d'acomptes au cours de l'année N. Il est régularisé au premier trimestre de l'année N+1. Le réel n'étant communiqué qu'en mars de l'année N+1, il est difficile de le budgéter correctement. Ainsi, en 2025, **13 514 €** seront versés en juin, septembre et novembre.

➤ **Le COSCO**

Le Contrat de Stabilisation et de coordination (COSCO) a été signé avec l'ARS et l'assurance maladie en juin 2021

Le COSCO est un contrat qui a pour but d'encourager les centres de santé implantés en zones sous denses pour les inciter à maintenir leur activité dans ces territoires en valorisant notamment leurs démarches de prise en charge coordonnée de leurs patients.

Au titre de l'exercice 2023, le centre de santé a perçu 15 000€. Cette somme est versée en mai 2024.

Pour l'année 2024, cette somme a été reconduite à hauteur de 15 000€ et sera versée au second semestre 2025.

➤ **La ROSP (rémunération sur objectif santé publique)**

La ROSP est calculée en fonction d'atteintes des indicateurs de pratique clinique du centre de santé.

En mai 2025, 17 423,32€ ont été perçus au titre de l'année 2024.

4. ORIENTATIONS 2025

- **Les orientations en matière de recettes.**

Les recettes du centre de santé sont évaluées en 2025 comme suit :

Recettes de fonctionnement 2024	
Consultations	500 000,00 €
Rémunération spécifique avance + solde	70 000,00 €
FORFAIT PATIENTELE	40 000,00 €
Teulade	42 000,00 €
COSCO	15 000,00 €

- **L'accueil d'internes de niveau 2 (SASPAS)**

Les Dr Mai et Le Roy Viator accueilleront en 2025 leurs premiers étudiants en médecine de niveau 2.

Ces étudiants en médecine, issus de la faculté de médecine de Bobigny apportent une plus valu budgétaire au centre de santé puisqu'ils consultent seule et contribuent ainsi à l'augmentation du nombre de consultations tout en étant supervisés par les médecins du centre. Cette initiative permettra non seulement de former les futurs médecins dans un environnement pratique, mais également de soulager la charge de travail des médecins en place, tout en garantissant un suivi de qualité pour les patients.

De plus, l'intégration des étudiants en médecine au sein du centre de santé favorise les échanges de connaissances et d'expériences entre les praticiens et les étudiants, enrichissant ainsi l'apprentissage des uns et l'enseignement des autres.

- **Consultations de dermatologie**

Dans le cadre de l'évolution des besoins de la population et de la réorganisation de l'offre de soins en dermatologie sur notre territoire, le centre de santé souhaite s'équiper d'un dermatoscope pour l'année 2025.

Suite au départ à la retraite du dermatologue exerçant à Louvres, il n'y a désormais plus de dermatologue disponible localement. Cette situation engendre une augmentation des demandes de consultations dermatologiques, que notre structure souhaite pouvoir prendre en charge en première intention.

Le Dr Mai, médecin généraliste au sein du centre, est d'ores et déjà inscrite à une formation en dermoscopie, ce qui permettra d'assurer un premier avis en ville, avant une éventuelle orientation vers un spécialiste en dermatologie.

Cet équipement permettra ainsi d'améliorer la prise en charge précoce des pathologies cutanées, de limiter les retards de diagnostic, et de réduire les délais d'accès aux soins spécialisés.

- **La prise en charge de l'obésité infantile**

Le centre de santé souhaite promouvoir et mettre en place le dépistage de l'obésité chez l'enfant, développer et coordonner une action globale de proximité en direction des enfants et adolescents obèses et leurs parents au sein du centre de santé.

Un travail est à mener avec le REPOP (réseau pour la prise en charge et la prévention de l'obésité en pédiatrie) en 2025 afin de nouer un partenariat pour une prise en charge en réseau des enfants et des adolescents.

- **La CPTS**

La construction de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) se poursuivra tout au long de l'année 2025, avec pour objectif l'élaboration concertée du projet de santé territorial. La signature officielle du contrat est prévue au dernier trimestre 2025, et la CPTS devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'année.

Le centre de santé s'est d'ores et déjà engagé activement dans cette dynamique, en se positionnant sur plusieurs axes de travail prioritaires dont :

- Le diabète
- L'obésité infantile
- L'addiction à l'alcool
- La vaccination
- L'accompagnement des professionnels et la qualité des soins

Cet engagement témoigne de la volonté du centre de contribuer à une meilleure coordination des soins et à la promotion de la santé sur le territoire.



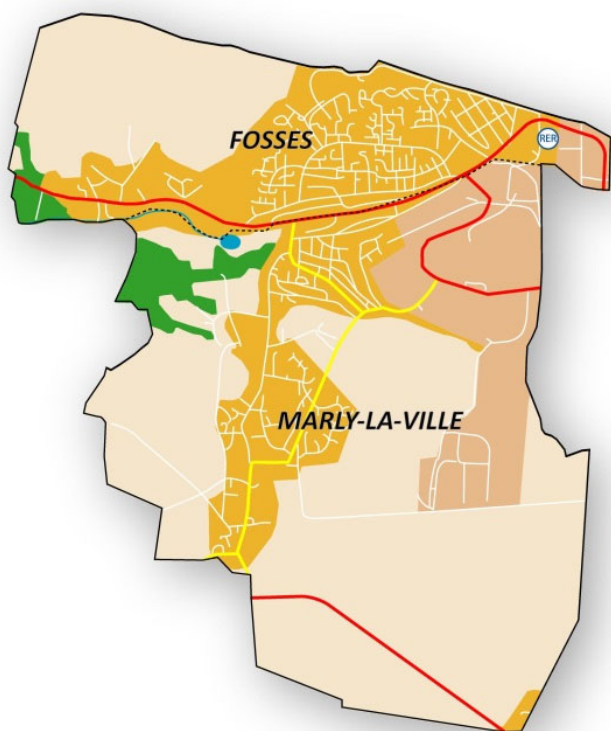
RAPPORT D'ACTIVITE 2024

DU SIFOMA

SOMMAIRE

1. IDENTITE DU SYNDICAT Historique et objet Territoire Comité et bureau syndical Gestion du syndicat	PAGE 3-4
2. ACTIVITE 2024 Faits marquants de l'année Comités syndicaux	PAGE 5 -7
3. BUDGET 2024 Investissement et fonctionnement Principaux ratios	PAGE 5-10
4. ANNEXE Délibérations adoptées	PAGE 11-16

1. IDENTITE DU SYNDICAT



1.1 Historique et objet

Le SIFOMA, Syndicat intercommunal à vocation multiple de Fosses et Marly-la-Ville, a été créé le 23 juin 1986, par les deux communes pour gérer en commun le cinéma de l'Ysieux, désormais porté par l'agglomération Roissy Pays de France.

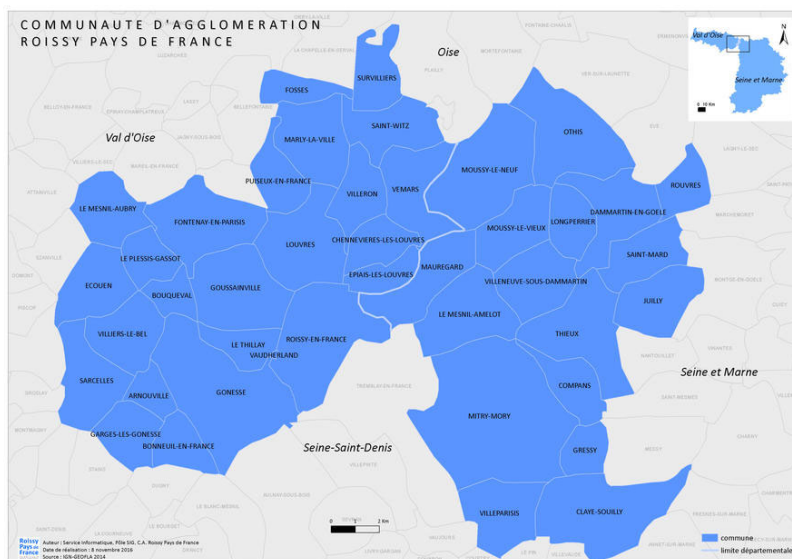
Il a désormais pour objet la mutualisation de moyens pour la construction et la gestion d'équipements publics, la réalisation et le fonctionnement de services communs aux deux villes (cf. les nouveaux statuts du syndicat approuvés le 24 mai 2016).

Il est devenu aujourd'hui un outil précieux pour Fosses et Marly-la-Ville afin d'assurer :

- la gestion de l'éclairage public et du petit entretien courant de la route départementale 922,
- le portage et la gestion d'autres moyens, comme le Centre de santé Fosses - Marly-la-Ville, Francine LECA.

1.2 Territoire

	Maires	Habitants au 1 ^{er} janvier 2024	Agglomération
Fosses	Jacqueline Haesinger	10 109 habitants	CA Roissy Pays de France
Marly-la-Ville	André Specq	5 664 habitants	



1.3 Comité et bureau syndical

Au 31 décembre 2024, le comité syndical est composé de 6 membres :

- Trois délégués de la ville de Fosses : Pierre Barros, Gildas Quiquempois et Cindy Bourguignon
- Trois délégués de la ville de Marly-la-Ville : Daniel Mella, Michèle Lelez-Huve et Fabien Pétrault.

Le bureau se compose comme suit (à compter du 07/11/2023) :

- Président : Monsieur Daniel MELLA,
- Vice-présidente : Madame Cindy BOURGUIGNON,
- Membres du bureau : Monsieur Gildas QUIQUEMPOIS, Monsieur Fabien PETRAULT

1.4 Gestion du syndicat

Le secrétariat du syndicat, le suivi technique des travaux et la gestion financière générale du syndicat sont portés par les services de la ville de Fosses : services techniques, Direction des finances et Direction générale des services par convention de mise à disposition de personnel.

1.5 Le personnel du SIFOMA

1. Le personnel du SIFOMA

L'ensemble du personnel attaché au syndicat est celui du centre de santé, il est constitué au 31/12/2022 de :

- 4 médecins : 2 à temps plein, 1 à 90 %, 1 à raison de 20 heures par semaine,
- 1 sage-femme à temps-plein,
- 1 infirmière à 80%
- 1 directrice administrative et financière à temps plein ;
- 3 agents d'accueil à temps plein, et 1 agent en CDD à 70 % pour accroissement temporaire d'activité

2. ACTIVITE 2024

2.1 Faits marquants de l'année

- **Le centre de santé Francine LECA de Fosses-Marly-la-Ville**

Le rapport d'activité du centre de santé est annexé à ce présent rapport.

- **La gestion de la route départementale RD 922**

Concernant la gestion de la route départementale 922, et comme chaque année, il s'agit de faire vivre le fonctionnement de l'éclairage public et des réseaux. C'est ainsi que les activités consacrées à cette gestion sont celles de :

- L'entretien et la réparation des voiries,

- L'entretien et la réparation des réseaux, notamment ceux de l'éclairage public,
- La gestion des illuminations pour la période de Noël.

Pour 2024, les dépenses d'investissement étaient limitées. Pour la partie technique de la gestion du SIFOMA, il s'agissait du remplacement des lampes de l'éclairage public en LED, situées avenue Henri Barbusse ; avenue gérée par le SIFOMA. Ce projet est porté par la collectivité de Fosses et s'étend sur une durée de 5 années. En 2024, il a été proposé de finaliser l'avenue Henri Barbusse, y compris sur la partie en gestion du SIFOMA. C'est ainsi que les travaux pour cette gestion spécifique ont été les suivants en 2024 :

Libellé	Montant TTC
BARRIERES SECURISATION PASSAGE PIETONS ECOLE AV BARBUSSE	3 192,00
PANNEAU C20 AV BARBUSSE SECURISATION PIETONS ECOLE	5 614,56
REMPLACEMENT LED EC LAIRAGE PUBLIC - SIFOMA	53 908,62
TOTAL	62 715,18

2.2 Comités syndicaux

Le Comité syndical s'est réuni à 4 reprises et a adopté 11 délibérations (recueil en dernières pages) :

MARDI 16 JANVIER 2024	
2024.01	Décision modificative du n°3 du budget 2023 du SIFOMA
2024.02	Admission en non-valeur de créances irrécouvrables présentées par le comptable de la collectivité
2024.03	Ouverture des crédits d'investissement 2024
Décision 2024.01	Renouvellement du contrat de maintenance du rideau métallique
MARDI 28 FEVRIER 2024	
2024.04	Débat d'orientation budgétaire 2024
Décision 2024.02	Adhésion au réseau de santé Opalia 2024
MARDI 19 MARS 2024	
2024.05	Adoption du règlement budgétaire et financier de la collectivité
2024.06	Désignation du Président de séance pour l'adoption du compte administratif de la collectivité
2024.07	Approbation du compte de gestion 2023 du SIFOMA
2024.08	Compte administratif 2023 du SIFOMA
2024.09	Affectation des résultats 2023
2024.10	Adoption du budget primitif 2024
Décision 2024.03	Convention de partenariat avec la société Do Well
MARDI 08 OCTOBRE 2024	
2024.11	Rapport d'activité 2023 du SIFOMA

3. BUDGET 2024

3.1. Le budget de fonctionnement 2024

Les dépenses réelles de fonctionnement étaient évaluées à 965 280 € en 2024 et portaient sur les éléments suivants :

- Les charges de gestion courante, charges à caractère général (chapitre 011) : 96 580 € ;
- Les dépenses de personnel : 840 000 € ;
- Les autres charges de gestion courante : 28 700 € ;

- Les charges financières : 36 015 €.

Ces éléments sont précisés sur les tableaux présentés ci-après.

Tableau récapitulatif des dépenses réelles de fonctionnement au BP 2024 - SIFOMA

CHAPITRE	NATURE	LIBELLE	ANTENNE	BP 2023	CA 2023	BP2024
11	611	Contrats de prestation de service	CENTRE DE SANTE	8 900,00	7 014,00	8 600,00
11	611	Contrats de prestation de service	FIPJ	500,00	252,00	0,00
11	627	Services bancaires	CENTRE DE SANTE	200,00	136,62	180,00
11	6042	Services extérieurs	CENTRE DE SANTE	900,00	557,54	800,00
11	6064	Fourn., abo.	FIPJ	0,00	0,00	0,00
11	6064	Fourn., abo.	CENTRE DE SANTE	5 500,00	5 935,63	6 300,00
11	6068	Autres matières fournitures	CENTRE DE SANTE	3 300,00	1 855,91	2 900,00
11	614	charges locatives	FIPJ	2 250,00	0,00	600,00
11	6135	Locations mobilière	CENTRE DE SANTE	400,00	336,00	400,00
11	6156	Maintenance	CENTRE DE SANTE	6 700,00	5 227,79	6 800,00
11	6156	Maintenance	DST	6 000,00	3 190,76	6 000,00
11	6161	Assurances	CENTRE DE SANTE	2 700,00	1 786,06	2 000,00
11	6182	Frais div.	CENTRE DE SANTE	200,00	0,00	200,00
11	6184	Formations	CENTRE DE SANTE	1 500,00	380,00	1 000,00
11	6228	Honoraires	CENTRE DE SANTE	2 000,00	0,00	2 000,00
11	6232	fetes et ceremonie	DST	4 700,00	4 708,81	6 000,00
11	6232	fetes et ceremonie	CENTRE DE SANTE	2 500,00	840,00	1 500,00
11	6238	Divers	FIPJ	150,00	0,00	150,00
11	6251	Voyages et déplacement	CENTRE DE SANTE	700,00	0,00	4 900,00
11	6256	Frais Missions receptions	CENTRE DE SANTE	400,00	0,00	300,00
11	6257	Receptions	CENTRE DE SANTE	1 000,00	0,00	0,00
11	6261	Frais postaux	CENTRE DE SANTE	1 500,00	0,00	1 000,00
11	6281	Cotisations	CENTRE DE SANTE	1 000,00	460,00	800,00
11	6281	Cotisations	FIPJ	0,00	445,00	500,00
11	6283	Sous traitance Ménage	CENTRE DE SANTE	11 000,00	9 830,88	11 000,00
11	60611	Eau	CENTRE DE SANTE	750,00	0,00	750,00
11	60612	Electricité	CENTRE DE SANTE	14 200,00	7 917,27	10 000,00
11	60612	Electricité	DST	11 000,00	8 511,82	10 000,00
11	60624	Produits de traitement	CENTRE DE SANTE	2 500,00	1 538,20	2 000,00
11	60628	Achats	CENTRE DE SANTE	3 000,00	1 662,33	2 300,00
11	60631	Fournitures d'entretien	CENTRE DE SANTE	2 500,00	1 312,41	2 200,00
11	60632	Petit équipement	CENTRE DE SANTE	1 100,00	608,56	1 000,00
11	60636	Fournitures de travail	CENTRE DE SANTE	500,00	273,34	400,00
11	615231	entretien reparation voiries	DST	1 500,00	0,00	1 500,00
11	615232	entretien reparation réseaux	DST	1 500,00	0,00	1 500,00
11	63512	taxes foncières	CENTRE DE SANTE	0,00	0,00	0,00
11	615221	bâtiments publics	DST	0,00	584,60	1 000,00
11	615228	autres bâtiments	CENTRE DE SANTE	0,00	445,20	0,00
11		TOTAL		102 550,00	65 810,73	96 580,00

Pour le chapitre 65 :

CHAPITRE	NATURE	LIBELLE	ANTENNE	BP 2023	CA 2023	BP2024
65	6512	Redevances pour logiciels	CENTRE DE SANTE	21 000,00	14 377,20	21 000,00
65	6531	Indemnités du Président du SIFOMA	FIPJ	6 000,00	5 115,69	6 000,00
65	6533	Cotisations retraite	FIPJ	500,00	239,00	500,00
65	65888	Autres charges de gestion	CENTRE DE SANTE	0,00	61,45	1 000,00
65	6574	Subvention fonctionnement associations	FIPJ	2 000,00	2 000,00	0,00
65	6541	Créances admises en non valeur	FIPJ	0,00	0,00	200,00
65		TOTAL		29 500,00	21 944,38	28 700,00

Pour le chapitre 66 :

CHAPITRE	NATURE	LIBELLE	ANTENNE	BP 2023	CA 2023	BP2024
66	66111	Intérêt réglés à l'échéance	FIPJ	15 400,00	12 046,24	25 000,00
66	66112	Intérêts rattachements des ICNE	FIPJ	-400,00	11 237,76	10 000,00
66		TOTAL		15 000,00	23 284,00	35 000,00

Pour le chapitre 67 :

CHAPITRE	NATURE	LIBELLE	ANTENNE	BP 2023	CA 2023	BP2024
67	6718	Charges exceptionnelles	CENTRE DE SANTE	0,00	0,00	0,00
67	673	Titres annulés	CENTRE DE SANTE	2 500,00	279,88	1 000,00
67	678	Autres charges exceptionnelles	CENTRE DE SANTE	0,00	0,00	0,00
67		TOTAL		2 500,00	279,88	1 000,00

Une somme au chapitre 68 avait dû être également intégrée à hauteur de 15 euros en dépenses.

Pour le chapitre 12, la somme de 840 000 € a été inscrite au BP 2024, soit une évolution du +8,43 % par rapport à 2023, comme annoncé lors du DOB.

Il est nécessaire de préciser ici que cette évolution en 2024 est le fruit des augmentations imposées par la réglementation et par l'arrivée d'un nouveau médecin remplaçant au centre de santé, rémunéré en conséquence (ce qui assure aussi l'apport de nouvelles recettes et un nombre de consultations en hausse pour cette année, au bénéfice de la population). Une revalorisation salariale pour un agent était également prévue en 2024 à hauteur de 120 euros brut par mois.

Les recettes réelles de fonctionnement ont été évaluées en 2024 à 1 003 000 €.

Elles se répartissaient comme suit :

Recettes de fonctionnement 2024	
Consultations	495 000,00 €
Rémunération spécifique avance + solde	63 000,00 €
FORFAIT PATIENTELE	38 000,00 €
Teulade	42 000,00 €
COSCO	15 000,00 €
Participations des communes	350 000,00 €
TOTAL	1 003 000,00 €

Les recettes étaient estimées en hausse par rapport au BP 2023 (1 003 000 €). Concernant le centre de santé, les consultations étaient plus importantes que celles inscrites au BP 2023, qui étaient prévues à hauteur de 460 000 €.

Les participations des communes étaient maintenues à leur niveau de 2023 pour un montant de 350 000 €, soit

- 175 000 € pour la ville de Fosses
- 175 000 € pour la ville de Marly-la-Ville

Le budget de fonctionnement 2024 du SIFOMA s'élevait donc à 1 676 581.19 €.

Pour 2024, les dépenses d'investissement étaient limitées.

Elles s'articulaient comme suit :

- ✓ 9 133,63 € inscrits en reports, comme évoqué précédemment,
- ✓ Et des achats conformes à ceux inscrits dans le DOB 2024.

881 074,09 € inscrits dans la section de dépenses réelles d'investissement.

Notons, par ailleurs et pour compléter les dépenses d'investissement, que l'annuité de remboursement d'emprunt était prévue pour 26 000 € en 2024.

Les recettes d'investissement étaient les suivantes :

- 150,00 € de FCTVA ;
- 240 771,53 € d'excédent d'investissement reporté de 2023 sur 2024.
- 20 000 € de dotations aux amortissements
- 655 286,19 € de virement de la section de fonctionnement

Soit un budget d'investissement pour 2024 égal à 916 207.72 €.

Le budget consolidé du SIFOMA pour 2024 était le suivant :

Fonctionnement	1 676 581.19 €
Investissement	916 207.72 €
TOTAL	2 592 788.91 €

3.2. L'endettement du SIFOMA

L'état de la dette au 01/01/2024 est le suivant :

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD	Disponible (Revolving)
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	777 176 .55 €	100,00 %	
Ensemble des prêteurs	777 176.55 €	100,00 %	-

3.3. Les réalisations budgétaires au CA 2024 du SIFOMA

Au BP 2024, l'épargne brute au moment de la construction budgétaire était de 1 705 € et l'épargne nette était de -24 295 €. L'inflation depuis 2024 impactait lourdement les prévisions budgétaires.

Si l'épargne nette au moment de la construction budgétaire de 2024 était donc négative, elle s'est améliorée en gestion, c'est ainsi qu'en fin d'année 2024, nous observons les données suivantes, présentées au compte administratif 2024 :

En fonctionnement :

Dépenses		Budget Primitif	Crédits Ouverts	Réalizations
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	96 580,00	96 580,00	79 050,77
012	CHARGES DE PERSONNEL	840 000,00	840 000,00	821 206,87
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	0,00	0,00	0,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	28 700,00	28 700,00	13 629,42
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION COURANTE		965 280,00	965 280,00	913 887,06
66	CHARGES FINANCIERES	35 000,00	35 000,00	30 032,12
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 000,00	1 000,00	25,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	15,00	15,00	15,00
Total dépenses réelles		1 001 295,00	1 001 295,00	943 959,18
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	20 000,00	20 000,00	12 408,37
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	655 286,19	655 286,19	
Total dépenses d'ordre		675 286,19	675 286,19	12 408,37
002	RESULTAT REPORTE	0,00	0,00	0,00
Total général		1 676 581,19	1 676 581,19	956 367,55

Recettes		Budget Primitif	Crédits Ouverts	Réalizations
013	ATTENUATION DES CHARGES	0,00	0,00	0,00
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	495 000,00	495 000,00	519 878,00
73	IMPOTS ET TAXES	0,00	0,00	0,00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	508 000,00	508 000,00	591 473,71
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,00	0,00	3 743,87
TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE		1 003 000,00	1 003 000,00	1 115 095,58
76	PRODUITS FINANCIERS	0,00	0,00	0,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	0,00	21,08
Total recettes réelles		1 003 000,00	1 003 000,00	1 115 116,66
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	0,00	0,00
Total recettes d'ordre		0,00	0,00	0,00
002.	RESULTAT REPORTE	673 581,19	673 581,19	
Total général		1 676 581,19	1 676 581,19	1 115 116,66

Aussi, le solde de l'année en fonctionnement est de 158 749.11 €. Avec la reprise de l'excédent antérieur, le solde global s'est élevé au 31 décembre 2024 à + 832 330.30 €.

En investissement :

Dépenses		Reports N-1	Budget Primitif	Crédits Ouverts	Réalizations	R.A.R.
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 133,63	881 074,09	890 207,72	63 990,07	13 516,59
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total dépenses d'équipements		9 133,63	881 074,09	890 207,72	63 990,07	13 516,59
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00	26 000,00	26 000,00	25 905,89	0,00
020	DEPENSES IMPREVUES				0,00	0,00
Total dépenses réelles		9 133,63	907 074,09	916 207,72	89 895,96	13 516,59
040	OPE. D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	OPE. D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION REPRISES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	RESULTAT REPORTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		9 133,63	907 074,09	916 207,72	89 895,96	13 516,59

Recettes		Reports N-1	Budget Primitif	Crédits Ouverts	Réalizations	R.A.R.
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
I. Total recettes d'équipements		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	150,00	150,00	646,53	0,00
10226	TAXE D'AMENAGEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0,00				
II. Total capitaux		0,00	150,00	150,00	646,53	0,00
Total recettes réelles (I+II)		0,00	150,00	150,00	646,53	0,00
040	OPE. D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	20 000,00	20 000,00	12 408,37	0,00
041	OPE. D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		655 286,19	655 286,19		
Total recettes d'ordre		0,00	675 286,19	675 286,19	12 408,37	0,00
001.	RESULTAT REPORTE		240 771,53	240 771,53		
1068	EXCEDENT DE FCT CAPITALISE CA					
Total général		0,00	916 207,72	916 207,72	13 054,90	0,00

Le solde du budget d'investissement au CA 2024 était donc de - 76 841.06 €, compte tenu des RAR pour un montant de - 13 516.59 € et du solde précédent équivalent à 240 771.53 € le solde du budget global d'investissement est égal à 150 413.88 €.

En cette année 2024, l'épargne brute est donc positive de 171 157.48 €, et l'épargne nette est elle aussi positive à hauteur de 145 251.59 €

3.4. Le personnel du SIFOMA

Au 1^{er} janvier 2024, 12 agents dont 1 médecin remplaçant non Thésé sont attachés au centre de santé et donc au SIFOMA. Le personnel du SIFOMA travaille à raison de 1607 heures annuelles. 12 agents et le Président ont perçu une rémunération par le SIFOMA.

Le compte de gestion 2024 transmis par le comptable fut en parfaite concordance avec le compte administratif du syndicat dans les réalisations de l'exercice, comme vu précédemment :

ANNEXE - RECUEIL DES DELIBERATIONS 2024

• Comité syndical du 16 janvier 2024

2024.1 Décision modificative N°3 du BP 2024

Le Comité syndical,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions, modifiée ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 1612-1, L. 2311-1 à 3 ;

Vu l'instruction comptable M14 ;

Vu le budget primitif 2023 du SIFOMA ;

Vu la décision modificative n°1 du 7 novembre 2023 ;

Vu la décision modificative n°2 du 21 novembre 2023 ;

Considérant qu'il convient de recourir à une Décision Modificative afin de pouvoir procéder au mandatement des intérêts courus non échus (ICNE) 2023 et de réajuster le budget au regard du réalisé, soit :

- + 10 000 € au chapitre 66 compte de dépenses 66112 « ICNE »
- - 6 000 € au chapitre 011 compte de dépenses 60612 « électricité »
- - 2 000 € au chapitre 011 compte de dépenses 614 « charges locatives »
- - 1 000 € au chapitre 011 compte de dépenses 615231 « voiries »
- - 1000 € au chapitre 011 compte de dépenses 615232 « réseaux »

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'inscrire au BUDGET 2023 du SIFOMA les montants précisés sur la présente délibération;
- D'approuver les modifications apportées au BP 2023 du SIFOMA

Le Comité syndical adopte cette délibération à l'unanimité.

2024.2 Admission en non-valeur de créances irrécouvrables présentées par le comptable de la collectivité

Le Comité Syndical,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code Général des collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions, modifiée ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

Vu l'instruction comptable M14 ;

Vu le budget primitif 2023 ;

Considérant la demande d'admission en non-valeur transmise par Monsieur le Comptable du SGC de Garges les Gonesse, des titres correspondant à la liste n° 6460381031 arrêtée au 5 décembre 2023 annexée ;

Considérant que l'admission en non-valeur n'empêche nullement un recouvrement ultérieur si le redevable revenait à une situation le permettant ;

Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en non-valeur par l'assemblée délibérante, ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité les créances irrécouvrables ;

Après en avoir délibéré,

- **DECIDE** d'admettre en non-valeur la somme de 151.04 €.
- **DIT** que la dépense sera imputée au chapitre 65, compte 6541 « créances admises en non-valeur » pour 151.04 €.

Le Comité syndical adopte cette délibération à l'unanimité.

2024.3 Ouverture des crédits d'investissement 2024

Le Comité Syndical,

Entendu l'exposé du rapporteur ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1612-1 et L.2121-29 ;

Vu l'article L.232-1 du code des juridictions financières ;

Vu la délibération n° 2023.07 approuvant le vote du budget primitif 2023 du SIFOMA ;

Vu la délibération n°2023.16 concernant la décision modificative n°1 du budget 2023 du SIFOMA ;

Vu la délibération n°2023.21 concernant la décision modificative n°2 du budget 2023 du SIFOMA ;
Vu la délibération n°2024.01 concernant la décision modificative n°3 du budget 2023 du SIFOMA ;

Après en avoir délibéré,

- **AUTORISE** le Président à engager, liquider et mandater, avant le vote du budget primitif 2024, des dépenses nouvelles d'investissement, et ce dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, selon les modalités ci-dessous :

Chapitre	Budget 2023 (BP + DM)	Ouverture crédits 2024 (25%)
20	0 €	0 €
21	783 467.03 €	195 866.75 €
23	0 €	0 €
204	0 €	0 €

- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Comité syndical adopte cette délibération à l'unanimité.

• Comité syndical du 28 février 2024

2024.4 Débat d'orientation budgétaire 2024

Le Comité syndical,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-31,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1612-2 et L.2312-1 ;

Vu l'instruction M57 ;

Vu la loi de finances pour l'exercice 2024 ;

Considérant que le vote du budget primitif 2024 doit avoir lieu le 31 mars 2024 et qu'un débat d'orientation budgétaire doit se tenir dans les deux mois précédant ce vote ;

Considérant les mesures retenues par la loi de finances 2024 ainsi que le contexte économique, social et local dans lequel se construit le budget primitif 2024 ;

Considérant les orientations proposées pour l'année 2024 ;

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2024 présenté ;

Après en avoir délibéré,

- **ENTEND** l'exposé du rapporteur qui explique le cadre financier général dans lequel se situe le budget primitif 2024, ainsi que du contexte économique et social, et qui expose les grandes opérations que devra contenir le budget du syndicat.
- **PREND ACTE** du débat d'orientation budgétaire 2024.

Le Comité syndical adopte cette délibération à l'unanimité.

• Comité syndical du 19 mars 2024

2024.5 Adoption du règlement budgétaire et financier de la collectivité

Le Comité syndical

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 4312-5 relatifs au règlement budgétaire et financier notamment l'article L.2121-14 ;

Considérant que l'adoption d'un Règlement budgétaire et financier (RBF) est obligatoire pour toutes les entités appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57 (communes et groupements de communes de plus de 3 500 habitants) ;

Considérant la délibération du 07 novembre 2023 adoptant la nomenclature comptable M57 au 1^{er} janvier 2024 ;

Considérant que le RBF doit être voté avant le vote du budget primitif.

Après en avoir délibéré,

- **ADOpte le règlement budgétaire et financier de la collectivité annexé à la présente délibération pour toute la durée du mandat.**

LE COMITE SYNDICAL ADOpte CETTE DELIBERATION A L'UNANIMITE.

2024.6 : Désignation du président de séance pour l'approbation du compte administratif de la collectivité

Le Comité syndical

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.2121-14 ;

Considérant que lors de l'adoption du compte administratif, le Comité syndical doit désigner son président de séance ;

Considérant la candidature de Monsieur Gildas QUIQUEMPOIS en tant que Président de séance ;

Après en avoir délibéré,

- **DECIDE** de désigner, Monsieur Gildas QUIQUEMPOIS, président de séance, pour l'adoption du compte administratif 2023 du SIFOMA.

LE COMITE SYNDICAL ADOpte CETTE DELIBERATION A L'UNANIMITE.

2024.7 : Approbation de compte de gestion 2003 du syndicat intercommunal de Fosses-Marly-la-Ville

Le Comité syndical,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-31,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions, modifiée ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-14, L.2121-31 et R.2121-8 ;

Vu l'instruction comptable M14 ;

Vu le budget primitif 2023 ;

Vu le compte de gestion 2023 du receveur ;

Considérant l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, y compris celle de la journée complémentaire,

Considérant l'exécution du budget en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Considérant la comptabilité des valeurs inactives ;

Considérant que toutes ces dépenses et recettes sont justifiées,

Après en avoir délibéré,

- **Article 1- DECLARE** que le compte de gestion, dressé pour l'exercice 2023 par le Receveur, visé et certifié par l'Ordonnateur, n'appelle ni d'observations, ni réserves de sa part.
- **Article 2- ARRETE** le compte de gestion du Receveur établi pour l'exercice 2023 dont les écritures sont conformes à celles du compte administratif pour le même exercice dans les écritures telles que résumées aux tableaux ci-dessous.

BUDGET DU SIFOMA	A CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT 2022	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT 2023	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2023
Investissement en €	282 589,40		-41 817,87	240 771,53
Fonctionnement en €	484 707,63		188 873,56	673 581,19
TOTAL en €	767 297,03	0,00	147 055,69	914 352,72

Le Comité syndical adopte cette délibération à l'unanimité.

2024.8 : Compte administratif 2024 du SIFOMA

Le Comité syndical,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-14, L.2121-31 et R.2121-8 ;

Vu la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions, modifiée ;

Vu la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

Vu l'instruction comptable M14 ;

Vu le budget primitif 2023 ;

Vu le compte de gestion 2023 du receveur ;

Vu le compte administratif 2023 présenté ;

Vu les résultats de clôture 2022 qui s'élevaient à + 282 589.40 € en investissement et à + 484 707.63 € en fonctionnement ;

Vu les résultats 2023 dont le montant s'élève à – 41 817.87 € en investissement €, d'où un résultat cumulé avec les reports 2022 de + 240 771.53 € et + 188 873,56 € en fonctionnement, d'où un résultat cumulé avec les reports 2022 de + 673 581.19 €.

Considérant le reste à réaliser pour 2023 d'un montant de – 9 133.63 € ;

Le Président s'étant retiré au moment du vote ;

Après en avoir délibéré,

- **Article 1 : DONNE ACTE** à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif 2023.
- **CONSTATE** les identités de valeurs avec les indications du Compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.
- **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser de la section d'investissement comme suit :
 - En dépenses d'investissement : 9 133.63 €
 - En recettes d'investissement : 0 €
 - Soit un solde de – 9 133.63€
- **ARRETE** les résultats suivants du Compte Administratif 2023 tels que résumés ci-dessous :
 - Un excédent de fonctionnement de : 673 581.19 €
 - Un excédent d'investissement de –240 771.53 €
 - Soit un résultat total de : 914 352.72 €

Le Comité syndical adopte cette délibération à l'unanimité.

2024.9 : Affectation des résultats 2024 du SIFOMA

Le Comité syndical,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2311-5 et R.23-11

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la conformité du Compte Administratif et du Compte de Gestion 2023,

Considérant les éléments budgétaires suivants :

a/ Excédent de fonctionnement 2023 + excédent reporté 2022 : 673 581.19 €

b/ Déficit d'investissement 2023 + excédent reporté 2022 : 240 771.53 €

c/ Solde des restes à réaliser 2023 (recettes – dépenses) : -9 133.63 €

d/ Affectation obligatoire à la couverture du besoin de financement
de l'investissement : 0 €

Solde disponible pour le report en section de fonctionnement (a – d) : 673 581.19 €

Considérant que l'excédent global de financement de la section de fonctionnement à la clôture de l'exercice 2023 s'élève à la somme de **673 581.19 €**,

Considérant que l'excédent global de financement de la section investissement à la clôture de l'exercice 2023 s'élève à la somme de **240 771.53 €**,

Après en avoir délibéré,

- ✓ **Article 1 : D'AFFECTER l'excédent de la section de fonctionnement 2023 au compte 002 recettes du BP 2024 intitulé « Résultat de fonctionnement reporté » pour un montant de 673 581.19 €.**
- ✓ **Article 2 : DE DIRE que le solde du résultat d'investissement 2023 est inscrit au compte 001 recettes du BP 2024 intitulé « Résultat d'investissement reporté » pour un montant de 240 771.53 €.**

Le Comité syndical adopte cette délibération à l'unanimité.

2024.10 : Adoption du budget primitif 2024

Le Comité syndical,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-21 et L.2311-1 à L.2312-3 ;

Vu la loi N°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions, modifiée ;

Vu la loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

Vu l'instruction comptable M57 ;

Vu le Débat d'Orientation Budgétaire du 28 février 2024;

Vu le solde d'investissement et de fonctionnement reporté ;

Vu l'affectation des résultats 2023 au budget 2024 ;

Considérant que le Comité syndical du SIFOMA a pris connaissance du document afférent au budget primitif 2024 annexé à la présente délibération ;

Considérant que les dépenses prévues en investissement pour 2024 s'élèvent à **916 207.72 €**, et qu'en fonctionnement le budget prévu est de **1 676 581.19 €**, ce qui porte les participations communales à un montant total de 350 000 € soit 175 000 € pour Fosses et 175 000 € pour Marly-la-Ville ;

Après en avoir délibéré,

- **DECIDE D'ADOPTER** le Budget Primitif du SIFOMA 2024, tel qu'il est annexé à la présente délibération, dont les crédits sont inscrits de la façon suivante :

Fonctionnement	1 676 581.19 €
Investissement	916 207.72 €
TOTAL	2 592 788.91 €

- **DECIDE D'ADOPTER** les participations des communes pour un montant total de 350 000 € soit 175 000 € pour Fosses et 175 000 € pour Marly-la-Ville.

LE COMITE ADOPTE CETTE DÉLIBÉRATION À L'UNANIMITÉ.

- **Comité syndical du 08 octobre 2024**

2024.11 : Rapport d'activité 2024 du SIFOMA

Le Comité syndical,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 5211-39 ;

Vu les statuts du SIFOMA ;

Vu le rapport d'activité de l'année 2023 ;

Considérant que le président du SIFOMA adresse chaque année, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement ;

Considérant l'activité du SIFOMA en 2023 ;

Après en avoir délibéré,

- **DECIDE D'APPROUVER** le Rapport d'activité du SIFOMA 2023.

DELIBERATION N°.2025.069

L'an deux mille vingt-cinq, le 19 novembre, à 20h00, s'est réuni en séance publique le Conseil Municipal de la Ville de Fosses, légalement convoqué en date du 12 novembre, sous la présidence de Madame Jacqueline HAESINGER, Maire.

PRESENTS :

JACQUELINE HAESINGER, BLAISE ETHODET-NKAKE, JEANICK SOLITUDE, GILDAS QUIQUEMPOIS, FLORENCE LEBER, DOMINIQUE DUFUMIER, PATRICK MULLER, CHRISTOPHE LUCAS, LAUREN LOLO, PIERRE BARROS, SONIA LAJIMI, FELIX MIRAM, TANIA KITIC, FRANCK BLEUSE, HUBERT EMMANUEL EMILE, MARJORY QUIQUEMPOIS, CONRAD-REMI BOULON, DIDIER EISCHEN, GABRIEL NGOMA, VICTOR SOLSONA

EXCUSES REPRESENTES PAR POUVOIR :

LEONOR SERRE A SONIA LAJIMI, MICHEL NUNG A TANIA KITIC, JEAN MARIE MAILLE A BLAISE ETHODET-NKAKE, EMELE JUDITH A FRANCK BLEUSE, CONSUELO NASCIMENTO A CHRISTOPHE LUCAS, DAVID FELICIE A DIDIER EISCHEN, BELWALID PARJOU A VICTOR SOLSONA

ABSENTS :

CINDY BOURGUIGNON, GILDO VIERA

Tania KITIC est élue secrétaire à l'unanimité.

QUESTION N° 7 : CONVENTION D'ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE 2024-2029 SOUSCRITE PAR LE CIG GRANDE COURONNE POUR LE RISQUE SANTE AUPRES DU GROUPE VYV

RAPPORTEUR : GILDAS QUIQUEMPOIS

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le Code des Assurances, de la Mutualité et de la Sécurité Sociale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics ;

Vu le décret n° 2011-1474 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;



Vu la Circulaire n° RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la décision de la collectivité de se joindre à la procédure de mise en concurrence engagée par le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne (CIG) ;

Vu la délibération n° 2023-26 du Conseil d'Administration du CIG en date du 07 juillet 2023 relative au choix des attributaires et autorisant le Président à signer les conventions de participation Prévoyance et Santé 2024-2029 ainsi que tous les documents contractuels y afférent ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 17 octobre 2025 ;

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** les taux et prestations négociés pour la collectivité de Fosses par le Centre de Gestion dans le cadre de la convention ;
- **DECIDE** d'adhérer à compter du 1^{er} janvier 2026 à la convention participation risque santé et tout acte en découlant et ce jusqu'au 31 décembre 2029 ;
- **DECIDE** d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé en activité pour le risque santé, c'est-à-dire les risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et la maternité :
 - Pour ce risque, la participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement au contrat référencé pour son caractère solidaire et responsable par le CIG,
 - Pour ce risque, le niveau de participation de la collectivité sera fixé à 15 € brut par mois.
- **PREND ACTE** que l'adhésion à la convention de participation donne lieu à une contribution aux frais de gestion du CIG d'un montant annuel de 900 € comme déterminée ci-dessous :
 - 54 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de - de 10 agents.
 - 180 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de 10 à 49 agents.
 - 400 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de 50 à 149 agents.
 - 900 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de 150 à 349 agents.
 - 1 500 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de 350 à 999 agents.
 - 2 300 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de 1 000 à 1 999 agents.
 - 3 200 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de + de 2 000 agents.
- **AUTORISE** la Maire à signer la convention d'adhésion à la convention à la protection sociale complémentaire 2024-2029 souscrite par le CIG grande couronne pour le risque santé auprès du groupe VYV et tout acte en découlant.

Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.

La Maire,
Jacqueline HAESINGER



La secrétaire de séance,
Tania KITIC

CONVENTION D'ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE 2024-2029

SOUSCRITE PAR LE CIG GRANDE COURONNE POUR LE RISQUE SANTE AUPRES DU GROUPE VYV

ENTRE

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la grande couronne de la région d'Ile de France, représenté par son Président agissant en vertu de délibération n°2023-26 du Conseil d'administration du 07 juillet 2023.

Ci-après désigné « le CIG »

ET

Mairie de Fosses

représentée par sa Maire Madame Jacqueline HAESINGER, habilité(e) à signer la présente convention en vertu d'une délibération prise en date du 19 octobre 2025,

Ci-après désignée « La collectivité de Fosses »

ET

Le groupe VYV représenté par Monsieur Rodolphe SORIN (Directeur département marchés publics VYV)

Ci-après désigné « l'opérateur »

PRÉAMBULE

La compétence des centres de gestion en matière de protection sociale complémentaire était initialement fixée par l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui a été successivement modifiée par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, puis par la loi n°2009-972 du 19 août 2007 relative à la mobilité. L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021, prise en application de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, renforce le rôle des centres de gestion dans le cadre de la protection sociale complémentaire.

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 a fixé une procédure spécifique de mise en concurrence pour la mise en place de convention de participation qui permet de sélectionner des contrats ou des règlements en fonction de la solidarité qu'ils garantissent à leurs bénéficiaires, procédure définie au chapitre II du décret.

Le centre de gestion a lancé la procédure de convention de participation conformément au décret du 8 novembre 2011.

Les collectivités et établissements publics du ressort du CIG peuvent adhérer à cette convention de participation sur délibération de leur exécutif, après consultation de leur Comité Social Territorial.

Dans le cadre de cette procédure, le CIG a souscrit une convention de participation pour le risque Santé auprès Du groupe VYV pour une durée de six (6) ans prenant effet le 1er janvier 2024 pour se terminer au 31 décembre 2029 (avec une possibilité de prorogation d'une année conformément à l'article 19 du décret n° 2011-1474).

VU l'avis du Comité Social Territorial de la collectivité en date du 17 octobre 2025.

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 : Objet de la convention d'adhésion

Cette convention permet à la collectivité de Fosses d'adhérer à la convention de participation qui lie le CIG et l'opérateur et qui définit les conditions d'adhésion individuelle des agents des collectivités ayant donné mandat au CIG, à un contrat garantissant le risque « Santé ». La convention de participation entre le CIG et l'opérateur fixe le cadre contractuel du contrat collectif à adhésion facultative et les conditions d'adhésion individuelle des agents.

La présente convention d'adhésion a pour objet de permettre aux agents de la Collectivité de souscrire un contrat garantissant le risque « Santé » auprès de l'opérateur et de bénéficier de la participation financière de la collectivité à ce contrat, dans les conditions votées par l'organe délibérant.

Article 2 : Durée et prise d'effet du présent contrat

La présente convention prend effet à compter du : 1^{er} janvier 2026

Elle prend fin à l'issue de la convention de participation du CIG, soit au 31 décembre 2029 au plus tard.

Elle peut être prorogée pour des motifs d'intérêt général pour une durée ne pouvant excéder un (1) an pour se terminer au 31 décembre 2030.

Article 3 : Participation financière de la Collectivité

La participation financière de la collectivité constitue une aide à la personne, sous forme d'un montant unitaire par agent, et vient en déduction de la cotisation ou de la prime due par les agents.

La participation financière de la collectivité bénéficiant au personnel éligible est fixée selon les modalités définies ci-dessous :

le niveau de participation de la collectivité sera fixé à 15€ brut par mois

A compter du 1^{er} janvier 2026, conformément à l'article 6 du décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 la participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, des garanties Santé ne peut être inférieure à la moitié d'un montant de référence, fixé à 30 euros.

Article 4 : Modalités de gestion

4.1. Adhésion des agents

Le contrat concerne les fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé, selon les modalités prévues par la convention de participation et ses annexes.

L'opérateur garantit le paiement pour chaque agent adhérent des prestations définies en dans la convention de participation.

La collectivité communique à l'opérateur toutes les informations nécessaires permettant la prise d'effet des garanties dans le délai convenu.

4.2. Suivi du contrat

Avant chaque 31 janvier, la collectivité fournit à l'opérateur :

- Un état nominatif du personnel ayant souscrit les garanties, en activité à la date d'effet de la convention d'adhésion indiquant pour chaque intéressé, ses nom, prénom(s), date de naissance, situation de famille.
- En cours d'exercice un état des entrées des nouveaux assurés.

De la même manière, en cours d'année, la collectivité adhérente informe l'opérateur des mutations survenant au sein du groupe des assurés et fournit à l'opérateur :

- Un état rectificatif du personnel indiquant les dates et le motif de départ ; seuls les départs pour démission du poste de travail, cessation d'activité, suite à un congé parental ou une mise en disponibilité pour convenance personnelle, détachement, mise à disposition, révocation, retraite ou décès peuvent faire l'objet d'une sortie en cours d'année. Les autres adhérents doivent indiquer leur intention avec deux (2) mois de préavis avant le 31 décembre de chaque année à l'opérateur¹

Article 5 : Paiement des cotisations

Les cotisations dues à l'opérateur sont payées par la collectivité adhérente par mandat administratif.

En cas d'adhésion en cours d'exercice, la cotisation est calculée au prorata temporis en mois complets avec effet du 1er jour du mois qui suit la date de demande d'adhésion.

La cotisation est précomptée sur le salaire de l'agent assuré. En aucun cas, l'agent ne verse une cotisation à l'opérateur.

Les cotisations sont prélevées mensuellement sur les traitements par la collectivité adhérente et versées à l'opérateur.

Les appels de cotisation ou de prime distinguent le montant total de la cotisation ou de la prime du montant de la participation financière de la Collectivité.

¹ Possibilité pour les agents d'effectuer une résiliation infra-annuelle : Dans le cadre d'un contrat collectif à adhésion facultative, l'adhérent peut mettre fin à la garantie annuellement avant le 31 octobre de l'année civile. À l'expiration du délai d'adhésion minimal de 12 mois, l'adhérent dispose en outre d'un droit de résiliation à tout moment prenant effet un mois après que la mutuelle en a reçu notification et dont les modalités et restrictions sont définies aux articles L 221-10-2 et L 221-10-3 du Code de la mutualité

Article 6 : Révision des cotisations

L'opérateur produit annuellement les pièces justificatives nécessaires au suivi du contrat.

Une réunion annuelle aura lieu entre l'opérateur et le CIG pour un compte rendu d'exécution du contrat dans le courant du 1er trimestre de l'exercice suivant.

Le montant et les modalités des garanties sont établis en fonction des textes législatifs et réglementaires ainsi que de la convention de participation existant à la date de prise d'effet la convention de participation.

Si ultérieurement, ces textes venaient à être modifiés, l'opérateur se réserve le droit de réviser ses conditions de garanties en accord avec le CIG.

Article 7 : Résiliation

L'opérateur est lié par la convention de participation. En cas de résiliation de celle-ci, la présente convention d'adhésion devient caduque.

Les cas de résiliation d'une convention de participation prévus par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents sont applicables à la présente convention d'adhésion :

Si la collectivité constate que l'opérateur ne respecte plus son engagement concernant : les conditions d'adhésion, les prestations offertes, le tarif de chacune des options, les limites âge par âge au-delà desquelles ce tarif ne peut évoluer, le degré effectif de solidarité, les moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques ; ou, en cas de dépassement des limites tarifaires, que celui-ci n'est pas justifié par le caractère significatif d'une aggravation de la sinistralité, d'une variation du nombre d'agents et de retraités adhérents, d'évolutions démographiques ou des modifications de la réglementation.

Dans ce cas, la collectivité dénonce le contrat après avoir recueilli les observations écrites, et le cas échéant, sur sa demande, orales de l'opérateur. Il doit lui être indiqué qu'il peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix.

La présente convention étant un contrat administratif, la collectivité peut le résilier pour un motif d'intérêt général selon les principes définis pour ces contrats, ou pour faute, même dans le silence du contrat, en dehors des cas prévus par le décret précité.

Toute décision de résiliation doit parvenir à l'opérateur avant le 30 juin.

En cas de résiliation, la Collectivité informe, dans un délai d'un mois à compter de la décision de résiliation, les adhérents des conséquences de cette résiliation. Elle prend effet pour les agents à compter du premier jour du deuxième mois suivant la fin de la convention.

Article 8 : Modification

Toute modification de la présente convention d'adhésion doit faire l'objet d'un avenant, sauf exception prévue dans la convention de participation. En effet, en cas de modification de la convention de participation et de ses annexes, le CIG notifie à la Collectivité les changements à intervenir.

Article 9 : Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention d'adhésion, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement. A défaut, le Tribunal administratif du ressort territorial de la Collectivité est compétent.

Pour la collectivité,	Pour le CIG, Le Président, Daniel Level Maire de la commune déléguée de Fourqueux	Pour l'Opérateur,
-----------------------	--	-------------------

Convention de participation 2024

Ma garantie

Niveau 1

Niveau 2

Niveau 3

Pour améliorer les remboursements de mon organisme d'assurance maladie, je choisis ma formule Complémentaire Santé parmi les 3 niveaux de protection suivants :

Mes avantages

- Tarifs négociés pour ma collectivité
- Garanties à effet immédiat
- Espace adhérent en ligne pour déposer et suivre vos demandes de remboursements
- Pas d'avance de frais : tiers payant selon les accords locaux

Les Services inclus à ma garantie

- Téléconsultation avec MAIIA, sans RDV 24/24 et 7 /7
- Protection juridique
- 2^e avis médical (*en cas de besoin, le deuxième avis d'un médecin expert sous 7 jours*)
- Assistance

Ma cotisation 2026

Cotisation mensuelle exprimée en euros(€) par composition familiale

	1 assuré	1 assuré + 1 enfant	Couple	1 assuré + 2 enfants	Couple + enfant(s) OU Assuré + 3 enfants et plus
Garantie de niveau 1					
Actifs					
Assuré - de 31 ans	41,73 €	68,14 €	82,94 €	95,07 €	102,45 €
Assuré - de 50 ans	52,49 €	80,13 €	106,48 €	106,25 €	134,61 €
Assuré de 50 ans et +	68,60 €	96,03 €	136,14 €	122,61 €	161,14 €
Retraités	108,52 €	136,73 €	216,59 €	164,94 €	216,59 €
Garantie de niveau 2					
Actifs					
Assuré - de 31 ans	60,25 €	98,36 €	118,00 €	137,73 €	145,32 €
Assuré - de 50 ans	75,23 €	115,46 €	148,81 €	153,51 €	195,13 €
Assuré de 50 ans et +	98,61 €	139,16 €	196,95 €	177,53 €	231,01 €
Retraités	155,57 €	197,17 €	310,72 €	238,74 €	310,72 €
Garantie de niveau 3					
Actifs					
Assuré - de 31 ans	74,14 €	123,63 €	148,65 €	171,01 €	180,72 €
Assuré - de 50 ans	93,38 €	143,39 €	189,31 €	192,88 €	242,40 €
Assuré de 50 ans et +	122,79 €	172,70 €	244,92 €	223,48 €	292,50 €
Retraités	193,25 €	244,85 €	385,56 €	296,42 €	385,56 €



**République Française
Département du Val d'Oise
Arrondissement de Sarcelles**

Acte certifié exécutoire après avoir
été

Transmis au représentant de

L'Etat le : **25 NOV. 2025**

Publié le : **25 NOV. 2025**

La Maire, Jacqueline HAESINGER

DELIBERATION N°.2025.070

L'an deux mille vingt-cinq, le 19 novembre, à 20h00, s'est réuni en séance publique le Conseil Municipal de la Ville de Fosses, légalement convoqué en date du 12 novembre, sous la présidence de Madame Jacqueline HAESINGER, Maire.

PRESENTS :

JACQUELINE HAESINGER, BLAISE ETHODET-NKAKE, JEANICK SOLITUDE, GILDAS QUIQUEMPOIS, FLORENCE LEBER, DOMINIQUE DUFUMIER, PATRICK MULLER, CHRISTOPHE LUCAS, LAUREN LOLO, PIERRE BARROS, SONIA LAJIMI, FELIX MIRAM, TANIA KITIC, FRANCK BLEUSE, HUBERT EMMANUEL EMILE, MARJORY QUIQUEMPOIS, CONRAD-REMI BOULON, DIDIER EISCHEN, GABRIEL NGOMA, VICTOR SOLSONA

EXCUSES REPRESENTES PAR POUVOIR :

LEONOR SERRE A SONIA LAJIMI, MICHEL NUNG A TANIA KITIC, JEAN MARIE MAILLE A BLAISE ETHODET-NKAKE, EMELE JUDITH A FRANCK BLEUSE, CONSUELO NASCIMENTO A CHRISTOPHE LUCAS, DAVID FELICIE A DIDIER EISCHEN, BELWALID PARJOU A VICTOR SOLSONA

ABSENTS :

CINDY BOURGUIGNON, GILDO VIERA

Tania KITIC est élue secrétaire à l'unanimité.

QUESTION N°8 : TABLEAU DES EFFECTIFS

RAPPORTEUR : GILDAS QUIQUEMPOIS

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

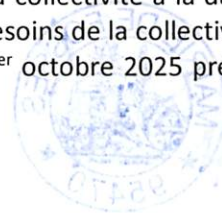
Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant ;

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser le tableau des effectifs de la collectivité à la date du 1^{er} octobre 2025 afin de prendre en compte l'ajustement des effectifs aux besoins de la collectivité ;

Considérant que le tableau des effectifs est établi à partir de celui du 1^{er} octobre 2025 présenté en Conseil municipal du 24 septembre 2025 ;

Après en avoir délibéré,

- **DECIDE :**



DE CREER :

- 1 emploi non permanent à temps non complet de 8h, du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux, du grade adjoint technique territorial, catégorie C, affecté au poste de point école du service de la police municipale, à la direction générale adjointe des services à la population à compter du 1^{er} décembre 2025,
- 1 emploi non permanent à temps non complet de 18h, du cadre d'emploi des adjoints d'animation, du grade d'adjoint d'animation, affecté au poste d'animateur au service du centre de loisirs, à la direction générale adjointe des services à la population à compter du 1^{er} décembre 2025,
- 1 emploi non permanent à temps non complet de 22h30, du cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux, du grade d'adjoint administratif, affecté au poste d'agent d'accueil au service affaires générales et scolaires, à la direction générale adjointe des services à la population à compter du 1^{er} décembre 2025.

DE SUPPRIMER :

- 1 emploi non permanent à temps non complet de 14h, du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux, du grade adjoint technique territorial, catégorie C, affecté au poste de point école du service de la police municipale, à la direction générale adjointe des services à la population à compter du 1^{er} décembre 2025,
- 1 emploi non permanent à temps non complet de 17h30, du cadre d'emploi des adjoints d'animation, du grade d'adjoint d'animation, affecté au poste d'animateur au service du centre de loisirs, à la direction générale adjointe des services à la population à compter du 1^{er} décembre 2025,
- **DIT** que ces postes créés ou transformés par la présente délibération sont accessibles aux titulaires, aux stagiaires ou aux contractuels de la fonction publique territoriale.
- **DECIDE** d'actualiser le tableau des effectifs et annexé à la présente délibération.

Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.

La Maire,
Jacqueline HAESINGER

La secrétaire de séance,
Tania KITIC



A handwritten signature in blue ink, appearing to be "Tania Kitic", written over the printed name of the secretary.

TABLEAU DES EFFECTIFS au 1er décembre 2025

EMPLOIS	Autorisés par le Conseil	Pourvus	Non pourvus
Emplois Fonctionnels articles 47 et 53 de la loi 84-53	0	0	0
Directeur Général des Services emploi fonctionnel	0	0	0
Emplois de Cabinet	0	0	0
Collaborateur de cabinet	0	0	0
Emplois permanents	148	129	19
<u>Catégorie A</u>	12	8	4
Attaché Principal	1	1	0
Attaché	8	4	4
Ingénieur principal	1	1	0
Éducateur de jeunes enfants	1	1	0
Assistant socio-éducatif de 1ère classe	0	0	0
Assistant socio-éducatif	1	1	0
<u>Catégorie B</u>	16	15	1
Rédacteur principal de 1ère classe	2	2	0
Rédacteur principal de 2ème classe	1	1	0
Rédacteur	7	6	1
Technicien principal de 2ème classe	0	0	0
Technicien principal de 2ème classe	1	1	0
Technicien	2	2	0
Animateur principal de 1ère classe	0	0	0
Animateur principal de 2ème classe	0	0	0
Animateur	3	3	0
<u>Catégorie C</u>	120	106	14
Adjoint administratif principal 1ère classe	7	6	1
Adjoint administratif principal 2ème classe	7	5	2
Adjoint administratif	8	5	3
Agent de maîtrise principal	3	1	2
Agent de maîtrise	6	6	0
Adjoint technique principal de 1ère classe	12	12	0
Adjoint technique principal de 2ème classe	10	10	0
Adjoint technique	38	32	6
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	0	0	0
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	0	0	0
Adjoint territorial du patrimoine	0	0	0
Opérateur principal des activités physiques et sportives	0	0	0
Agent spécialisé des Écoles Maternelles principal de 1ère classe	3	3	0
Agent spécialisé des Écoles Maternelles principal de 2ème classe	3	3	0
Brigadier chef principal	1	1	0
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	5	5	0
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	3	3	0
Adjoint territorial d'animation	14	14	0
Emplois permanents à temps non complet	21	19	1
Attaché Principal	1	1	0
Adjoint d'animation - 28/35	1	1	0
Professeur d'enseignement artistique classe normale - 20 heures	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe - 5/20 -	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe - 12/20 -	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe - 5,50/20 -	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe - 8,50/20 -	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe - 1,5/20 -	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe - 8/20 -	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe - 4/20 -	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe - 8,25/20 -	1	0	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe - 4,5/20 -	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe - 5/20 -	2	1	1
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe - 15/20 -	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe - 6/20 -	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe - 12,15/20 -	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe - 2,5/20 -	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe - 1/20	1	1	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe - 8 heures	1	1	0
Professeur d'enseignement artistique HC - 1,75 heures	1	1	0

Emplois non permanents ou occasionnels	56	28	28
Adjoint d'animation	14	12	2
Adjoint d'animation (saisonniers CLSH durant les congés scolaires-vacances scolaires de la zone C)	18	0	18
Adjoint d'animation (saisonniers jeunesse durant l'été)	2	0	2
Adjoint technique (service technique)	4	3	1
Adjoint technique (vie scolaire)	3	3	0
Adjoint technique (service entretien et restauration)	8	8	0
Adjoint technique (soirée du personnel)	2	2	0
Adjoint technique saisonniers été	3	0	3
Adjoint administratif saisonnier (Finance)	1	0	1
Rédacteur	1	0	1
Activités accessoires	29	8	21
Agents de l'éducation nationale - surveillance pause méridienne	6	0	6
Agents de l'éducation nationale - aides aux devoirs	20	8	12
Accompagnants d'Elèves en Situation de Handicap (AESH) - surveillance pause méridienne	3	0	3
Emplois non permanents à temps non complet	18	12	6
Adjoint technique - 8/35	3	3	0
Adjoint technique - 10/35	1	0	1
Adjoint technique - 10/35	1	0	1
Animateur principal de 1ère classe - 2/20 -	1	0	1
Adjoint d'animation - 8/35	7	4	3
Adjoint d'animation- 3/35 (aide aux devoirs service jeunesse)	2	2	0
Adjoint d'animation - 18/35	2	2	0
Adjoint administratif (affaires générales)- 22,5/35	1	1	0
Emplois de vacances ponctuelles	1	0	1
Jury examen école de musique - 50h/an	1	0	1
Emploi crée en application des dispositions relatives aux contrats d'apprentissage dans le secteur public	6	3	3
Apprenti au service communication	2	0	2
Apprenti au service des finances	1	1	0
Apprenti aux espaces verts	1	1	0
Apprenti au service à la population	2	1	1
Emplois créés en application des dispositions relatives aux contrats PEC	5	0	5
ATSEM	1	0	1
ASVP	1	0	1
Agents d'espaces verts	2	0	2
Animateur	1	0	1
TOTAL	284	199	84



République Française
Département du Val d'Oise
Arrondissement de Sarcelles

Acte certifié exécutoire après avoir
été

Transmis au représentant de

L'Etat le : **25 NOV. 2025**

Publié le : **25 NOV. 2025**

La Maire, Jacqueline HAESINGER

DELIBERATION N°.2025.071

L'an deux mille vingt-cinq, le 19 novembre, à 20h00, s'est réuni en séance publique le Conseil Municipal de la Ville de Fosses, légalement convoqué en date du 12 novembre, sous la présidence de Madame Jacqueline HAESINGER, Maire.

PRESENTS :

JACQUELINE HAESINGER, BLAISE ETHODET-NKAKE, JEANICK SOLITUDE, GILDAS QUIQUEMPOIS, FLORENCE LEBER, DOMINIQUE DUFUMIER, PATRICK MULLER, CHRISTOPHE LUCAS, LAUREN LOLO, PIERRE BARROS, SONIA LAJIMI, FELIX MIRAM, TANIA KITIC, FRANCK BLEUSE, HUBERT EMMANUEL EMILE, MARJORY QUIQUEMPOIS, CONRAD-REMI BOULON, DIDIER EISCHEN, GABRIEL NGOMA, VICTOR SOLSONA

EXCUSES REPRESENTES PAR POUVOIR :

LEONOR SERRE A SONIA LAJIMI, MICHEL NUNG A TANIA KITIC, JEAN MARIE MAILLE A BLAISE ETHODET-NKAKE, EMELE JUDITH A FRANCK BLEUSE, CONSUELO NASCIMENTO A CHRISTOPHE LUCAS, DAVID FELICIE A DIDIER EISCHEN, BELWALID PARJOU A VICTOR SOLSONA

ABSENTS :

CINDY BOURGUIGNON, GILDO VIERA

Tania KITIC est élue secrétaire à l'unanimité.

QUESTION N° 9 : MOTION RELATIVE AU PROJET DE LOI DE FINANCES 2026 ET SES CONSEQUENCES SUR LES COLLECTIVITES

RAPPORTEUR : JACQUELINE HAESINGER

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

La communauté d'agglomération de Roissy Pays de France et les élus qui la composent viennent d'adresser aux plus hautes instances de l'Etat un courrier relatif au projet de loi de finances 2026 et ses conséquences sur les collectivités.

La ville de Fosses soutient ce courrier et souhaite le transformer en motion, tant l'impact des mesures de ce projet de loi de finances 2026 sont inacceptables pour le service public local et pour notre ville de Fosses.

Dans le projet de loi de finances pour 2026, en débat au Parlement, la contrainte est forte pour les collectivités territoriales avec au moins 4,6 milliards d'euros d'effort global pour le gouvernement, et 7,5 milliards d'euros selon André Laignel, président du Comité des finances locales.

Les coupes annoncées sont totalement disproportionnées, injustes et insupportables pour nos 42 communes et pour notre intercommunalité. Si ces mesures devaient s'appliquer, nous ne serions

plus en capacité d'assurer nos services publics de proximité. De même, un nombre important de nos communes ne seraient plus en capacité d'équilibrer leurs budgets dès 2026.

Cette baisse des moyens annoncée constitue une véritable agression des élus locaux que nous sommes et des collectivités dont nous avons la charge. Cette diminution de ressources inédite compromet également toute mise en œuvre de projets locaux et tout investissement nécessaire à la vie de nos territoires.

Est-il utile de rappeler ici que nos élus, nos collectivités, sont en première ligne pour répondre chaque jour aux besoins de la population, qu'il s'agisse d'éducation, de santé, de sécurité, d'action sociale ou encore d'aménagement du territoire ?

A l'heure où le statut de l'élu s'apprête à être renforcé, ce budget 2026 vient porter un coup sérieux à la légitimité des élus que nous sommes : le maintien du service public nécessite en effet à *minima* des ressources garanties et pérennes.

De plus, cette nouvelle dégradation s'inscrit dans la suite d'une série de désengagements de l'Etat en matière fiscale, qui a déjà généré une perte de 68,5 millions d'€ sur 10 ans (contribution au redressement des finances publiques, ponction sur la dotation d'intercommunalité...). De même, l'agglomération Roissy-Pays-de-France a largement fait les frais depuis sa création en 2016 de baisses colossales, comme celle issue de la perte de la part salaires de la taxe professionnelle (47,2 millions d'€ depuis 2016) ou encore celle issue de la suppression de la CVAE (3 millions d'€ dès la première année de mise en œuvre en 2023).

Si l'on ajoute le DILICO 2025 et le contrat de Cahors, les sommes sont abyssales : 123,4 millions d'€ de recettes en moins pour notre communauté d'agglomération entre 2016 et 2025.

L'action de solidarité de la communauté d'agglomération de Roissy-Pays-de-France ne s'arrête pas là puisqu'elle abonde depuis sa création le FNGIR à hauteur de 22 millions d'euros par an.

Et, malgré les contraintes fortes imposées par les réformes (suppression de la taxe d'habitation), la disparition des dispositifs d'aides (aide aux Maires Bâisseurs, aide à la pierre, fonds vert), les transferts de compétence non compensés (GEMAPI, politiques éducatives ou de l'emploi) ou encore les exigences contradictoires de l'Etat (construction de 1820 logements sur un territoire impacté par le PEB des aéroports de Roissy-Charles-de Gaulle et du Bourget), les communes et la communauté d'agglomération de Roissy-Pays-de-France tentent de faire face.

Avec les mesures annoncées au PLF 2026, nous sommes désormais dans l'incapacité d'y parvenir. La plupart des communes de la communauté d'agglomération de Roissy-Pays-de-France n'ont plus d'épargne et plus aucune marge de manœuvre.

Ce sont 14 millions d'€ en moins pour nos communes et 29,1 millions d'€ en moins pour notre intercommunalité, en intégrant les mesures liées au FCTVA en 2026.

C'est un véritable pillage de nos finances publiques.

C'est donc un cri d'alarme que nous lançons. S'il est essentiel de redresser les comptes publics, les mesures envisagées dans la loi de finances sont totalement destructrices pour notre territoire :

- Nous dénonçons le mauvais procès fait aux collectivités locales en général et aux communes et intercommunalités en particulier. Nous condamnons les amalgames et les contre-vérités. Nous estimons n'avoir aucune responsabilité dans le déficit public, auquel pourtant nous contribuons depuis longtemps. Il convient en effet de rappeler que l'encours de dette des administrations publiques locales ne représente que 8 % de la dette française abyssale et que cette dette a pour objectif de financer les investissements publics. Elle n'a pas pour but d'assumer les dépenses courantes : tel n'est pas le cas de l'Etat.

- Nous rappelons que les collectivités territoriales sont les premiers investisseurs publics de la France représentant près de 70 % de l'investissement national civil. Nous contribuons de façon significative et dynamique au maintien et au développement des entreprises et à la sauvegarde de milliers d'emplois.
- Nous nous opposons fermement au démantèlement de la fiscalité locale projeté dans le projet de budget 2026 et aux mesures synonymes d'effondrement des investissements publics, de la fermeture de services publics, avec des conséquences dramatiques pour les populations.
- Nous dénonçons une véritable dégradation de l'autonomie financière des collectivités locales, contraire à l'article 72 de la constitution qui garantit leur autonomie au moment où, ironie du calendrier parlementaire, le gouvernement envisage une nouvelle loi sur la décentralisation au printemps prochain.
- Nous manifestons, une fois encore, notre opposition au relèvement des cotisations retraite employeur pour la CNRACL. Celle-ci se traduit par une augmentation budgétaire imposée aux collectivités locales, alors que la Cour des Comptes précise déjà que dès 2029, après 4 ans d'efforts, le système sera à nouveau déficitaire. Il est urgent de trouver d'autres alternatives.

Aussi, les élus de la ville de Fosses :

- **EXIGENT** la non évolution du DILICO, son maintien au niveau du budget 2025 et sa disparition à très court terme ;
- **EXIGENT** la disparition dans le projet de loi, de la réduction des compensations liées aux établissements industriels, dont le montant doit continuer de prendre en compte la réalité des bases fiscales des territoires ;
- **EXIGENT** un moratoire sur la TGAP, qui pèse de façon insupportable sur les ménages ;
- **EXIGENT** l'abandon de la ponction de TNSA de 80 millions d'euros au profit du budget général de l'Etat, taxe versée par les compagnies aériennes (article 43 du PLF) dont le produit est affecté au financement des travaux d'insonorisation des bâtiments pour lutter contre les nuisances aériennes des riverains.
- **EXIGENT** le maintien du reversement de la TVA en section de fonctionnement et en année N s'agissant de la section d'investissement pour les intercommunalités ;
- **EXIGENT** que la Dotation Globale de Fonctionnement soit corrélée avec l'inflation, afin de garantir des ressources équitables. L'ouverture d'une discussion sur une indispensable réforme de la DGF est aujourd'hui devenue indispensable.
- **DEMANDENT** un véritable pacte de stabilité budgétaire entre l'Etat et les collectivités territoriales afin de maintenir des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire.

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la motion présentée ci-dessus.

Le conseil adopte à l'unanimité cette délibération.

La Maire,
Jacqueline HAESINGER



La secrétaire de séance,
Tania KITIC

